LES FORTERESSES FRANÇAISES

PENDANT

LA GUERRE DE 1870-1871

PAR F. PREVOST,

LIEUTENANT-COLONEL DU GÉNIE A VINCENNES.

Paris et ses défenses extérieures ont reçu de l'ennemi deux cent cinquante mille projectiles, sans que l'heure marquée par la famine, pour la capitulation, ait été avancée d'une minute.

Plus de quatre cent mille projectiles lancés sur Belfort n'ont pas réussi à faire rendre la place.

PARIS

LIBRAIRIE MILITAIRE DE J. DUMAINE

LIBRAIRE-ÉDITEUR

30, Rue et Passage Dauphine, 30

1872

LES

FORTERESSES FRANÇAISES

PENDANT LA GUERRE DE 1870-1871.

s'entêter dans une routine surannée et fatale, en conservant aux enceintes des villes la forme bastionnée.

Ils lui reprochent de ne pas avoir créé certaines places fortes, certains camps retranchés en des points du territoire que les militaires compétents désignent depuis longtemps. Ils le blâment de ne pas avoir amélioré les forteresses existantes et d'en avoir conservé plusieurs qui sont jugées inutiles et même nuisibles.

Dans la troisième opinion, qui commence à devenir la plus répandue, on regarde comme injuste d'accuser la fortification de ne pas avoir arrêté le torrent de l'invasion. On fait remarquer que nos armées, elles aussi, se sont trouvées hors d'état de conjurer ce fatal événement; et, cependant, on songe moins que jamais à en demander la suppression. On pense qu'il serait plus juste de dire que nos troupes ont été trop peu nombreuses, mal préparées et mal employées, et que nos forteresses, mal pourvues en hommes et en choses nécessaires, n'ont pas *pu* ou n'ont pas *su* jouer le rôle pour lequel elles ont été construites. Non-seulement nos villes fortes n'ont pas immobilisé d'armée (sauf Metz), mais elles ont même manqué de garnisons pour se défendre. Isolées et livrées à leurs faibles ressources, au milieu d'un pays dont les armées avaient été subitement détruites, l'ennemi a pu les négliger, un instant, pour se porter en avant.

Nous allons maintenant examiner, avec détails, les trois opinions que nous venons de mentionner. Nous espérons qu'il ressortira de cette étude la preuve de l'impuissance des bombardements, comme moyen *unique* de prendre les villes, quand on *veut* et quand on *sait* les défendre. Nous combattrons l'erreur d'après laquelle plusieurs officiers prétendent que le système de fortification inauguré par Vauban a fait son temps, certain que nous sommes que ce système se prête à tous les perfectionne-

ments exigés par les progrès de l'artillerie et de la stratégie et qu'il a des avantages que nul autre ne possède au même degré.

Nous combattrons surtout l'erreur qui prétend qu'à notre époque *les choses ne peuvent plus se passer comme autrefois dans les siéges* et qu'on doit *rendre les villes* plutôt que d'en laisser détruire les maisons par le feu de l'ennemi.

Les places fortes ont deux rôles à remplir :

1° Empêcher l'ennemi d'occuper des positions importantes, au point de vue de la stratégie et des ressources qu'il pourrait s'y procurer;

2° Servir de points d'appui à des opérations de guerre exécutées soit par des armées qui tiennent la campagne, soit par les garnisons elles-mêmes.

Les événements de 1870-1871 ont prouvé que nos villes fortifiées n'ont pour ainsi dire pas été appelées à jouer le second rôle, sauf dans le nord de la France, où l'armée du général Faidherbe s'est utilement appuyée à plusieurs forteresses. Quant aux opérations tentées par les défenseurs eux-mêmes, ces derniers étaient en général trop peu nombreux ou trop inexpérimentés pour pouvoir étendre le cercle de leur action à de grandes distances, et l'on dut se borner, d'ordinaire, à des sorties proprement dites et à quelques courses telles que celles du 17 août à Schlestadt, du 16 novembre à Mézières, l'essai fait par une colonne partie de cette dernière ville pour aller reprendre Laon, plusieurs sorties conduites assez loin par la garnison de Verdun, etc., etc.

Il existe toutefois une exception en faveur de Langres : la garnison de cette place opéra sur un rayon assez étendu et fit éprouver des pertes sensibles à l'ennemi.

Le rôle extérieur des forteresses françaises ayant été presque nul, nous n'aurons pas à nous en occuper ici,

quel que soit l'intérêt qu'il puisse présenter. Il comporte, en effet, l'examen de la répartition de nos places fortes sur le territoire pour en assurer la défense, la question des grandes et des petites places, des camps retranchés, etc., études qui nous entraîneraient hors du cadre que nous nous sommes tracé.

Nos villes fortifiées ayant eu, au contraire, à subir des attaques brusquées, des blocus, des bombardements, c'est la place isolée que nous aurons à considérer; c'est le système de fortification usité en France, pour la protéger, dont nous aurons à nous occuper.

§ II.

Première opinion : Les forteresses sont inutiles.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que date l'opinion d'après laquelle les forteresses sont inutiles à la défense des États, nuisibles même à cause des nombreuses garnisons qu'elles immobilisent.

Une discussion approfondie sur cette question nous conduirait trop loin, nous nous bornerons à rappeler que cette récrimination est très-ancienne. Elle avait cours au temps d'Aristote, et, cependant, on n'a jamais cessé de bâtir des fortifications et de les rendre de plus en plus formidables.

« Si vous ne voulez pas de forteresses artificielles,
« disait l'illustre professeur d'Alexandre-le-Grand, si
« vous les trouvez nuisibles, aplanissez les montagnes,
« détruisez les forêts, supprimez les obstacles naturels
« que présentent vos frontières. »

Ce défi que portait le grand philosophe n'arrête plus personne aujourd'hui, en France. On se hâte de percer les montagnes, de couvrir les fleuves de ponts, d'abattre les forêts, de faire disparaître les obstacles qui protégeaient nos frontières.

Il n'y a pas longtemps qu'on disait : « La guerre n'est
« plus possible, le prodigieux développement des rela-
« tions commerciales exige la suppression de toutes ces
« entraves d'un autre âge. »

Plusieurs ingénieurs des ponts et chaussées ont des reproches à se faire à cet égard. Toutes les fois qu'ils

sont appelés à conférer avec des officiers du génie, ils écartent presque complétement le point de vue de la défense nationale.

« La paix, disent-ils, est l'état normal dans lequel « vivent les peuples : c'est la paix qu'on doit avoir en « vue dans l'étude de ces sortes de questions, plutôt que « les exigences d'une guerre improbable qui ne peut « être de longue durée. »

A cela nous répondrons : « Pourquoi construisez-vous, « à si grands frais, ces immenses levées destinées à pro- « téger des villes et des vallées entières contre les inon- « dations? Ce fléau ne constitue pas plus le régime « normal d'une rivière que la guerre n'est l'état habituel « d'une nation.

« Vous avez raison de vouloir parer d'avance aux « terribles conséquences des crues extraordinaires et « subites; mais reconnaissez aussi qu'il est indispen- « sable de prendre des mesures permanentes contre le « fléau non moins désastreux de l'irruption d'un million « d'étrangers en armes. »

Toujours est-il que notre frontière de l'Est, déjà si compromise par les traités de 1815, qui avaient ouvert aux Prussiens les trouées situées entre le Rhin et les Vosges, entre ces montagnes et la Moselle, toujours est-il, disons-nous, que notre frontière de l'Est se trouvait encore considérablement affaiblie par les voies ferrées et les nombreuses routes ordinaires qui, maintenant, traversent les Vosges en tous sens. D'autant plus qu'il n'existe, pour ainsi dire, entre Strasbourg et Paris, sur ce long parcours de chemin de fer, qu'une seule forteresse : l'insignifiante place de Toul ! Et encore, peu s'en est fallu, il y a quelques années, qu'elle ne fût déclassée !!

Il y a là un fâcheux état de choses, qui rend incom-

préhensible l'oubli, commis par l'armée battant en retraite après Wœrth, de laisser une garnison suffisante dans Strasbourg (1) et de faire sauter les tunnels existant entre Saverne et Sarrebourg.

Cet oubli eut des conséquences désastreuses : il en est résulté que Strasbourg s'est trouvé hors d'état d'opposer la résistance qu'on avait le droit d'attendre de cette place, et les Prussiens ont pu, tout en l'assiégeant, marcher rapidement vers Paris.

Un certain nombre d'officiers français avaient, il est vrai, jugé qu'il n'y avait rien à craindre pour Strasbourg. La prise de cette place, même avec sa faible garnison, leur paraissait une opération tellement longue et difficile qu'ils étaient convaincus que les Prussiens n'iraient pas perdre leur temps à l'assiéger. N'était-ce pas inutile? La France ne leur était-elle pas ouverte? Qui pouvait les arrêter pour arriver devant Paris? Et, comme *il était convenu* que Paris ne résisterait pas plus de quinze jours, ils auraient le temps d'y entrer avant que la France pût rassembler une armée solide!

Les faits ont prouvé le peu de valeur de ces raisonnements : l'*imprenable* place de Strasbourg, laissée hors d'état de lutter sérieusement, a été bientôt prise, et la *très-faible* ville de Paris a tenu quatre mois et demi!

Les Prussiens n'ont pas, du reste, négligé les forteresses situées entre eux et les frontières, dès qu'ils ont vu que Paris résistait bien au delà de leurs prévisions. Ils sentirent combien elles gêneraient leurs communications avec l'Allemagne. Pour s'en emparer, ils n'ont guère mis en œuvre que deux procédés : le blocus et le

---

(1) Ainsi que le pr scrit l'article 244 du règlement sur e service des places.

bombardement qui ne leur ont pas toujours réussi; exemples : Bitche, Belfort et les forts de Paris.

Enfin, il est quelques places qui ont complétement rempli leur mission de servir d'appui à une armée tenant la campagne. Quelque faibles que fussent la Fère et Soissons, si elles n'avaient pas existé, le général Vinoy se serait peut-être trouvé exposé à rencontrer de graves difficultés, lorsqu'il exécuta sa belle retraite sur Paris, parce que les Prussiens auraient pu occuper ces deux positions.

Plusieurs forteresses du Nord prêtèrent un utile concours à l'armée du général Faidherbe; elles ont évité l'occupation prussienne à une notable partie du territoire français.

Les généraux d'Aurelle et Chanzy opéraient dans un pays où il ne pouvait avoir été construit de places de guerre; et encore il a été longtemps question de fortifier Orléans ou Tours, pour garder la ligne de la Loire. Quel bon parti ces généraux eussent tiré d'une pareille forteresse!

Belfort et Langres ont empêché nos ennemis de se servir du chemin de fer de Mulhouse à Paris qui leur eût été très-utile.

Si Landrecies n'avait pas eu de remparts, les Prussiens n'auraient pas échoué dans leur tentative du 25 janvier 1871.

Les forteresses sont inutiles, dit-on, à cause de la facilité avec laquelle on fait capituler les villes en les bombardant, facilité qu'on regarde comme démontrée par plusieurs redditions de places pendant la dernière guerre; c'est, selon nous, une croyance erronée, comme question de principe et comme question de fait.

Nous ne discuterons pas ici le principe du bombardement, en tant que moyen exclusif de prendre les places,

cela nous entraînerait à dépasser les limites que nous nous sommes imposées pour cette brochure. Nous avons combattu cette opinion dans un autre écrit (1).

Quant aux faits qui se sont passés en **1870-1871**, il nous sera aisé de démontrer que les bombardements ont peu réussi devant les places qui se sont trouvées à même d'engager sérieusement la lutte contre l'assiégeant. Pour le moment, nous nous bornerons à résumer, dans un tableau, les pertes éprouvées par les populations des villes qui ont été bombardées.

On y verra que les petites places n'ont pas toutes été des nids à bombes aussi intenables qu'on voudrait le faire croire.

On y verra que, malgré notre artillerie perfectionnée, nous ne sommes pas déjà si éloignés de l'époque d'un des historiens de la guerre de Sept ans, Tempelhof, qui se plaignait de ce que les canons de son temps étaient obligés de tirer 300 coups, dans un siége, pour arriver à tuer un homme.

---

(1) *Etudes historiques sur la fortification*, 1868.

VILLES ASSIÉGÉES.	NOMBRE de jours de bombardement.	NOMBRE de projectiles lancés par l'attaque.	CHIFFRE approximatif de la population civile pendant le siége.	NOMBRE D'HABITANTS NON MILITAIRES tués ou morts des suites de leurs blessures.	NOMBRE D'HABITANTS NON MILITAIRES blessés.	OBSERVATIONS.
Strasbourg	38	193,000	65,000	300	800	8 tués par jour, en moyenne.
Marsal	3 heures 1/2	?	1,000	0	1	
Bitche	14	20,000 à 25,000	2,400 puis 640	8	7	
Phalsbourg	5	8,000 à 9,000	2,000	7	15	
Toul	26	12,000	6,000	18	6	
Verdun	5	33,000	9,000	17	22	
Soissons	4	?	6,000	17	?	
La Fère	1 jour 1/2	?	4,000	1	4	
Schlestadt	6	10,000 à 11,000	7,000	10 à 15	?	
Neuf-Brisach et fort Mortier	9	?	2,800	1	0	
Thionville	53 heures.	25,000 à 30,000	4,000	2	?	
Montmédy	3	3,000 à 5,000	?	1	2	La ville avait été évacuée par les habitants.
Mézières	3	12,000	4,000	53	400 ?	18 tués par jour, en moyenne.
Rocroi	5 heures 1/2	300	200	0	0	Les habitants avaient quitté la ville.
Longwy	8	28,000 à 40,000	200	0	0	
Péronne	9	32,000 à 34,000	3,500	4	15	
Belfort	73	410,000	4,000	60	?	Sur les 410,000 projectiles lancés contre Belfort, 120,000 sont tombés dans la ville proprement dite.
Paris (intérieur de la ville)	23	10,000	?	407	289	Moins de 5 tués par jour, en moyenne.
Fort de Rosny	31	7,000	0	8 soldats.	? soldats.	Dans les forts de Paris, il n'y avait pas de population civile, les morts et blessés appartenaient aux garnisons dont les effectifs ont varié entre 800 et 1800 hommes.
— de Nogent	31	15,000	0	6 *id.*	48 *id.*	
— de Montrouge	31	15,000	0	30 *id.*	150 *id.*	
— de Vanves	31	32,000	0	32 *id.*	127 *id.*	
— d'Issy	31	60,000	0	10 *id.*	76 *id.*	
Saint-Denis (ville)	6	15,000	10,000	22 habit.	80 habit.	
Double-Couronne	6		0	11 soldats.	36 soldats.	
Fort de la Briche	6	6,000	0	?	?	
— de l'Est	6	4,000	0	?	?	
— d'Aubervilliers	6	2,000	0	1 *id.*	8 *id.*	
Terrains avoisinant les forts, redoutes et batteries fixes extérieures, villages situés entre les forts et Paris	de 27 à 31	84,000(1)	0	?	?	Dans ce nombre, nous comprenons également les projectiles qui ont été tirés sur les villages situés entre les forts et l'enceinte de Paris.

(1) Ce chiffre est incertain, mais il doit peu s'éloigner de la vérité. Les Hautes-Bruyères, à elles seules, reçurent près de 10.000 project. Le moulin Saquet, Avron ont été très-canonnés. Il en fut de même des redoutes et batteries disséminées entre la Faisanderie et Romainville. Il tomba dans cet espace plus de 50,000 obus.

(Voir, à la fin, la note relative à ce tableau.)

Sauf Mézières et Strasbourg, où la population civile a éprouvé de cruelles pertes, surtout dans la première de ces villes, on voit que le nombre des victimes des bombardements a été minime.

Nous n'avons pas pu nous procurer les chiffres des morts et des blessés dans les troupes composant les garnisons; ils sont nécessairement plus élevés que ceux qui sont relatifs aux habitants; on peut s'en convaincre par les nombres mis en regard des forts de Paris, pour lesquels nous avons eu des renseignements à peu près certains.

Ce que nous avons voulu prouver en établissant le tableau qui précède, c'est le peu d'influence qu'on doit attribuer, pour expliquer les capitulations, aux pertes subies par les populations civiles. Elles ont été d'ordinaire entraînées à demander à se rendre par suite du désespoir qui les saisissait lorsqu'elles voyaient les maisons brûler et s'écrouler, menaçant de les ensevelir dans leur chute; la peur du mal a plus fait que le mal lui-même.

Il y a eu de grandes calamités, de grandes ruines occasionnées par les bombardements des Prussiens; mais, nous le répétons, à part Mézières et Strasbourg, où les pertes journalières étaient sensibles, on n'a vu nulle part ces effroyables tueries d'habitants que les partisans de ce moyen d'attaque prétendent être les suites inévitables de son emploi. Nulle part, non plus, on n'a vu ces nombreuses casemates effondrées, rendues inhabitables, ces magasins à poudre sautant à chaque instant, ces escarpes éventrées de loin, etc!

Toutes les fois qu'une garnison a *pu* et a *su* consolider les abris existants, si mauvais qu'ils fussent, et qu'elle en a créé de nouveaux, même imparfaits, elle a obtenu d'excellents résultats.

De ce que l'on possède aujourd'hui une artillerie dont les projectiles pénètrent de plus de trois mètres dans le sol naturel et de plus d'un mètre dans les vieilles maçonneries, il ne s'ensuit pas que tout obus tombant quelque part aura forcément une de ces pénétrations.

Il est un fait peu connu qui montre que, souvent, par des procédés bien simples, on se soustrait aux conséquences des bombardements.

Pendant le blocus de Metz, nos troupes s'emparèrent de vive force du château de Ladonchamps.

C'est une construction moderne, située au milieu d'un petit parc entouré de fossés, dont les terres ont servi à établir un bourrelet qui borde l'excavation. Cet ensemble a la forme d'un quadrilatère ; la longueur des côtés varie entre 200 et 300 mètres, autant que nous nous le rappelons.

La position de Ladonchamps se trouvait très-avancée vers les lignes ennemies qui la canonnaient de face, des deux côtés et presque de revers.

Le 6 octobre, les Prussiens y jetèrent, en quelques heures, 514 obus. Ils firent peu de dégâts à la maison et n'atteignirent que 4 hommes : deux furent tués, les deux autres blessés. On évita des pertes plus considérables, en logeant une partie des deux bataillons, qui composaient alors la petite garnison, dans le sous-sol du château, bien qu'il ne fût pas voûté, et en faisant coucher le reste dans une tranchée qui régnait au pied du bourrelet en terre.

En blindant convenablement l'étage souterrain, on eût pu résister plusieurs jours à un pareil bombardement, s'il se fût renouvelé.

Les pertes de quelques-uns des forts de Paris ont été peu considérables, parce qu'on avait pris des précautions analogues.

Nous parlerons plus longuement de la question des bombardements, quand nous ferons l'examen des deux autres opinions sur le rôle des places françaises.

Mais défions-nous d'une théorie qui peut permettre à un commandant de place de tenir le langage suivant : « Puisqu'il est *certain* que les bombardements font capi- « tuler les villes, il est inutile que je m'y expose, donc « je me rends. » Ou bien : « J'ai été assez bombardé « comme cela, il est temps que je me rende ! »

Ces sortes de raisonnements peuvent mener fort loin; ils ne tendent à rien moins qu'à la suppression *prochaine* des forteresses actuellement existantes.

Et ce que nous disons, ici, n'est pas un vain mot : nous savons qu'une de nos places fortes, Soissons, qui n'a qu'un défaut, celui d'être trop faible, vu la grande importance de sa position stratégique, nous savons, disons-nous, que cette place est menacée d'être déclassée comme ville de guerre. Ses habitants le demandent avec instances, parce qu'ils ne veulent plus être exposés à se voir encore assiégés !

Il est certain que les siéges sont terribles pour les habitants d'une ville : leurs personnes, leurs maisons, tout ce qu'ils possèdent courent de grands risques. Mais alors, il faut supprimer la guerre, il faut supprimer les batailles et les combats où des nombres d'hommes, bien plus considérables que ceux qui périssent dans les siéges, sont tués en quelques heures !

Il paraît impossible qu'on puisse demander que les batailles et les siéges soient supprimés ; et, cependant, l'histoire de la dernière guerre est là pour prouver la vérité de notre assertion à cet égard !

Si l'on a vu des villes fermées presser violemment sur leurs gouverneurs pour les forcer à se rendre, on a également vu des villes ouvertes demander à des com-

mandants de troupes, campées dans le voisinage, de ne pas livrer bataille. Telle fut la conduite de la municipalité de Dreux vis-à-vis du commandant des mobiles de l'Orne (1), le 10 octobre. Elle ne voulait pas qu'il se battît près de la ville et avait déjà, dit-on, traité secrètement avec les Bavarois pour être occupée par eux, *aux meilleures conditions possibles.*

Le commandant ne tint aucun compte de ce qu'on put lui dire à cet égard ; il fit son devoir, arrêta l'ennemi près du village de Chérizy, le força à reculer de plusieurs lieues et rentra le soir à Dreux.

Pendant la nuit, des habitants firent battre le rappel à des tambours de la garde nationale et réveillèrent les soldats en leur disant que l'ennemi arrivait pour les surprendre, ce qui n'était pas vrai.

Il en résulta du désordre et l'évacuation de Dreux par les troupes françaises ; mais de nouveaux bataillons étant survenus, ils en imposèrent assez aux Bavarois pour les forcer à se retirer définitivement.

Nos ennemis ne reparurent qu'un mois plus tard ; ce fut donc un mois d'occupation épargné aux habitants. Les magistrats de la ville en furent pour leur honte; le préfet donna l'ordre d'arrêter le maire.

Heureusement, il est des villes fermées et des villes ouvertes dont la fibre patriotique est assez développée pour ne pas hésiter à préférer à la honte les douloureuses conséquences de la guerre. Les héroïques habitants de Strasbourg, de Phalsbourg, de Toul, de Belfort, de St-Quentin, de l'infortunée petite ville de Châteaudun et de plusieurs villages voisins (Varize, Civry, etc.), de Mézières près de Mantes, etc., etc..... ont, entre autres,

(1) Le lieutenant-colonel Des Moutis.

payé un glorieux tribut aux cruelles exigences de la défense du pays.

Il est complétement inexact de dire que nos forteresses ont immobilisé des troupes qui auraient été employées plus utilement en rase campagne ; car il est bien avéré que presque toutes les places assiégées manquaient de défenseurs appartenant à l'armée régulière.

Metz seul a vu séjourner sous ses murs une armée inactive et fut le théâtre d'une des récriminations les plus tristement curieuses qui se soient faites contre les forteresses (1).

Plusieurs officiers français s'indignèrent de l'obligation dans laquelle on mettait l'armée de rester sous les remparts de la ville pour la défendre. « Mieux valait, « disaient-ils, ne pas la fortifier que d'annihiler « 140,000 hommes. Si Metz était une ville ouverte, « nous serions, maintenant, à livrer bataille aux Prus- « siens et à manœuvrer pour les empêcher d'envahir « la France !

Nous aussi, nous partagions ce sentiment d'indignation et nous nous rappellerons, toute notre vie, la douloureuse impression que nous éprouvâmes en obéissant à l'ordre donné de rentrer sous Metz, le 17 août au matin. A ce moment, nous avions cru à la possibilité de terminer victorieusement la bataille de la veille et de nous diriger vers un point de la ligne de Toul à Verdun ; ce qui nous aurait procuré le triple avantage de nous rendre maîtres de la vallée de la Meuse, d'occuper le chemin de fer de Strasbourg à

---

(1) Nous croyons devoir supprimer les détails de cette récrimination qui ne justifie que trop le mot *tristement* employé par nous. Nous évitons avec soin tout ce qui pourrait passionner la polémique, déjà si vive, à laquelle ont donné lieu les événements de 1870.

Paris et de nous ravitailler en munitions de guerre et en vivres.

Mais quant à rendre la fortification de Metz responsable de ce qui se fit à ce moment, quant à blâmer Metz d'avoir été une forteresse, alors qu'on n'a pas su s'en servir, c'est ce qui nous semble complétement inadmissible.

Il y avait un seul et grave reproche à faire à Metz en 1870 : c'était une place forte inachevée, privée de munitions de guerre et de vivres ; ses forts n'avaient pas leurs gorges fermées, ils manquaient d'artillerie et il n'était pas possible de les armer rapidement avec les seules ressources que possédait la ville. Et c'est dans ces conditions-là qu'on commençait une guerre dont les débuts devaient nécessairement se passer non loin de Metz !

Si privée de ressources pour un siége que fût la place, il n'en eût pas moins été possible de l'abandonner à elle-même, le 13 août (1), en lui donnant une garnison de 20,000 hommes de bonnes troupes. On eût trouvé, parmi les habitants, qui se montraient pleins de bonne volonté, dix ou quinze mille auxiliaires précieux pour achever les travaux et les transports de matériel et pour faire le coup de feu derrière les remparts.

La majeure partie de l'armée prussienne, obligée de venir se mesurer avec celle du maréchal Bazaine, n'eût laissé devant Metz qu'une force telle que la place aurait pu parfaitement lui résister.

Les forteresses sont des engins de guerre, tout comme les canons, les fusils, les baïonnettes et les sabres. Mais

---

(1) Le 13 août, les gorges des forts étaient à l'abri de l'insulte et l'armement de ces forts suffisait, à ce moment, pour empêcher une tentative brusquée ; c'est un genre d'attaque qui n'a jamais réussi à nos ennemis, quand ils l'ont essayé contre des positions même imparfaitement fortifiées.

il faut connaître ces divers engins et savoir s'en servir; il faut être habile à juger du moment où il convient d'employer celui-ci plutôt que celui-là; sans quoi, l'on s'expose à les voir ne pas produire l'effet qu'on avait le droit d'espérer d'eux. En tout cas, si l'on éprouve un échec pour n'avoir pas su les employer ou pour s'en être mal servi, il est souverainement injuste de s'en prendre aux engins eux-mêmes et d'en demander la suppression.

On nous répondra peut-être qu'on est d'accord avec nous sur ce point, mais à la condition que l'engin soit bien fait et de bonne qualité; ce qui nous conduit à examiner la seconde opinion, d'après laquelle les forteresses françaises seraient mal construites et incapables de résister aux effets de la moderne artillerie.

Mais, il ne faut pas perdre de vue, en France, que les Prussiens n'adoptent nullement l'idée que les forteresses sont inutiles. Les immenses travaux qu'ils vont entreprendre pour renforcer Strasbourg, Metz, Thionville, etc., prouvent l'importance qu'ils y attachent, et nous doutons qu'ils en viennent jamais à démolir les villes fortes, existant aujourd'hui en Allemagne, récemment construites à si grands frais.

§ III.

Deuxième opinion : Nos places actuelles sont mal fortifiées.

On prétend que nos places fortes n'ont pas suffisamment résisté aux Prussiens parce qu'elles sont bâties d'après un système qui n'est plus en rapport avec les progrès des armes nouvelles et qui, notamment, ne leur permet pas de lutter de loin contre les batteries de l'assiégeant. Tous les jours, on entend dire à des officiers qui ont acquis une réputation méritée : « Les places construites dans le système de Vauban ne sont plus à la hauteur des besoins du temps. »

Les partisans de cette opinion ajoutent généralement que les forteresses établies d'après les idées qui ont cours en Allemagne sont de beaucoup meilleures.

Nous ferons remarquer, tout d'abord, que les critiques contre le tracé bastionné sont antérieures à l'artillerie actuelle. Elles ont eu pour premier effet, en Allemagne, de produire ces places sans contrescarpes revêtues, ces tracés présentant des angles morts, ces étages superposés de casemates en maçonneries, issus des profils de Montalembert, que leurs anciens partisans trouvent aujourd'hui détestables et qui sont condamnés à disparaître avant d'avoir servi.

Nous demanderons ensuite en quoi consiste le *système* de fortification allemande? Et nous croyons qu'on sera assez embarrassé pour nous répondre ; attendu que, depuis 1815 jusqu'à 1870, depuis Germersheim et les

forts de Coblentz, jusqu'à Kertch et Ancône, il n'a peut-être pas été fait, hors de France, deux forteresses qui se ressemblent assez pour qu'on puisse dire qu'elles proviennent d'un système nettement caractérisé.

A l'heure qu'il est, les auteurs militaires qui ont le plus écrit contre le commandant Mangin, lorsque cet officier critiquait les places fortes dites allemandes, sont d'accord avec lui pour trouver mauvaises celles de ces forteresses qui ont été bâties antérieurement à 1840.

Et même, une certaine école en est presque arrivée à dire que les récentes places d'Anvers et de Kertch lui paraissent être les seules bonnes places fortes des temps modernes !

Nous sommes des premiers à le reconnaître : les villes fortifiées actuelles ont un côté défectueux que nous allons étudier ; mais ce défaut est loin d'être spécial aux villes françaises, il leur est commun avec celles de l'étranger, chez lesquelles il n'est pas en partie racheté, comme chez nous, par la forme bastionnée des enceintes.

Sauf de rares exceptions, pour quelques forts situés sur des hauteurs, aucune place ne satisfait au principe suivant : *Toute fortification permanente doit présenter deux parapets distincts : l'un destiné à lutter de loin, l'autre approprié à la défense rapprochée et qui ne doit servir que pour cette dernière.*

Nous regardons cette prescription comme devant faire partie des principes fondamentaux d'après lesquels doit être établie toute fortification.

Elle est mentionnée dans les écrits du maréchal de Saxe, et nous sommes du nombre des officiers du génie français qui s'efforcent, depuis plusieurs années, de la faire admettre au nombre des usages de la poliorcétique moderne, espérant qu'un jour une voix plus autorisée

que la nôtre finira par se faire entendre en sa faveur et par obtenir complétement, pour elle, le droit de cité.

Selon nous, les villes fortifiées lutteront avec une supériorité certaine contre l'attaque quand on leur fera l'application de ce principe, en y joignant l'obligation d'occuper les points importants du terrain à une distance de 2000 mètres au moins de la place et de renvoyer les bouches inutiles.

Pour plusieurs constructions récentes, le corps du génie français est entré dans cette voie, notamment lorsqu'il a entrepris les derniers travaux de Metz, dont les forts, malgré les critiques plus ou moins fondées qu'on a pu en faire, ont excité l'admiration des Prussiens, honteux de les avoir eus à si bon marché.

Une fortification qui n'a qu'un seul parapet est exposée à ce qu'il soit détruit de très-loin, par l'assiégeant possesseur d'une puissante artillerie. Il peut souvent installer ses bouches à feu dans des plis de terrain invisibles aux canonniers de la défense et juger, à chaque coup, les résultats de son tir, tandis que ses adversaires pointeront parfois en aveugles.

L'ennemi pourra, dès lors, bombarder à loisir les maisons de la ville assiégée, démonter l'artillerie des remparts, détruire même les parapets; et quand il aura, ainsi, écrasé les habitants, brûlé leurs demeures et réduit à néant leurs moyens de défense, il verra bientôt arriver l'heure de la capitulation; il esquivera probablement l'obligation de faire la brèche et de donner l'assaut. La certitude du succès sera encore plus grande, s'il lui est possible de découvrir, de ses premiers logements, une notable partie de l'escarpe, comme cela a lieu dans plusieurs villes allemandes, et s'il a pu pratiquer de larges ouvertures dans la muraille.

Ajoutons, toutefois, que le danger pour la place est

bien moindre quand elle est bastionnée. Si puissantes qu'aient été les canonnades éloignées, il est rare qu'il ne reste aucun flanquement; et, lorsque le gouverneur aura eu la précaution de conserver quelques pièces pour les porter rapidement sur les flancs, en même temps qu'il y mettra des fusiliers, il fera presque toujours payer cher, de près, les succès obtenus de loin par l'ennemi.

Une fortification qui n'a qu'un seul parapet destiné à la protéger à la fois contre l'attaque éloignée et contre l'attaque rapprochée est défectueuse. L'assiégeant arrivera fréquemment à supprimer cette dernière phase du siége qui lui est d'ordinaire si fatale.

Les choses suivront une tout autre marche si la fortification est organisée de la manière suivante : de hauts et vastes cavaliers, en terre, tracés en vue de contre-battre les positions les plus probables des batteries de l'attaque. Sous ces cavaliers, de nombreuses casemates pour loger les défenseurs, abriter les vivres, les munitions.

L'armement de ces cavaliers consistera en canons à très-longue portée, à calibres puissants, comme ceux des pièces de marine qui ont rendu de si grands services à Paris. L'attaque aura de la peine à leur en opposer de semblables, parce que la question des transports deviendrait difficile à résoudre. Voilà pour la partie de la forteresse qui doit lutter de loin.

Pour celle qui est destinée à *n'agir que de près*, nous adopterons une enceinte bastionnée, basse, enterrée, invisible de loin autant que possible, avec escarpe maçonnée de dix mètres de hauteur, bien couverte contre les coups plongeants, précédée d'une contrescarpe, également revêtue, haute de six mètres au minimum.

Cette enceinte basse entourera l'ensemble des cavaliers dont nous avons parlé; et quand ceux-ci auront, à la longue, terminé leur rôle, il faudra que l'ennemi re-

commence une nouvelle attaque, par cheminements, et vienne forcément sur le bord du fossé pour détruire une fortification contre laquelle il ne peut se battre que de près.

On nous objectera qu'une pareille fortification est très-coûteuse. Nous n'en disconvenons pas, mais cela ne nous arrête nullement. « Si le roi veut fortifier une place, « dit notre vieil ingénieur Deville, il doit fermer les « yeux et ouvrir la bourse. »

C'est très-cher, cela est vrai ; mais il en coûte encore plus cher d'être faible à côté d'ennemis puissants.

Si nous avions dépensé en France, en sus des sommes qui ont été allouées dans ces derniers temps, un milliard à créer de bonnes forteresses, à améliorer les anciennes, à confectionner un grand nombre de canons, de fusils, de munitions, de vêtements, du matériel de toute sorte, à permettre de réunir quinze cent mille soldats exercés, nous serions sortis vainqueurs d'une guerre qui nous a coûté deux provinces, dix milliards et qui a introduit dans l'histoire une des plus douloureuses pages de nos annales militaires.

Pour en revenir à la question que nous étudions en ce moment, celle de savoir si nos places françaises se trouvaient, par la nature de leurs fortifications, en état de résister aux attaques dont elles ont été l'objet, nous venons d'indiquer en quoi elles laissaient à désirer. Nous avons dit, en même temps, que la forme bastionnée les mettait à même de soutenir la lutte rapprochée beaucoup mieux que celles qui sont privées de bons flanquements et qui présentent de nombreux angles morts.

Une seule de nos villes assiégées aurait pu avoir à lutter de près, c'est Strasbourg. Elle ne l'a pas fait, bien qu'elle fût mieux disposée pour la défense rapprochée

que pour la défense éloignée. Mais Strasbourg, dont la résistance passive a été admirable, n'a pas aussi bien entendu le rôle actif de la lutte.

On a signalé le peu d'abris voûtés que possèdent nos forteresses : il en est, en effet, plusieurs qui n'en ont pas assez, ou qui en ont de mauvais.

Dans quelques-unes, on y suppléait par des abris improvisés qui ont rendu de bons services et par une surveillance incessante qui permettrait de réparer les dégâts à mesure qu'ils se produisaient dans les casemates.

Telle place qui n'avait pas d'abris en quantités suffisantes a mieux résisté qu'une autre qui en possédait davantage ; exemple : Toul, qui a mieux tenu que Neuf-Brisach.

Nous l'avons déjà dit : la preuve que nos forteresses étaient en état de supporter les efforts déployés contre elles, c'est le peu de dégâts causés à leurs fortifications, à leurs casemates, à leurs abris, si mauvais qu'ils fussent ; et cela suffit pour répondre à l'argument suivant qui revient à chaque instant dans la bouche de nos adversaires : « Vos places pouvaient, à la rigueur, résister à « l'artillerie d'autrefois, mais il n'en est plus de même « avec les nouveaux canons. On ne peut pas songer à « comparer ce qui se passait avec les anciennes pièces « d'artillerie aux faits résultant de l'emploi des nou- « veaux projectiles qui se tirent de si loin, si juste, si « rapidement et qui ont des pénétrations inconnues « jusqu'à nos jours. »

On a assez canonné de remparts et de casemates-abris, dans ces derniers temps, pour qu'on ne soit pas embarrassé de nous montrer les effets si terribles dont on nous parle.

Pour notre part, nous n'avons pas réussi à les voir,

nous ne les connaissons pas encore! (nous laissons de côté, pour le moment, les habitations bombardées, sur lesquelles nous reviendrons plus tard.)

Voilà Paris, dont les forts ont été très-vigoureusement canonnés pendant des mois entiers, lors des deux derniers siéges. Qu'on nous montre donc ces flancs détruits, ces brèches praticables obtenues jadis à l'île d'Aix! Où sont ces voûtes s'écroulant sur les malheureux qui avaient eu l'imprudence de les regarder comme des abris? Il y a eu, en effet, des casemates transpercées, mais il suffisait de très-peu de temps, pendant la nuit, pour réparer le dégât.

Dans les places autres que Paris, on cite à peine deux ou trois exemples de casemates rendues inhabitables.

L'artillerie des forts de Paris a tenu tête à celle des Prussiens, pendant tout le temps du siége. Son tir a pu diminuer d'intensité, mais il n'a jamais été éteint.

Les casemates éventrées au fort d'Issy n'ont pas constitué de brèche où l'on pût donner l'assaut.

Strasbourg, qui a été si vivement attaqué de loin et de près, n'avait à son corps de place que deux brèches insignifiantes, *impraticables* et *inabordables,* quoiqu'on ait dit le contraire.

Impraticables, parce que c'est à peine si *les terres avaient commencé à couler,* et qu'à *l'une d'elles seulement,* quelques hommes auraient pu monter, comme à une escalade.

Inabordables, parce que ces brèches étaient précédées de fossés pleins d'eau et de contre-gardes placées dans le rentrant formé par un ouvrage à cornes à peine endommagé.

Bien plus, dans les villes assiégées où l'on avait su organiser des traverses sur les remparts, les effets du

bombardement contre l'artillerie de la place ont été pour ainsi dire nuls.

Dans chaque fort de Paris, c'est tout au plus si l'ennemi a pu mettre deux ou trois pièces hors de service ; et cependant aucun canon de l'assiégé ne se trouvait sous casemate !

Les effets contre le matériel d'artillerie ont été plus considérables à Strasbourg et dans d'autres villes ; mais cela tient à ce qu'on n'avait pas pris, pour les protéger, les mêmes précautions qu'à Paris.

Nous le répéterons encore : parce qu'une bouche à feu est capable de produire certains effets, il ne s'ensuit pas qu'elle les produise nécessairement à chaque coup.

Toute inférieure qu'était l'ancienne artillerie par rapport à la nouvelle, elle suffisait généralement à son rôle destructeur, et les bombardements ne sont pas inventés d'hier.

Y a-t-il eu, autrefois, des villes assiégées que le bombardement ait détruites de fond en comble? La réponse ne saurait être douteuse ! Oui, il y en a eu beaucoup ; et un grand nombre d'entre elles n'ont pas été prises pour cela !

Qu'importe donc que cette destruction ait été opérée par des projectiles ronds, tirés de plus près, moins rapidement, ayant des pénétrations moindres?

Du moment que la destruction était complète, que veut-on de plus?

En 1813, Saint-Sébastien fut entièrement démoli ; sur 600 maisons qui composaient la ville, 8 seulement restèrent intactes. La brèche faite, à plusieurs centaines de mètres de distance, atteignit l'énorme largeur de 250 mètres et resta abordable et praticable pendant près d'un mois.

Que peut-on désirer de mieux comme effets d'artillerie ?

On aurait eu le tir plongeant au quart, les puissants obus actuels, qu'on eût sans doute gagné quelques jours pour arriver aux mêmes résultats ; mais cela n'aurait pas dispensé de l'obligation de donner l'assaut.

Or, Saint-Sébastien, mauvaise petite place, nid à bombes, dont la résistance probable était évaluée à une dizaine de jours, tint pendant 51 jours avant d'être enlevé de vive force. Les Anglais furent contraints de livrer jusqu'à 9 assauts, dont 6 au corps de place. Leurs pertes furent énormes et, quand ils eurent pénétré dans l'enceinte, les assiegés leur résistèrent encore pendant 22 jours dans la citadelle et sur le mont Orgullo.

La résistance de Saint-Sébastien retarda de plus de deux mois l'entrée de Wellington en France.

Ce magnifique résultat, obtenu par une faible troupe qui avait à contenir une population hostile et très-cruellement éprouvée par le bombardement, est dû à l'énergie et aux talents des chefs (1), à la solidité des défenseurs et à l'action bien entendue de 2 ou 3 petits flancs.

De 3,200 hommes qui composaient la garnison au commencement du siége, il n'en restait, à la fin, que 1858 dont 480 malades ou blessés. La moitié de la population civile avait péri.

Que sont les pertes éprouvées par les populations et les garnisons, en 1870-71, auprès de celles de Saint-Sébastien en 1813?

Aucune place assiégée, depuis l'adoption de la nouvelle artillerie, n'a autant souffert que cette ville, qui ne s'est rendue que faute de munitions ; et l'année 1813 est-elle donc si éloignée de nous qu'on puisse s'écrier :

---

(1) Et principalement du gouverneur, le général Rey.

De notre temps on ne peut plus faire ce qu'on faisait alors (1)?

Nous dirons maintenant un mot de quelques reproches faits aux officiers du génie.

S'ils n'ont pas exécuté un plus grand nombre de forteresses, en divers points stratégiques du territoire; s'ils n'en ont pas déclassé quelques-unes jugées inutiles; s'ils n'ont pas construit d'autres forts en avant de Paris; s'ils n'ont pas achevé ceux de Metz, de Belfort, de Langres; s'ils n'ont pas entouré Strasbourg, Verdun, Mézières de forts détachés, terminé le camp retranché de Toulon; s'ils n'ont pas allongé Phalsbourg jusqu'au chemin de fer; s'ils n'ont pas installé, dans les anciennes places, plus de casemates-abris, véritablement à l'épreuve, plus de masques pour couvrir les escarpes, etc., etc., la faute n'en est pas à eux.

Toutes ces questions sont à l'étude depuis longtemps; les solutions en sont trouvées et admises; les projets d'exécution sont prêts pour la plupart. L'argent seul a manqué, parce que le gouvernement n'a pas *pu* en demander aux Chambres législatives; parce que ces dernières, appuyées par l'opinion publique et surtout par l'opposition, l'auraient refusé (2).

---

(1) On objectera peut-être qu'à Saint-Sébastien les Français défendaient une ville espagnole et que, si les habitants avaient été Français, ils auraient eu pour eux plus de pitié. Nous ne savons pas ce qui serait arrivé dans ce cas-là; mais il est certain que les pertes de la garnison furent énormes, beaucoup plus considérables que celles de n'importe quelle place récemment assiégée.

(2) Nous avouerons toutefois que des forts autour de Strasbourg, autour de Mézières, nous paraissaient plus urgents à entreprendre que certains travaux dans d'autres places moins exposées.

En 1869, la suppression des armées permanentes, des forteresses, *de la guerre*, étaient à l'ordre du jour à la Chambre législative. Sur les 400 millions que le Gouvernement fut autorisé à emprunter, il demanda

A ceux qui continueraient à incriminer le corps du génie français, à propos de sa manière de fortifier les villes et d'en organiser la défense, nous répondrons que c'est à ce corps qu'on est redevable des deux épisodes les plus glorieux de la guerre de 1870-1871 : la résistance de Paris, due à ses fortifications, et le siége de Belfort.

Paris, fortifié par le général du génie Dode de La Brunerie, est, malgré des défauts de détail, une des premières forteresses du monde; on commence à le reconnaître aujourd'hui.

Il est difficile de mieux faire que ce qu'ont fait les officiers d'artillerie et du génie pour suppléer à des abris défectueux et insuffisants, pour se soustraire le plus possible aux effets des batteries ennemies et pour lutter contre elles avec les canons de la place.

Au milieu de tous nos malheurs, les deux siéges de Paris auront été une excellente école pour apprendre ce qu'on peut demander à la nouvelle artillerie agissant contre les places et ce que les défenseurs ont à faire dans le but d'en atténuer les effets.

Belfort, attaqué avant que les travaux d'amélioration fussent terminés, a été défendu par l'officier du génie qui les exécutait. Le colonel Denfert a *pu*, a *voulu* et a *su* organiser la résistance, et tous les efforts de l'ennemi, pour s'emparer de la place, ont échoué. Belfort a soutenu, de loin, une lutte d'artillerie sans exemple jusqu'à nos jours, et l'on y a vu notamment une pièce assez heureusement disposée, quoique à ciel ouvert, pour avoir pu tirer pendant tout le temps du siége, bien qu'elle ait

---

144 millions pour fabriquer de nouveaux fusils et transformer les anciens; on lui en accorda 91; — 16 millions pour la nouvelle artillerie; on lui en donna 2 et demi; — 110 millions pour compléter nos fortifications; il lui fut alloué 36 millions.

été le point de mire de plusieurs milliers de projectiles impuissants à l'atteindre.

Il nous sera fait, nous le savons, une objection qu'on regarde comme irréfutable : « Vous aurez beau organiser, « nous dira-t-on, votre fortification de manière à forcer « l'ennemi de passer par la phase rapprochée de la « lutte ; il s'en dispensera vis-à-vis de celles des villes « habitées qui ont une importance militaire assez grande « pour qu'on ait dû les fortifier, sans que cette impor- « portance soit telle qu'on ait jugé à propos de les en- « tourer d'une ceinture de forts.

« L'assiégeant brûlera ces villes, les détruira de fond « en comble, et jamais, à notre époque, un gouverneur « ne consentira à laisser ensevelir des milliers de « femmes et d'enfants sous les ruines embrasées de « leurs maisons. Il se rendra quand il verra l'effroyable « pluie de projectiles à laquelle la ville sera exposée. « Débarrassez-nous donc de tous ces nids à bombes et ne « nous construisez plus que de vastes camps retranchés, « entourés de forts, complétement privés de population « civile » ?

Notre réponse à cette objection se trouvera tout naturellement faite en parlant de la troisième opinion mentionnée au commencement de cette brochure.

Mais faisons remarquer, en passant, que ceux qui prétendent s'écarter de Vauban, en proposant les camps retranchés, se trompent étrangement, attendu qu'il les admettait et qu'il a traité à fond la question de ces sortes de forteresses dans ses mémoires de 1696 et de 1705; il insistait pour les faire adopter en principe.

Est-ce que, de nos jours, le corps du génie français ne construit pas des camps retranchés ? Belfort, Metz, Langres, Paris ne sont pas autre chose ; et quand on nous montrera un de ces fameux camps retranchés éta-

blis à l'étranger ayant rempli son rôle mieux que ne l'ont fait Belfort et Paris, alors seulement les récriminations qu'on élève contre nos officiers du génie seront fondées.

§ IV.

Troisième opinion : Nos forteresses peuvent résister longtemps; mais, en 1870, elles se trouvaient privées des ressources nécessaires.

Si plusieurs de nos villes n'ont pas résisté plus longtemps, c'est principalement par le manque de ressources et de moyens nécessaires pour soutenir un siége, par l'insuffisance des garnisons composées presque partout de gardes nationaux et de jeunes soldats inexpérimentés, et aussi par l'oubli des prescriptions réglementaires ou par l'impossibilité d'y satisfaire, surtout en ce qui concerne les bouches inutiles, les étrangers, les gens jugés dangereux, la discipline à maintenir parmi les troupes.

Enfin, il est encore une cause qui a beaucoup influé sur le peu de durée de résistance de certaines villes : ce sont les relations qui ont existé entre les gouverneurs et les habitants. Elles ont été, en général, très-tendues et très-difficiles, au grand détriment de la chose publique.

Reconnaissons aussi que quelques commandants ont paru ignorer les propriétés de la fortification ainsi que les règles de l'attaque et de la défense des places.

Lorsqu'on eut déclaré la guerre à la Prusse, aucune des villes voisines de la frontière allemande ne possédait l'armement convenable, surtout en fait d'affûts. Les pièces rayées, les canons nouveaux y étaient rares; il en était de même pour les munitions et les vivres, les

médicaments, les approvisionnements de toutes sortes.

Quant aux garnisons, nos forteresses se trouvaient presque complétement dépourvues de troupes régulières et disciplinées. Dans ces conditions, il n'était pas possible de chercher à éloigner les batteries de l'assiégeant, en occupant des positions extérieures autour des places. Il n'était pas plus aisé d'aller reconnaître l'emplacement de ces batteries pendant leur exécution ; c'est une opération qui ne peut se faire que par des détachements composés de soldats éprouvés. Il en résulta que dans plusieurs villes le bombardement commença sans qu'on s'y attendît.

Les officiers d'artillerie et du génie y étaient en nombre insuffisant, et les soldats de ces deux armes manquaient quelquefois complétement.

La perte de la bataille de Wœrth et les tristes épisodes de Metz et de Sedan livrèrent la France à la merci de l'ennemi. Dès lors, ses nombreuses troupes purent entreprendre plusieurs siéges à la fois, sans crainte d'être attaquées par des armées de secours qui n'existaient pas et qu'on tâcha d'organiser uniquement en vue de débloquer Paris et, plus tard, Belfort. Toutes les autres forteresses durent rester isolées avec leurs faibles ressources. Manquant d'un nombre suffisant de pièces à longue portée, ne possédant que des affûts impropres au tir éloigné et au tir plongeant, dont on ne fit guère usage qu'à Belfort, l'artillerie fut souvent réduite au silence de bonne heure, et l'on put à peine songer à engager la lutte rapprochée, quand une avalanche de projectiles menaçait de détruire les maisons et d'écraser les habitants, hommes, femmes, enfants : les hommes, parce qu'on ne possédait pas ou qu'on n'avait pas créé d'abris suffisants ; les femmes et les enfants, parce qu'on n'avait pas *pu* ou pas *voulu* les renvoyer avant le siége.

Ajoutons à cela que nos places fortes étaient remplies d'espions prussiens, sans compter ceux que l'or de l'étranger avait su créer parmi des misérables indignes du nom de Français, pour lui fournir des renseignements, agir sourdement près des habitants, provoquer au besoin des manifestations en faveur d'une capitulation, des troubles dans les villes, etc., etc.

Nous connaissons à cet égard des faits qui prouvent que nos ennemis avaient poussé jusqu'aux dernières limites l'éducation de quelques-uns de leurs officiers pour en faire d'utiles espions (1). Ils ont fait de l'espionnage une institution merveilleusement réglementée. Nous nous bornerons à deux exemples, dont nous garantissons l'authenticité.

Le jour de la capitulation de Metz, un officier prussien se présenta, en belle tenue, chez un commerçant de la ville pour acquitter le prix d'objets qu'il disait avoir récemment achetés.

Le commerçant fut on ne peut plus surpris de reconnaître en lui un individu qu'il avait vu dans les rues de Metz, pendant tout le temps du siége.

Cet officier était, en effet, resté dans la ville, vêtu en bourgeois, fréquentant les hôtels, les cafés où allaient les officiers français, établissant des relations avec eux,

---

(1) Il en était de même de leurs ingénieurs civils; plusieurs d'entre eux, employés par quelques-unes de nos compagnies de chemins de fer, se trouvaient parfaitement au courant du service de nos voies ferrées, dont l'exploitation leur fut immédiatement confiée. L'un d'eux a avoué qu'il n'était venu en France que pour servir, plus tard, ses compatriotes, en cas d'invasion de leur part. La Russie, qui occupe tant d'officiers et d'ingénieurs allemands, court les plus grands dangers en cas de guerre.

Nos compagnies de chemins de fer ne devraient admettre, dans leur service, aucun étranger.

et comme ceux-ci, malheureusement, ne se gênaient pas pour raconter, dans les lieux publics, tout ce qu'ils savaient, l'officier prussien se trouvait au courant de bien des choses qu'il n'aurait pas dû connaître.

L'autre exemple est encore plus étonnant, en ce qu'il dénote de notre part, à nous Français, une confiance et un oubli des précautions les plus vulgaires qui dépassent toute naïveté. On sait combien sont rares les officiers de notre armée qui savent parler couramment la langue allemande; aux débuts de la guerre, on dût songer à placer des interprètes auprès des chefs de corps et des chefs de service.

Eh bien ! on nous a assuré que quelques-uns de ces interprètes se sont trouvés être des officiers allemands qui s'étaient présentés comme des victimes politiques chassées de leur pays. Le carnet de l'un d'eux, lu par hasard, ne laissa aucun doute sur le rôle joué par cet interprète qui vivait fraternellement avec nos officiers.

On a pu reprocher à des officiers français d'avoir manqué à leur parole et de l'avoir violée pour échapper à la captivité. Il y a là, sans doute, un fait blâmable; mais il ne porte que sur un nombre restreint d'individus, et il leur est entièrement personnel.

Tandis qu'il est deux choses que prescrivaient les chefs des armées de l'Allemagne-Prussienne et qui constitueront pour eux une tache à jamais honteuse.

Ils ont encouragé *quelques-uns* de leurs officiers à venir vivre au milieu des nôtres pour les espionner. Ils ont dressé un *grand nombre* de leurs officiers au métier d'incendiaires! au métier d'incendiaires faisant placer froidement, méthodiquement, en dehors de l'excitation du combat, des substances inflammables dans les maisons de nos villes et de nos villages : Peltre, Châteaudun, Varize, Mézières près de Mantes, Bouvresse, Fon-

tenoy, Parmain, le château et le village de Saint-Cloud, etc., etc.

Les Bavarois, surtout, se sont distingués comme cruellement incendiaires; on connaît leur conduite à Bazeilles et à Châteaudun. Sur 72 maisons dont se composait le village de Varize, près de cette dernière ville, ils en ont brûlé 70, à la main!

Aux officiers de l'Allemagne-Prussienne revient donc le triste honneur d'avoir inauguré les premiers et porté aux dernières limites de la perfection l'usage du sinistre pétrole, utilisé comme moyen d'action contre les populations; ils en ont savamment organisé l'emploi.

Nous possédons en France d'excellents règlements militaires; ils sont l'œuvre d'hommes éminents et le résultat des guerres nombreuses dans lesquelles le pays s'est trouvé engagé depuis deux siècles.

De nos jours, quelques-uns de ces règlements paraissent totalement inconnus à un grand nombre d'officiers qui devraient les savoir le mieux, et les autres sont presque constamment violés par ceux qui les connaissent.

C'est-là, c'est dans l'ignorance et le peu de respect des règlements qu'on doit chercher une des principales causes de nos malheurs; c'est une vérité qui n'est ni neuve, puisque tout le monde en convient, ni consolante, parce qu'il est à craindre que, d'ici à longtemps, tous les efforts tentés par le Ministre de la guerre pour remédier au mal n'aient de la peine à triompher d'habitudes invétérées.

Quand donc cesserons-nous de demander des règlements nouveaux que nous n'observerons pas mieux que les autres, alors qu'il nous suffirait souvent de nous en tenir à ceux qui existent, à la condition de nous y soumettre? Quand donc aurons-nous pleinement, à tous les

degrés de la hiérarchie, cette probité professionnelle que nous réclamons, souvent avec beaucoup de vivacité, pour les autres et qui consiste à remplir consciencieusement les devoirs de son état, sans chercher à en esquiver un seul ?

Le décret du 13 octobre 1863, sur le service des places, a conservé les anciennes prescriptions relatives à la sortie des bouches inutiles, ainsi qu'à l'obligation de ne se rendre qu'après avoir forcé l'ennemi de passer par les travaux lents et successifs des siéges et après avoir repoussé au moins un assaut au corps de place. Or, en 1863, les effets destructeurs de l'artillerie nouvelle, tirant à de grandes distances contre les édifices et les maisons, étaient parfaitement connus et admis partout le monde. Quant à la puissance de l'artillerie, tirant de loin contre les fortifications, elle était pressentie, puisque les expériences de Juliers, de Vienne, de Vérone avaient eu lieu et que celles de l'Ile-d'Aix étaient en cours d'exécution; on croyait même cette action plus grande qu'elle ne l'est en réalité.

Si donc, le décret du 13 octobre 1863 a continué de prescrire le renvoi des femmes, des enfants, des vieillards, c'est qu'il a cru que cette mesure était plus nécessaire que jamais ; c'est qu'il a cru, en même temps, qu'elle était possible à appliquer de nos jours.

Si ce même décret a maintenu l'obligation de soutenir un assaut au corps de place, c'est qu'il a pensé que nos fortifications, telles qu'on les construisait en 1863, pouvaient, et par leur nature même et par l'armement nouveau qu'elles allaient recevoir, lutter avec l'attaque, de façon à ce que celle-ci ne pût jamais supprimer la phase rapprochée de la défense.

L'esprit du décret est donc bien facile à saisir : il suppose que les villes assiégées ne renfermeront ni

femmes, ni enfants, ni vieillards, et que, par suite, elles pourront résister jusqu'à ce que l'ennemi vienne se heurter contre un retranchement intérieur établi derrière la brèche. Non-seulement le décret de 1863 suppose qu'il en sera ainsi, mais il ordonne formellement qu'il en soit ainsi; ce qui indique, nous le répétons, qu'il regarde la chose comme possible et, par suite, comme exigible.

Et cependant, un certain nombre d'officiers affirment aujourd'hui, qu'il n'est plus possible, avec nos mœurs actuelles, de commettre un acte aussi brutal que celui de chasser précipitamment de leurs domiciles des femmes, des enfants, des vieillards.

D'autres, allant plus loin, déclarent que cette expulsion aurait-elle eu lieu, il n'est plus dans nos mœurs de laisser détruire tant de richesses immobilières, en livrant les édifices, les usines et les maisons d'une ville aux coups de l'artillerie ennemie.

Il en est même qui étendent leur sollicitude plus loin encore et qui demandent grâce pour les meubles, les armoires, les fauteuils, etc., etc., dont la valeur représente un capital considérable.

Par suite, ils veulent qu'on ne fasse plus de fortifications autour des villes et qu'on crée des places fortes, sans population civile, uniquement habitées par des militaires.

En écrivant ces lignes nous ne pouvons nous empêcher de songer aux impressions qu'auraient ressenties, s'ils en avaient lu de semblables, les vaillants défenseurs de Grave, de Mayence, de Lille, de St-Sébastien, etc. Qu'auraient pensé Chamilly, d'Uxelles, Bouflers, Aubert-Dubayet, Rey et l'illustre Fabert si on leur avait parlé de *biens meubles et immeubles*, de *capitaux* à sauvegarder dans la défense de leurs places? Ces mots leur

étaient inconnus autant que les idées de faiblesse auxquelles ils peuvent conduire en de pareilles circonstances? Et si on leur disait : « De votre temps c'était tout diffé-« rent ! à notre époque on ne peut plus faire ce que « vous faisiez alors ! Les choses ont bien changé...... » Ils répondraient, certainement : « Ce qui a changé c'est « l'esprit de votre génération qui est moins soumise au « sentiment du devoir et plus livrée au culte des inté-« rêts matériels que la nôtre ! Nous aussi, nous avions « nos défauts et nos vices, mais des idées généreuses « échauffaient nos cœurs, les sacrifices ne nous coû-« taient pas quand le pays était en danger et jamais « nous n'aurions fait litière des malheurs de la patrie « pour satisfaire au désir de conserver nos biens et « aux convoitises les moins avouables.

En quoi est-il plus barbare, en 1870 qu'auparavant, de forcer les femmes, les enfants, les vieillards à quitter une ville qui va être assiégée? Est-ce qu'à l'époque où le duc de Guise, par exemple, fit sortir trente mille bouches inutiles de Metz, les pères, les frères, les maris aimaient moins ces êtres si chers, dont ils se séparaient, que nous les aimons aujourd'hui ? Voudrait-on nous faire croire que les affections de famille sont plus intenses au XIXe siècle qu'au XVIe ? On y parviendrait difficilement ?

Au temps du duc de Guise, un père, un mari, un fils, un frère, pouvait être justement inquiet sur le sort de sa fille, de sa femme, de sa mère, de sa sœur obligée d'aller se réfugier dans une ville ouverte, dans quelque village des environs où elle avait tout à craindre des horreurs de la guerre telle qu'on la faisait alors.

Mais aujourd'hui, il n'en est plus de même : une femme et un enfant, en quittant la forteresse pour aller habiter une petite localité voisine, savaient qu'ils n'a-

vaient à redouter, aucune brutalité, aucun mauvais traitement de nos ennemis.

Certes, ils se sont souvent montrés d'effrontés pillards, parfois ignoblement incendiaires; ils ont commis les excès les plus blâmables contre les petites villes et les villages près desquels on les avait surpris et attaqués, on avait détruit un pont, etc.; mais, en général, les femmes et les enfants n'ont pas eu à s'en plaindre et avaient la certitude de courir moins de risques dans une ville ouverte et dans un village que dans une ville bombardée.

C'est une justice à rendre aux soldats allemands : même au plus fort de leurs excès, ils ont respecté les femmes.

C'est donc un devoir d'humanité de renvoyer les bouches inutiles d'une place forte qu'on a l'*intention de défendre*.

Objectera-t-on l'impossibilité, pour la plupart de ces expulsés, de vivre loin du chef de famille, du mari, dont le travail assure leur subsistance? Ici ce n'est plus qu'une question d'argent; en allouant une certaine somme par jour à chaque femme et à chaque enfant, le gouvernement français aurait franchi cette difficulté. Les populations voisines seraient venues en aide aux exilés; presque partout elles l'ont généreusement offert. Les étrangers même ont demandé à recevoir les femmes et les enfants. Les Suisses et les Luxembourgeois ont, en particulier, fait tous leurs efforts pour les secourir.

Non-seulement on n'a pas renvoyé les bouches inutiles, mais on a encore, quelquefois, ouvert les portes aux populations des campagnes voisines; c'est ce qui eut lieu à Strasbourg, à La Fère, à Soissons, etc.

En ce qui concerne *les biens meubles et immeubles* que les bombardements détruisent et les *capitaux* qui se

trouvent ainsi anéantis, c'est également une affaire d'argent et d'indemnités à donner plus tard ; ce n'est donc qu'un demi-mal. Les archives, les bibliothèques, les tableaux, les œuvres d'art peuvent toujours se mettre à l'abri.

Une ville qui oppose à l'assiégeant une longue résistance épargne quelquefois à une portion notable du pays une occupation désastreuse. Les ruines que le siége occasionne dans cette ville sont, souvent, tout calcul fait, moins considérables et moins coûteuses à réparer que celles que l'ennemi aurait faites, s'il avait pénétré dans la région dont la place lui a interdit l'accès.

La meilleure raison qu'on puisse donner pour les siéges de 1870, c'est que plusieurs villes ont été investies trop rapidement et n'ont pas eu le temps de renvoyer leurs bouches inutiles. Cela est vrai et cette circonstance a dû rendre très-pénible le devoir des gouverneurs de ces villes.

En pareil cas, un commandant de place fait ce qu'il peut, plutôt que ce qu'il voudrait faire. Il lui faut une grande dose de patience et d'énergie pour lutter contre l'attitude souvent menaçante de la population, pour faire taire les criards groupés autour du journaliste de la localité qui prétend donner des conseils et qui veut qu'on lui rende des comptes, pour empêcher les manœuvres ayant pour but de démoraliser la garnison et de la distraire de son devoir ; d'autant plus qu'elle était ordinairement composée de milices du pays, très-peu pliées à la discipline militaire.

Nous avons dit, au commencement de ce paragraphe, que les relations entre les gouverneurs et les habitants avaient quelquefois été très-difficiles, au grand détriment de la défense.

D'ordinaire, dans une place assiégée, il s'établit deux camps parmi les habitants : les uns se rendraient volontiers au premier uhlan qui apparaît à l'horizon ; ceux-là auraient de la tendance à peser sur le commandement, par supplication ou par menaces, pour le forcer à capituler. D'autres sont décidés à tous les sacrifices plutôt que de se rendre et il est juste de dire que, dans toutes nos villes assiégées, il s'est trouvé de courageux citoyens qui ont bravement payé de leurs personnes et rendu de très-bons services. Mais il y en avait d'autres qui discutaient plus qu'ils n'agissaient et qui voulaient imposer au gouverneur la manière dont il devait se défendre. Tout ce qu'il faisait était critiquable à leurs yeux ; ils avaient des procédés de tactique à eux, des plans infaillibles, des inventions pour détruire l'ennemi. L'officier qui ne les adoptait pas, celui surtout qui ne tirait pas constamment le canon était, pour eux, un homme incapable, si même il n'était pas un traître.

Les plus modérés l'accusaient et, il faut l'avouer, quelquefois avec raison, de manquer d'énergie.

De son côté, le commandant de la place se plaignait de l'hostilité et du mauvais vouloir que manifestaient les habitants et du peu d'appui qu'il trouvait en eux, quand il leur demandait de concourir à la défense.

Mais ces positions pénibles se sont présentées à toutes les époques de l'histoire et jamais on n'arrivera à nous faire avouer qu'on ne peut plus s'en tirer sous prétexte que « c'est bien différent aujourd'hui; qu'on ne peut « plus faire comme autrefois ! » Phrase qui se répète, maintenant, avec une facilité vraiment déplorable.

Les garnisons de nos villes assiégées étaient d'ordinaire peu disciplinées.

Dans ces temps d'affaiblissement de l'esprit militaire, où toutes les classes de la société française semblent

tombées, il s'est cependant trouvé des hommes qui ont su maintenir intacts le sentiment du devoir et la discipline dans tous les grades de l'armée, à côté d'autres qui les laissaient péricliter.

L'armée du maréchal Davoust était parfaitement disciplinée, tandis que d'autres l'étaient fort peu. L'un de ces hommes qui ont complétement réussi à faire observer les règlements en temps de paix, le maréchal Castellane, avait su se mettre au-dessus du ridicule qu'on cherchait à attacher à son nom et à sa manière de faire. Et, bien qu'il eût des défauts réels, il avait fini par atteindre le but qu'il s'était proposé.

Avant lui, on disait aussi : « A Lyon, ce n'est pas « comme dans une autre ville ; il faut faire la part de « l'esprit particulier qui y règne, etc., etc. »

Il n'a pas été de cet avis et dès qu'il eut pris le commandement de Lyon, il devint possible aux officiers de se promener en uniforme dans les rues de la ville.

Tâchons d'avoir quelques Castellane pour le temps de paix, et notre discipline militaire s'en trouvera mieux.

Or, quand une armée a contracté l'habitude de la discipline, il est aisé à un Davoust de la lui conserver en campagne.

Un commandant de place doit avoir sans cesse présentes à l'esprit les patriotiques paroles de Fabert et la conduite énergique du gouverneur de Prague, en 1757 :

« Si, pour empêcher une place que le Roi m'a confiée « d'être prise, il me fallait mettre sur la brèche mes « biens, ma personne, ma famille, je n'hésiterais pas à « le faire ». (Fabert.)

Après avoir gagné la bataille de Prague, le grand Frédéric bombarda cette populeuse cité pendant vingt-deux jours. Les projectiles, pour être ronds et lancés par d'assez mauvais canons, n'en accomplissaient pas moins

leur œuvre de destruction. Les habitants voulurent contraindre le gouverneur à se rendre. Il fit pendre deux des principaux sénateurs et força, par son attitude énergique, les habitants à rester tranquilles et les Prussiens à lever le siége.

Et qu'on ne vienne pas nous opposer l'éternelle phrase actuellement à l'ordre du jour : « A notre époque ces choses-là ne sont plus possibles ! » Nous nous empresserions d'y faire répondre par les officiers qui viennent de défendre Phalsbourg; car ils ont agi comme le voulait Fabert, et ils ont à peu près fait ce qu'avait fait le gouverneur de Prague.

Le renvoi des bouches inutiles, presque toujours possible dans les villes qui n'ont pas une très-nombreuse population, procurera au gouverneur une grande liberté d'esprit. Pour notre part, nous n'hésiterions pas, dans ce cas, à laisser s'accomplir la ruine des maisons de la ville par le bombardement de l'ennemi, comme l'ont fait les courageux habitants de Strasbourg, de Phalsbourg, de Belfort, de Toul, etc., et ils avaient avec eux leurs femmes et leurs enfants.

Nous ne chercherions pas à engager la lutte contre l'incendie, si elle nous paraissait impossible à soutenir. Nous emploierions les bras disponibles à réparer, à perfectionner les abris existants et à en créer le plus possible de nouveaux.

L'exemple de Belfort et des forts de Paris est là pour prouver combien on fait de bonne besogne en ce genre, surtout pendant la nuit.

En ce qui concerne l'action de l'artillerie de la place, si nous avions des pièces pouvant tirer à de grandes distances, nous essaierions de contrarier les premiers établissements de l'ennemi, qui se font d'ordinaire très-loin de la ville. Lorsque notre infériorité dans la lutte

éloignée serait constatée, nous désarmerions les remparts, n'y laissant que l'armement de sûreté abrité par des traverses ; mais nous chercherions à installer sur les terre-pleins bas, dans la rue du rempart, quelques-uns de nos canons à longue portée en guise de pièces masquées, pour tirer sous de grands angles par-dessus les parapets, ainsi que cela s'est pratiqué avec succès à Belfort.

Pendant cette période, nous ne laisserions sur la fortification que quelques surveillants, et nous tiendrions, sous les abris les plus voisins, des soldats prêts à se porter aux points menacés, en cas de tentative brusquée de la part de l'ennemi. La surveillance est possible avec peu de monde, même lorsque les fossés sont secs, en ayant la précaution de les éclairer pendant la nuit.

Si l'ennemi a fait une brèche de loin, on en déblaiera le pied, en avant duquel on plantera dans les fossés de hautes palissades ; ce travail se fera de nuit.

Et quand l'assiégeant, las de bombarder des maisons vides et ruinées, de tirer sur des fortifications qui ne répondent pas et auxquelles il fait peu de mal, ainsi qu'on peut s'en assurer par les résultats du siége de Paris, quand l'assiégeant viendra pour atteindre le but final qu'il se propose, c'est-à-dire pour entrer dans la place, quand il abordera le glacis, alors nous armerons nos remparts, ne serait-ce qu'avec des pièces de campagne, si nous craignons de manquer de temps pour en placer d'autres. A cette distance, notre artillerie aura tout l'effet désirable, et, pour la combattre, l'ennemi sera forcé de placer la sienne dans les logements voisins de la contrescarpe.

Il sera obligé de discontinuer le feu de ses pièces éloignées, parce que des canonniers qui tirent à 1,500 ou 2,000 mètres, contre des fortifications, ne peuvent pas

répondre de ne pas avoir des coups trop courts d'une centaine de mètres, qui tueraient leurs propres camarades installés sur le glacis, et parce que les éclats des obus frappant la fortification seraient dangereux pour ces mêmes soldats. Les officiers qui ont pris part au dernier siége de Paris ne peuvent conserver aucun doute à cet égard.

A cette époque des opérations, le rôle de la phase éloignée sera terminé. En présence de l'artillerie de la place, conservée intacte, puisqu'elle n'aura pas encore servi, l'assiégeant sera forcé de passer par toutes les péripéties de l'attaque pied à pied, si longues et si meurtrières devant les enceintes bastionnées (couronnements de chemin couvert, guerre de mines, batterie de brèche, contre-batteries, descentes et passages de fossé, assauts, etc.).

Cette manière de faire n'est pas nouvelle ; elle est, au contraire, bien ancienne. Elle a permis aux défenseurs de Hesdin, en 1639, de tenir l'ennemi pendant un mois entre la contrescarpe et la brèche, après avoir imprudemment cherché à soutenir la lutte éloignée dans de mauvaises conditions. C'est, du reste, dans ce même esprit que quelques-uns des forts de Paris avaient organisé leur défense.

Pour les places fortes très-peuplées, le renvoi des femmes et des enfants serait quelquefois impossible, le temps nécessaire pourrait manquer. Mais généralement ces villes ont une importance militaire telle, qu'elles sont ou devraient être entourées de forts détachés qui tiennent les batteries assiégeantes hors de portée de l'enceinte. Nous avons donné la raison pour laquelle un certain nombre d'entre elles en sont encore dépourvues.

Une idée qui paraît être adoptée en ce moment par un certain nombre d'officiers conduirait à remplacer les

villes fortifiées existant aujourd'hui par de vastes places formées de forts isolés, au milieu desquels seraient installés les établissements militaires sans population civile. Cette idée a déjà été émise par le maréchal de Saxe; elle nous paraît mauvaise, impraticable, sauf de rares exceptions.

En premier lieu, il serait très-dangereux, au point de vue de la défense nationale, de livrer sans défense à l'ennemi les ressources de toute nature qu'offrent les villes situées sur des communications aussi importantes pour les besoins du commerce et de l'industrie que pour ceux de la stratégie.

On ne peut penser à supprimer ces villes pour les remplacer par les nouvelles forteresses proposées; il n'y a donc qu'à améliorer leurs fortifications.

Il ne suffit pas de dire : « Débarrassez-nous des nids à bombes. » Du moment que des centres de population, petits ou grands, occupent des positions stratégiques, comme on ne peut pas en chasser à tout jamais les habitants, ce qu'il y a de mieux à faire, c'est de les rendre très-forts et de faire évacuer les bouches inutiles lorsque l'état de siége est imminent.

La proposition de créer de grandes forteresses sans population civile ne peut donc s'appliquer qu'à de nouvelles places en projet. Or nous ne comprenons pas qu'après le siége de Paris, en 1870, on soutienne une pareille thèse, alors qu'il est maintenant bien avéré que si notre capitale a tenu longtemps, c'est parce qu'elle renfermait une nombreuse population et, par suite, de vastes usines, des ateliers en nombre infini, de grandes maisons industrielles et commerciales qui ont pu mettre au service de la cause commune cette quantité énorme d'intelligences, de bras, de matériaux, de moyens de transport, d'outils, d'engins de toutes sortes et d'appro-

visionnements considérables qu'un mot du télégraphe pouvait faire venir à Paris, habitué à voir tout abonder dans son sein. Où trouver ailleurs que dans une grande place le service aérostatique qui a été si utile à Paris, l'éclairage électrique?

Votre place sans commerce, sans industrie privée, vous obligera de construire et de maintenir constamment pleins, si vous ne voulez pas être pris à l'improviste, de vastes magasins où vos approvisionnements, vos denrées exigeront une manipulation incessante et coûteuse qui n'empêchera pas les détériorations et les avaries.

Il vous faudra augmenter le nombre de vos ateliers et de vos ouvriers militaires, dont on devrait plutôt tendre à diminuer l'effectif.

Il est, enfin, des officiers qui admettent volontiers qu'une grande ville occupant une position stratégique importante, Paris par exemple, doit être fortifiée, mais sans enceinte continue et seulement par une ceinture de forts détachés, « L'enceinte continue n'a servi qu'à l'émeute, » a-t-on dit quelquefois.

Nous n'entrerons pas dans la discussion relative à la préférence à donner à l'enceinte ou aux forts pour les fortifications de Paris.

Elle a agité les meilleurs esprits *pendant deux siècles* et s'est terminée, en 1840, par l'adoption des deux systèmes réunis.

Il faut y regarder à plusieurs fois avant de blâmer d'un simple trait de plume une opinion adoptée par un grand nombre de généraux distingués, depuis Vauban jusqu'à nos jours,

Pour notre part, nous croyons que l'enceinte de Paris a servi et servira toujours aux défenseurs quels qu'ils soient. Si elle n'avait pas existé, les Prussiens n'auraient pas manqué de se jeter dans la ville en brusquant le pas-

sage entre les forts, et cela sans qu'il eût été nécessaire de s'emparer de ces derniers; en se contentant de rendre leurs parapets intenables sous une pluie de projectiles.

Ils ont, il est vrai, criblé de feux quelques-uns des forts, au point de faire cesser momentanément leur tir; mais ils se sont bien gardés de profiter de cette circonstance pour venir se heurter contre l'enceinte continue, c'est-à-dire contre une escarpe de dix mètres, entièrement intacte, surmontée de parapets en terre formidablement armés.

Que les adversaires de l'enceinte continue de Paris interrogent les officiers qui ont défendu la place contre les Prussiens: qu'ils interrogent les Prussiens eux-mêmes, et ils apprendront qu'après l'affaire de Châtillon, si l'ennemi avait fait une tentative de vigueur, il ne lui eût peut-être pas été impossible d'enlever l'enceinte en se jetant résolûment entre les forts, encore peu en état de faire sentir leur action?

A plus forte raison, si cette enceinte n'avait pas existé, la prise de Paris pouvait-elle avoir lieu ce jour-là, car une indescriptible panique se serait mise dans la ville et l'assaillant en eût vraisemblablement profité.

---

§ V.

Relations sommaires des siéges entrepris en 1870-1871.

Lorsque les Prussiens eurent mis le pied sur le sol français, il ne leur fut pas difficile de voir que deux des places de l'Alsace et de la Lorraine pourraient seules avoir une influence immédiate sur la marche des opérations de la campagne. Ces deux places étaient Metz et Belfort. Strasbourg, abandonné sans garnison, leur paraissait devoir simplement donner lieu à un siége qui se ferait tranquillement, sans être troublé.

La question de Belfort pouvait être réservée pour plus tard. Metz seul était à annuler immédiatement, à cause du point d'appui que cette forteresse était à même de fournir à l'armée du maréchal Bazaine manœuvrant en Lorraine.

On sait comment le rôle de cette armée ainsi que celui de Metz ont été réduits à néant.

Dès lors l'ennemi, certain de n'avoir plus affaire qu'à des forteresses livrées à elles-mêmes, à peine en état de se défendre et complétement incapables d'agir au dehors, put s'étendre tranquillement en France.

Il est hors de doute que les chemins de fer sont très-utiles pour le cas de ces sortes d'invasions ; mais ils ne sont pas indispensables, tant qu'on n'est pas obligé d'attaquer des places fortes et de faire venir l'immense et lourd matériel de l'artillerie de siége.

Le sol de la France, sillonné de routes, permit aux troupes de toutes armes, aux canons de bataille, au ma-

tériel ordinaire de campagne de circuler rapidement. D'ailleurs, les Prussiens arrivèrent très-vite à se rendre maîtres des voies ferrées dans les régions où il n'y a pas de places fortes.

Il n'en eût pas été de même, si nous avions eu des armées manœuvrant et reliant leurs mouvements à l'action des forteresses; les Prussiens auraient été forcés de compter beaucoup plus tôt avec ces dernières. La ville de Toul seule les gêna, dès qu'ils pensèrent à prendre Paris; elle empêchait la circulation par chemin de fer des convois venant de Saint-Avold et de Strasbourg.

Ils durent faire le siége de Toul et mirent un temps relativement long à s'emparer de cette petite place dominée de toutes parts. Après sa prise, les siéges des autres forteresses du nord-est de la France n'avaient plus qu'une importance secondaire, puisque, nous le répétons, l'action extérieure de ces places était forcément nulle, faute de garnisons suffisantes et d'armées tenant la campagne.

Notre but n'est pas de faire l'histoire des siéges entrepris par nos ennemis, mais d'indiquer sommairement les principaux incidents auxquels ils ont donné lieu, surtout en ce qui concerne les effets du bombardement (1).

Nous ne reviendrons plus avec détails sur la fatale condition dans laquelle toutes les places assiégées se sont trouvées, sauf Montmédy, Rocroi, Longwy, en conservant dans leurs murs les femmes, les enfants, les vieil-

---

(1) Les détails qui suivent sont tirés, en partie, des journaux de siéges que nous avons eus à notre disposition et, aussi, de notes communiquées par des officiers de l'artillerie et du génie qui ont pris part à la défense des places assiégées. Qu'ils nous permettent de leur offrir ici tous nos remerciements.

lards. A Strasbourg, Marsal, Bitche, Phalsbourg, Toul, on n'a pas eu le temps de les renvoyer ; mais, dans les autres villes, on n'a pas *voulu* ou l'on n'a pas *su* appliquer cette mesure réglementaire, bien que les officiers de l'artillerie et du génie, présents dans les places attaquées, l'aient presque toujours réclamée. Toutefois, on peut dire, comme circonstance atténuante en faveur des commandants de places, qu'ils n'avaient pas de garnisons assez *militaires* pour pouvoir faire exécuter vis-à-vis des habitants les prescriptions des règlements dans toute leur rigueur. En second lieu, beaucoup d'habitants seraient partis, si on avait pensé à leur assurer des moyens d'existence à l'aide d'allocations journalières.

STRASBOURG.

Si, en battant en retraite après Wœrth, l'armée française avait jeté des forces suffisantes dans Strasbourg et fait sauter les tunnels situés entre Saverne et Sarrebourg, il eût peut-être été possible d'éviter Sedan.

Après la funeste bataille du 6 août, les habitants des campagnes voisines se précipitèrent en grand nombre dans la ville.

Le général Werder fit la reconnaissance de la place, le 8 ; l'investissement commença le 11 et fut terminé le 17.

La garnison se composait de 11,000 hommes environ, sans compter la garde nationale sédentaire. Sauf le 87e de ligne, arrêté par hasard au passage, il n'y avait de troupes régulières que cinq ou six cents pontonniers et artilleurs et des douaniers qui rendirent de bons services.

Le reste comprenait des gardes nationaux mobiles, réunis à la hâte, et des fuyards de la première heure!

c'est assez dire le peu qu'ils valaient comme discipline et comme solidité.

La place possédait un matériel d'artillerie considérable.

Les officiers du génie étaient très-peu nombreux et n'avaient que quelques soldats de leur arme.

La résistance passive des habitants et de la garnison de Strasbourg a été admirable, vu le manque d'abris et l'effroyable quantité de projectiles qui furent lancés sur la ville.

Nous n'oublierons jamais la douloureuse impression que nous avons éprouvée en visitant cette malheureuse cité, quelque temps après sa chute entre les mains de l'ennemi.

La vue de ces faubourgs de Pierre et de Saverne, de ces monuments en ruine, était navrante.

La ville reçut environ 193,000 projectiles lancés par près de 240 bouches à feu. Le bombardement, commencé le 14 août, se continua avec des interruptions et des variations d'intensité jusqu'au 26 septembre. Il fut incessant pendant les 31 derniers jours. La population perdit par le feu de l'ennemi 300 habitants tués ; elle eut 800 blessés. La garnison eut 700 hommes tués. La capitulation se fit le 28 septembre et cependant les habitants consentaient à la continuation de la lutte, si terrible qu'elle fût pour eux !

L'examen des lieux nous a prouvé que si le général Werder avait employé ses 193,000 projectiles uniquement contre les défenses et les fortifications du point d'attaque, il aurait rapidement ouvert l'enceinte en plusieurs points ; il serait entré dans la place, peut-être en moins de temps qu'il n'en a mis à détruire une cité qu'il voulait conserver à son souverain.

L'action de l'artillerie éloignée contre les escarpes du

front 11-12 et contre la demi-lune fut assez remarquable, comme résultat de tir plongeant, bien qu'on n'ait pas réussi complétement à faire brèche. Quant aux mortiers rayés de 21 centimètres, employés par les assiégeants, leur effet fut complétement nul; leurs énormes projectiles ne dépassaient pas les ouvrages extérieurs, ou s'ils tombaient sur les parapets du corps de place, ils y arrivaient sans force et faisaient très-peu d'éclats.

En revanche, les remparts n'étaient pas tenables pour les défenseurs ; l'artillerie, très-mal abritée, se trouvait démontée, et l'attaque put faire ses premières batteries, ses cheminements et ses logements presque sans être inquiétée.

Cependant la défense réussit à tirer 27,000 coups environ.

Le général Werder eut le mauvais goût de se plaindre des dégâts causés dans Kehl par nos canons ripostant à ceux qu'il avait mis en avant de cette ville et auxquels il ne fut répondu qu'après qu'ils eurent tiré pendant 24 heures (1).

Si la patience à supporter le bombardement fut digne des plus grands éloges, on ne peut pas en dire autant du rôle actif de la défense.

La ville manquant d'abris à l'épreuve, on aurait pu, surtout pendant les premiers jours et pendant presque toutes les nuits, en organiser un plus grand nombre sous les talus et terre-pleins des remparts et créer plus de traverses destinées à protéger l'artillerie.

On aurait dû employer à ce travail une partie des

---

(1) Pour être juste envers le général Werder, nous devons reconnaître qu'il finit par consentir à laisser sortir de Strasbourg un grand nombre de femmes et d'enfants.

bras valides des habitants qui étaient pleins de bon vouloir.

Des arbres laissés debout sur certains points très-rapprochés de la place gênèrent les vues de ses artilleurs.

On eut le tort de ne pas mettre sous un abri solide les fusées métalliques des projectiles creux. Le petit bâtiment dans lequel elles étaient entreposées fut criblé d'obus ; elles prirent feu dès les débuts du siége ; il fallut les remplacer par des fusées en bois qu'on dut confectionner.

Les inondations furent tendues trop tôt.

Strasbourg possédait assez d'ouvrages extérieurs pour qu'une surprise ne fût pas à craindre. Il en résulta que les communications avec les dehors étaient presque impossibles.

Mais nous ne sommes pas de l'avis de ceux qui reprochent à la place de n'avoir pas mieux défendu les points importants situés à l'extérieur et de n'avoir pas fait plus de sorties. Nous reconnaissons qu'il n'y avait pas assez de troupes solides pour tenter ces sortes d'opérations.

On a fait du siége de Strasbourg plusieurs récits qui contiennent de graves erreurs.

Ainsi, on a dit, à tort, que l'ennemi enleva les lunettes 44, 52, 53 : elles lui furent abandonnées.

Il construisit, à l'aide de tonneaux, vis-à-vis de la lunette 52, un passage de fossé qui fut détruit une fois.

C'est par erreur qu'on a parlé de passages de fossés, vis-à-vis des brèches des bastions 11 et 12 : il n'en a pas été fait.

On a prétendu que la défense a dû cesser, à cause de l'état de ces brèches, qui étaient praticables, et de l'im-

possibilité de maintenir les défenseurs sous la pluie de fer qui inondait les bastions : or, nous avons déjà fait voir que les brèches étaient impraticables et inabordables, derrière leurs fossés pleins d'eau, leurs contregardes et dans le rentrant de l'ouvrage à cornes.

Pourquoi n'avait-on pas fait, comme à Paris, un grand nombre d'abris dans les bastions? D'ailleurs au moment de l'assaut, la pluie de projectiles eût cessé, sous peine de voir l'ennemi tirer sur ses propres soldats. On aurait eu le temps de venir l'attendre au sommet de brèches si peu faciles à atteindre et à gravir.

On eut le tort de ne pas terminer le retranchement intérieur qu'on avait commencé (1).

MARSAL.

Marsal est une petite place dont le principal rôle consiste à assurer la possession des eaux de l'étang de Lindre, d'où sort la Seille, pour permettre de tendre l'inondation de Metz.

Au moment du siége, elle n'avait qu'une garnison de 35 hommes qui furent rejoints par la compagnie de dépôt du 60e, composée de 270 soldats écloppés, malingres ou recrues.

Un officier du génie et deux gardes, dont un était malade, se trouvaient dans la place.

L'artillerie était représentée par un garde. Il n'y avait ni un canonnier ni un sapeur du génie.

Les habitants étaient au nombre de mille environ.

On ne put trouver que deux ouvriers en bois, un charpentier très-âgé et un tonnelier.

---

(1) Nous tenons ces détails de témoins oculaires, très à même, par leur position militaire, d'apprécier exactement les faits.

Avec de si faibles ressources, Marsal ne pouvait pas espérer se défendre, et le maréchal Mac-Mahon n'y comptait pas non plus.

Cependant la lutte était possible pendant quelques jours. La place possédait dans son enceinte des abris solides pour un millier d'hommes à peu près.

On abandonna les couronnes d'Orléans et d'Harraucourt.

Le bombardement commença le 13 août à neuf heures et demie; il fut effectué par dix pièces de campagne; au bout d'une heure, plusieurs maisons étaient en feu.

Il cessa vers onze heures, reprit à midi et continua jusqu'à deux heures.

Un habitant fut blessé.

Marsal se rendit le lendemain 14 août; cette capitulation fut considérée comme prématurée.

METZ.

Nous avons déjà donné notre opinion sur le rôle qu'on a fait jouer à Metz, en 1870.

Cette vaste place, bien que ses forts ne fussent pas terminés, constituait un magnifique engin de guerre dont on n'a pas su se servir.

Les troupes du maréchal Bazaine auraient pu se trouver réunies le 10 août sous Metz, et en repartir le 13, en y laissant 20,000 hommes.

On eût trouvé 15,000 habitants pleins de bonne volonté pour aider à la défense.

L'armée, forte d'environ 120,000 hommes, serait allée prendre position quelque part entre Toul et Verdun.

Elle y serait arrivée avant celles du général Steinmetz et du prince Frédéric-Charles, et elle aurait été

rejointe par les nouvelles levées et les corps francs qui se formèrent bientôt, surtout parmi les patriotiques populations de l'Est.

Nous n'entrerons pas dans les détails de ce qui s'est passé à Metz. Nous n'examinerons pas la valeur des motifs qui ont pu engager le maréchal Bazaine à agir comme il l'a fait. Nous nous bornerons à une seule critique.

Quelle que fût la raison qui a décidé le maréchal à substituer l'action diplomatique à l'action militaire, il aurait dû pressentir des longueurs dans ses négociations avec le prince Frédéric-Charles et avec M. de Bismarck.

Par suite, il aurait dû prolonger notre existence, en ménageant nos vivres, en nous rationnant dès les premiers moments. C'était possible, car le gaspillage fut presque à l'ordre du jour, pendant les trois premières semaines !

La fausse marche du 26 août nous fit, à elle seule, perdre 4 jours de vivres presque entièrement abandonnés par les soldats.

Nous aurions pu subsister 25 jours ou trois semaines de plus et retenir, ainsi, pendant plus d'un mois encore, une grande armée prussienne, au lieu de la laisser se porter contre nos troupes du Nord et de la Loire.

Le succès de Coulmiers aurait eu peut-être des suites heureuses.

Comme faute de détail, nous signalerons le tort qu'on eut de maintenir l'inondation de la Seille. Que le gouverneur de Metz l'eût fait tendre, alors qu'on ignorait si la ville serait ou ne serait abandonnée à elle-même, c'était nécessaire ! Mais le maréchal Bazaine, décidé à rester sous la place, aurait dû la faire supprimer.

Cette inondation ne gênait en rien l'ennemi, puis-

qu'elle ne s'étendait pas au delà du terrain que nous occupions. Au contraire, elle l'aidait à nous investir; elle entravait les communications entre le 2e et le 3e corps; elle nous privait de prairies dans lesquelles nous aurions pu trouver à prolonger la vie de nos malheureux chevaux.

Enfin, il est un rôle très-important, que les troupes campées sous Metz n'ont pas su remplir, celui d'empêcher la construction et l'exploitation du chemin de fer que fit exécuter le prince Frédéric-Charles pour relier la voie ferrée venant de Forbach à Metz à celle qui va de cette dernière ville à Frouard. Ce racoordement, fait pour ainsi dire sous nos yeux, permettait à tout ce qui entrait par Saint-Avold de pénétrer au cœur de la France et de se réunir aux convois venant par Strasbourg.

Dans le cas où les tunnels situés entre Saverne et Sarrebourg auraient pu être détruits, après l'entrée des armées prussiennes en France, nos ennemis se seraient encore trouvés libres de conduire par chemin de fer leurs troupes et leur matériel jusqu'à Paris, quand même ils n'auraient pas pris Metz. Il fallait donc faire tous les efforts imaginables pour empêcher l'exécution du tronçon de voie ferrée dont nous parlons.

BITCHE.

La petite forteresse de Bitche commande plusieurs routes ainsi qu'un chemin de fer. Ces diverses voies de communication ne sont pas absolument indispensables à des armées envahissant la France par ce côté de notre frontière; mais elles leur seraient très-utiles, et les Prussiens devaient tenir à posséder Bitche.

La place est divisée en deux portions distinctes : une partie haute, purement militaire, et une partie basse.

Celle-ci est trop étendue pour le nombre de maisons qu'elle renferme, et cette circonstance a permis aux habitants d'échapper plus facilement aux effets du bombardement.

La partie haute, qui comprend le château, possède de bonnes casemates et des souterrains formant deux groupes principaux d'abris qui, aux débuts du siége, ne communiquaient pas entre eux.

Tout l'ensemble de Bitche est dominé, à bonne portée, par des hauteurs boisées, où l'ennemi put s'installer à son aise.

L'artillerie de la place consistait en 53 pièces, sur lesquelles 6 de 24 et 6 de 12 étaient rayées; le reste du matériel était vieux et en mauvais état.

Le personnel de l'artillerie se composait d'un ancien capitaine qui consentit à reprendre du service, d'un garde, d'un gardien de batterie et de 7 artificiers. Plus tard, 3 capitaines d'artillerie et 360 canonniers rejoignirent la garnison, qui finit par se trouver composée du 54e régiment de marche, d'un bataillon du 86e, de 228 douaniers et de quelques hommes de différents corps : le tout formant un total d'environ 2,800 hommes.

Le 11 septembre, on organisa une garde nationale parmi les habitants.

Un capitaine du génie, un garde et 3 sapeurs représentaient seuls cette arme, dans Bitche.

Le commandant de la place et les chefs du service de l'artillerie et du génie ne connaissaient pas la localité; ils venaient d'arriver.

On se décida à abandonner la défense de la ville basse et l'on tendit l'inondation de la Horn.

Le 8 août, eut lieu un premier bombardement par 4 pièces de 12, placées à 900 mètres; aucun projectile n'atteignit le château.

Le tir d'une pièce de 24 fut suffisant pour forcer l'ennemi à cesser son feu.

Ce premier succès servit à enhardir les habitants ainsi que ceux des soldats qui ne se trouvaient pas dans la ville haute.

Tout ce monde se regardait comme sacrifié et voulait se réfugier dans le château.

Les embrasures en pierre ayant paru défectueuses et dangereuses pour la défense, on multiplia les barbettes, on exhaussa et l'on épaissit les traverses, on créa des abris provisoires avec des barriques vides, des caisses à biscuit, etc.

Le 23 août, nouvelle canonnade contre Bitche : 4 pièces de 12 lancèrent des obus ordinaires et des obus incendiaires. Une pièce de 12 et deux de 24 réussirent à faire cesser le feu de l'ennemi, ce qui acheva de donner confiance aux habitants et à la garnison.

Le commandant ne laissait pas les hommes inactifs : il leur faisait enlever les toitures des bâtiments les plus exposés à être incendiés, pratiquer à la queue des glacis des trous de loup précédés d'abatis, tendre des fils de fer près des crêtes des glacis, etc... Des éclaireurs s'efforçaient de se renseigner sur les positions où s'établissait l'ennemi, et l'artillerie cherchait jour et nuit à les atteindre.

Du 11 au 22 septembre, l'ennemi bombarda le château à l'aide de cinq batteries de 4 pièces chacune, de 4 mortiers et de quelques pièces volantes ; les obusiers tiraient à une distance d'environ 2,000 mètres. La place riposta avec une pièce de 12, cinq de 24 et trois mortiers de 27, mais sans beaucoup de succès, jusqu'au 15 septembre ; les plates-formes eurent beaucoup à souffrir du tir de l'ennemi. A partir du 15, nos canonniers commencèrent à prendre la supériorité.

Une partie de la ville fut brûlée ainsi que plusieurs bâtiments militaires de la place haute. La portion supérieure d'un magasin à poudre prit feu; on l'éteignit à grand'peine, sous une pluie de projectiles; l'étage souterrain contenait 10,000 kil. de poudre; si le feu s'y était mis, c'en était fait de Bitche.

Pendant ce bombardement, nous eûmes 6 habitants tués, 5 blessés, 12 soldats tués; trois pièces seulement furent mises hors de service.

L'ennemi ayant refusé de laisser sortir les habitants, un grand nombre d'entre eux se sauvèrent à travers les bois. Généralement les soldats allemands fermèrent les yeux sur cette fuite.

Toutes les autorités civiles en profitèrent pour déserter leur poste; la ville comptait 2,400 habitants, elle se trouva réduite à 640 qui se mirent à piller et à voler. On les contint du mieux qu'on put, on tâcha de les abriter et on leur fournit des vivres.

A partir du 25 septembre, le blocus cessa d'être très-rigoureux.

Le 29 et le 30, on fit des sorties heureuses contre les établissements de l'ennemi.

On réparait constamment les blindages et les abris improvisés qui suffisaient à peine pour tout le monde. Les casemates ont bien résisté : une seule, au bastion n° 1, s'est trouvée lézardée par la chute des bombes.

Le 26 septembre, fut commencé un travail qui fait le plus grand honneur à la garnison de Bitche : elle creusa, dans le roc, une galerie pour mettre en communication les deux souterrains dont nous avons parlé plus haut; cet ouvrage fut achevé en deux mois sous la direction du commandant du génie Guéry.

D'après les relations allemandes, les assiégeants auraient tiré sur Bitche de 20,000 à 25,000 projectiles.

Les deux premiers bombardements furent très-faibles; c'est un tort que d'agir ainsi : les soldats et les habitants se familiarisent avec les projectiles qui leur arrivent. La démoralisation ne se mit dans la population que quand le bombardement devint très-vif.

Le commandant de Bitche ne se rendit qu'à la paix, sur un ordre du gouvernement français.

PHALSBOURG.

L'importance de Phalsbourg, qui commande un passage des Vosges, a bien diminué depuis la construction du chemin de fer que cette place n'intercepte ni ne bat; les projets d'agrandissement dont elle a été l'objet n'ayant pu être exécutés, faute d'argent.

Toutefois, elle gênait les Prussiens et ils ne pouvaient se dispenser de la prendre ou de la bloquer, ne fût-ce que pour éviter une tentative de la garnison pour faire sauter les tunnels voisins.

La place était occupée par 1,900 hommes environ, en comptant 200 malades et blessés, Le noyau de cette petite troupe se composait de 500 hommes du 63ᵉ de ligne ; le reste appartenait aux mobiles de la Meurthe et comprenait aussi quelques isolés avec une cinquantaine d'artilleurs pour servir 67 bouches à feu dont 12 seulement étaient rayées.

Il n'y avait que 3 officiers d'artillerie, et le génie se réduisait à un capitaine et à 4 sapeurs.

Mais si les ressources se trouvaient restreintes, les officiers étaient pleins d'énergie et de zèle et secondèrent parfaitement leur chef, le commandant Taillant.

On travailla activement à consolider et à améliorer les abris existants, sous lesquels on put loger une partie de

la population civile dont la moitié avait, du reste, évacué la ville avant le blocus.

Phalsbourg fut investi le 10 août. Vers le milieu d'octobre, l'ennemi parut un moment décidé à entreprendre les travaux d'un siége régulier; mais il jugea la chose trop difficile et y renonça.

La ville fut bombardée les 10, 14 et 31 août et les 15, 24 septembre, mais très-faiblement pendant ces derniers jours.

La canonnade du 14 dura plus de 10 heures pendant lesquelles les Prussiens lancèrent environ 5,000 obus, au moyen de 60 bouches à feu placées derrière des épaulements. Notre artillerie soutint bien la lutte.

Un tiers de la ville se trouva incendié, un autre tiers presque entièrement démoli. A la suite de ce violent bombardement, une attaque de vive force fut essayée, mais sans succès et avec de grandes pertes pour l'ennemi.

En somme, la place reçut, pendant le siége, 8 à 9 mille projectiles. Dans la population civile il y eut 7 personnes tuées et une quinzaine blessées. Les magasins à poudre et les abris voûtés restèrent à peu près intacts.

Un adjoint du maire essaya de soulever une compagnie de mobiles contre le gouverneur pour le forcer à capituler. L'officier auquel il s'était adressé et le capitaine du génie Desmares le firent arrêter.

Le commandant de la place le traduisit, plus tard, devant un conseil de guerre qui l'acquitta, à la minorité de faveur.

Cet acte de vigueur avait fait cesser toute tentative de la part de ceux qui auraient voulu se rendre.

De petites sorties procurèrent quelques bestiaux.

Enfin, le 11 décembre, à bout de vivres, le comman-

dant Taillant fit enclouer tous les canons, scier les affûts, noyer les poudres, briser près de 12,000 fusils, et, sans se rendre, sans capituler, ouvrit les portes à l'ennemi, s'exposant, lui et les siens, à toutes les conséquences d'une prise de ville sans conditions.

Fabert n'eût pas agi autrement, en pareille circonstance.

La résistance présumée de Phalsbourg, pour le cas d'un siége régulier, n'était pas évaluée à 4 mois.

Les Prussiens auraient eu plus tôt la place, en l'attaquant suivant les anciennes règles, et leurs pertes n'auraient probablement pas été plus considérables que celles qu'ils éprouvèrent dans leur tentative de vive force avortée.

La façon dont ils s'y sont pris pour avoir Phalsbourg est loin de leur faire honneur.

TOUL.

Toul a un rôle considérable à jouer pour la défense de la France : cette place bat le chemin de fer qui va de Strasbourg à Paris ; elle peut servir d'appui à des armées opérant sur la haute Meuse et sur la haute Moselle.

Malheureusement, ses fortifications ne sont pas organisées pour mettre la place à la hauteur de ce rôle. Elle est dominée de très-près ; elle possède des abris voûtés pour 1,200 hommes seulement ; les défenseurs peuvent être pris de tous côtés par les canons de l'assiégeant.

La garnison était de 2,000 hommes (conscrits du dépôt du 63e, gardes nationaux mobiles et sédentaires, gendarmes, etc.). Il ne s'y trouvait pas *un canonnier*, pas *un sapeur du génie* ; notre artillerie fut servie par des canonniers improvisés qui luttèrent avec courage et ténacité.

L'investissement de Toul a été commencé le 14 août; la ville fut bombardée le 16 et le 23, et depuis la fin d'août jusqu'au 23 septembre, jour de sa reddition, elle ne cessa d'être soumise au feu de l'assiégeant, qui tira sur les défenses et sur les maisons et lança environ 12,000 obus et bombes.

Les Prussiens l'attaquèrent au moyen de sept batteries, portées plus tard à onze, disposées tout autour de la place, renfermant 26 pièces prussiennes et 21 pièces françaises (obusiers de 12 et mortiers de 22 et de 27) qui provenaient de la prise de Marsal.

Les habitants eurent 18 tués ou morts des suites de leurs blessures et 6 blessés.

Les maisons furent très-abîmées; mais les magasins à poudre et les abris voûtés résistèrent.

Le 11 septembre, les assiégeants essayèrent de s'emparer de Toul par surprise et de vive force; ils furent repoussés après une lutte de neuf heures.

C'est dans la journée du 23 que la population eut le plus à souffrir des projectiles de l'attaque.

En définitive, la place retint l'ennemi pendant 49 jours, et nous trouvons que c'est un temps bien long, vu le peu de moyens de résistance qu'elle possédait.

Les envahisseurs, à qui Toul était nécessaire pour continuer leur mouvement dans l'intérieur de la France, ne nous paraissent pas avoir mis en œuvre les procédés les plus rapides pour s'en emparer.

Les habitants subirent héroïquement une lutte terrible pour eux, et le Gouvernement déclara que la ville avait bien mérité de la patrie.

VERDUN.

Verdun, importante position sur la Meuse, tête de ligne d'une voie ferrée qui se dirige sur Paris, était

d'autant plus convoité par les Prussiens qu'il leur fallait empêcher cette place de servir de point d'appui à l'armée du maréchal Bazaine, dans le cas où elle aurait réussi à s'éloigner de Metz.

La ville, bien fortifiée pour résister de près, est dominée par des hauteurs situées à moins de 2,000 mètres.

Elle commença à être inquiétée le 17 août. A cette époque, la garnison était forte d'environ 4,200 soldats. Un certain nombre appartenaient à deux dépôts d'infanterie dont les hommes arrivaient sous les drapeaux, et à un dépôt de chasseurs à cheval; le reste était composé de gardes nationaux mobiles et sédentaires.

L'artillerie comptait 3 officiers, 75 canonniers et 148 hommes du train commandés par 2 officiers.

Les officiers du génie étaient au nombre de trois, avec 30 mineurs.

Il se trouvait, dans la place, 46 pièces rayées, 50 lisses et 20 mortiers. Comme partout, les affûts se prêtaient mal au tir à grandes distances.

Du 1er au 22 septembre, il entra dans Verdun près de 2,400 soldats évadés de Sedan. Ces hommes étaient excessivement indisciplinés, on eut beaucoup de peine à les faire obéir; un certain nombre furent organisés en corps de volontaires.

Verdun était très-pauvre en abris voûtés : il n'y avait réellement à l'épreuve que quelques galeries d'escarpe et de contrescarpe.

Pendant une partie du siége, le gouverneur se trouva gravement malade.

Les abords de la place furent dégagés ; les magasins à poudre mis en état de résister à un bombardement.

Il eut lieu, pour la première fois, le 24 août ; 24 pièces de campagne, réparties en 5 batteries, l'exécutèrent à des distances variant entre 800 et 2,600 mètres.

La place riposta principalement avec du 24 rayé et lança 400 projectiles contre 700 qui lui furent envoyés.

A partir du 28 août, la garnison fit de nombreuses sorties, presque toujours heureuses. Les corps de francs-tireurs allaient souvent très-loin dans la campagne. Par ce moyen, on put enlever des convois, détruire des batteries, enclouer jusqu'à 37 pièces d'artillerie et faire 400 prisonniers.

Les villages de Thierville et de Regret restèrent en notre possession jusqu'au 11 octobre.

Le 26 septembre, nouveau bombardement par 22 bouches à feu, formant 4 batteries situées à des distances qui variaient de 2,500 à 3,400 mètres. L'une de ces batteries n'était vue que du sommet des tours de la cathédrale; on ne put parvenir à la faire taire. Quant aux trois autres batteries, les canons de la place finirent par les réduire au silence; mais il fallut baisser l'arrière des plates-formes.

L'ennemi tira 2,500 coups et la place 500.

Un troisième bombardement eut lieu du 13 au 15 octobre; il fut très-violent et sans interruption. Les Prussiens y employèrent 15 batteries fixes et une batterie volante, comprenant un total de 88 bouches à feu, dont 75 canons de siége ou mortiers pris dans les places françaises, 6 pièces de siége prussiennes et 7 de campagne. Aucun de ces calibres n'était supérieur à notre 24.

Notre artillerie soutint la lutte d'une façon remarquable et riposta par 10,000 coups aux 30,000 projectiles que lança l'attaque; elle lui fit sauter deux magasins de batteries et deux caissons, tua et blessa beaucoup de monde. Ce résultat fait d'autant plus honneur à nos canonniers que les batteries de l'ennemi étaient con-

struites de manière à se trouver à peine visibles. Le tir de nos mortiers fut excellent.

Une grande partie des bâtiments militaires furent détruits, surtout à la citadelle. La ville eut aussi beaucoup à souffrir dans les quartiers qui avoisinent cette citadelle et les fronts nord de la rive gauche de la Meuse.

Les trois bombardements ne réussirent pas à crever les voûtes des magasins à poudre; un seul magasin de batterie eut sa voûte fortement ébranlée, et un abri en bois fut traversé par une bombe.

Nos pertes s'élevèrent, pendant ces trois jours, à 31 tués et 117 blessés pour la garnison. Les pertes totales, pendant tout le siége, furent de 87 tués et 265 blessés.

Dans le même laps de temps, il mourut, par suite du feu de l'ennemi, 17 habitants dont 4 femmes ; les 13 hommes atteints appartenaient presque tous à la garde nationale sédentaire. Il y eut en outre 22 blessés.

La capitulation de Metz vint mettre fin à cette belle défense de Verdun. Ce triste événement fit perdre courage à tout le monde; la discipline déjà si faible se relâcha encore. La municipalité implora une capitulation, faisant valoir la triste position des femmes et des enfants.

Les Allemands ayant annoncé qu'ils allaient recommencer le bombardement avec 140 pièces de gros calibres approvisionnées à 1,000 coups et avec des mortiers venus de Metz, on se rendit le 8 novembre. Il fut stipulé que les armes et le matériel de la place nous seraient rendus, à la paix.

Un autre motif pour capituler est mentionné dans le journal de la défense : il y est écrit que la continuation de la lutte serait sans utilité pour la France.

Nous croyons qu'une pareille appréciation doit être rarement permise à un commandement de place, surtout

dans les circonstances où nous nous trouvions, alors qu'on savait que Paris était en mesure de tenir encore longtemps.

Il est heureux que le gouverneur de Belfort ait eu une tout autre manière de voir à cet égard et que les revers éprouvés sur d'autres points du territoire ne l'aient pas entraîné à se rendre.

CITADELLE DE LAON.

Avant la construction des fortifications de Paris et du réseau des chemins de fer du Nord de la France, la ligne de défense qui passe par Reims, Laon et la Fère, avec Soissons en arrière, était réputée avoir une grande valeur qu'on lui a déniée plus tard : nous pensons qu'on la lui accordera de nouveau.

Il est en effet très-fâcheux qu'on n'ait pas eu, sur cette ligne, une très-bonne position fortifiée.

Si seulement les populations de cette partie de la France avaient eu le même patriotisme et le même courage que celles de Saint-Quentin et des petites localités de l'ancien pays de Dunois qui s'appellent Châteaudun, Varize, Civry, etc., dont les habitants ont opposé une vive résistance aux Prussiens, bien qu'ils se trouvassent dans les plus mauvaises conditions possibles pour le faire; si Laon, la Fère et Soissons avaient voulu ou pu tenir plus longtemps, leurs efforts n'auraient pas été sans profit pour la cause commune.

Ajoutons, toutefois, que l'existence d'une citadelle contiguë à une ville ouverte crée une situation très-difficile pour la défense de cette forteresse.

Le général Vinoy, pendant qu'il exécutait sa belle retraite sur Paris, avait reçu l'ordre de ne pas chercher à défendre Laon.

Cette mesure s'expliquait par le besoin qu'on avait à Paris du 13e corps d'armée.

La pression des habitants sur le gouverneur et sur les mobiles chargés de garder la citadelle paralysa toute résistance, et le général Thérémin fut contraint d'ouvrir les portes au grand-duc de Mecklembourg.

Les habitants de Laon furent punis de leur conduite par l'explosion d'un magasin à poudre auquel un garde d'artillerie, très-opposé à la reddition, mit le feu.

Il y eut un assez grand nombre de victimes, et les Allemands, furieux, maltraitèrent la ville ; une défense honorable n'aurait pas amené des résultats plus fâcheux pour elle.

La citadelle avait été sommée de se rendre, le 6 septembre ; elle ouvrit ses portes le 9.

SOISSONS.

Soissons est situé dans une position très-importante pour la sécurité de Paris et la défense de la France.

La population était réduite à 5,000 habitants par suite du départ d'un grand nombre d'entre eux ; mais un millier de paysans vinrent se réfugier dans la place.

La garnison se trouvait composée de la manière suivante : 2,200 hommes du 15e de ligne, 2 bataillons de mobiles de l'Aisne à peine vêtus, pleins de zèle, mais n'ayant jamais eu d'armes entre les mains, 200 artilleurs inexpérimentés, 3 batteries de gardes nationaux mobiles et 30 sapeurs du génie sous les ordres de deux officiers de cette arme.

La discipline de ces troupes était très-mauvaise, la maraude et les vols étaient continuels. Une partie de la population civile, qui ne demandait qu'à capituler, faisait tout son possible pour détourner les soldats de leur

devoir; ce qui était d'autant plus facile qu'une fraction de la garnison était logée chez l'habitant, faute de casernement suffisant.

La place possédait 120 pièces d'artillerie, dont un quart étaient rayées.

La garnison opéra plusieurs sorties assez fructueuses contre les détachements et les convois de l'ennemi.

Pendant les 15 premiers jours de septembre, on fit disparaître, le mieux qu'on put, les couverts autour de la ville.

L'ennemi fit sa première apparition le 12 septembre.

Trois sorties, faites dans les derniers jours du mois, eurent peu de succès; on fut plus heureux le 3 octobre et l'on réussit à enlever un convoi.

L'investissement devint complet à partir du 9 octobre.

Le bombardement commença le 12 au matin et dura jusqu'au 15 au soir; 44 pièces, dont 10 mortiers de provenance française, y prirent part.

La place riposta vigoureusement pendant la première journée.

Le deuxième jour, une grande partie des maisons étaient en feu; l'hospice, qui contenait 300 vieillards et des enfants, fut très-abîmé.

Il est habituellement convenu, dans les armées civilisées, de respecter les hôpitaux d'une ville qu'on assiége. Quand on reproche aux Prussiens de les bombarder, ils répondent : « Que voulez-vous ! nous faisons la guerre « *sérieusement !* »

Mais ce fut une grande faute que de ne pas avoir évacué cet hospice, comme la municipalité l'avait promis au commandement du génie, sur sa demande formellement exprimée.

La place manquait d'abris, et plusieurs caves furent

envahies par les eaux qu'on barra pour inonder les dehors.

Le bombardement provoqua de la part de la mairie les plaintes les plus vives contre le gouverneur, qui hésitait à capituler.

Il s'y décida quand il vit une brèche commencée à la courtine 3-4 par une batterie située à 600 mètres et un mur détruit à la gorge de l'ouvrage à cornes.

La brèche se trouvait à peu près praticable; mais elle était située dans un rentrant; l'ennemi, avant de donner un assaut de loin et à découvert, s'apprêtait à faire une seconde brèche au bastion 3. Ses projectiles n'avaient touché que 3 bouches à feu. 28 affûts ou grands châssis appartenant à des pièces lisses avaient été plus ou moins atteints.

La capitulation se fit le 16 octobre; elle fut blâmée par plusieurs officiers de la défense qui pensaient qu'on aurait pu faire mieux avec la garnison telle qu'elle était, si on l'avait soumise à une discipline plus sévère.

17 habitants périrent dans le bombardement de Soissons.

LA FÈRE.

La Fère est une de ces petites places, dominée de près, mal pourvue des choses indispensables pour soutenir un siége et n'ayant qu'une faible garnison d'un millier d'hommes.

L'ennemi fit contre elle une démonstration infructueuse, le 24 octobre.

Elle capitula, le 27 novembre, après un bombardement de moins deux jours, précédé d'un investissement de deux semaines.

L'assiégeant avait mis en batterie 26 bouches à feu (de 24 et de 12).

La place possédait 70 pièces d'artillerie ; celles qui purent riposter ne tardèrent pas à être réduites au silence.

Plusieurs bâtiments militaires furent très-gravement endommagés, quelques maisons se trouvèrent également atteintes. Il n'y eut qu'une personne tuée et 3 ou 4 blessées, dans la population civile.

Une plus grande résistance était sans doute possible, en attendant l'assaut, mais elle ne pouvait être de longue durée.

SCHLESTADT.

La garnison de Schlestadt aurait dû être de 3,400 hommes de bonnes troupes ; elle se composait de 2,000 hommes appartenant à deux dépôts de cavalerie, à une demi-batterie d'artillerie à pied et à des mobiles du pays répartis en un bataillon et 4 batteries.

La place possédait 122 bouches à feu de toutes sortes; les affûts étaient en général très-mauvais.

Un chef de bataillon du génie, un capitaine et deux gardes étaient présents dans la place.

Ils mirent tout le zèle possible à former une compagnie auxiliaire ; ils trouvèrent heureusement de bons éléments, surtout en officiers, ce qui leur permit d'entreprendre et de mener à bien les travaux de défense les plus urgents, tels que : détruire le grand pont sur l'Ill, tendre les deux inondations de cette rivière, blinder les magasins à poudre, exécuter des traverses et des abris dans les bastions, aider à construire des abris pour les habitants, détruire par le feu ou par la mine les constructions situées dans les zones des servitudes (15 jours furent employés à ce dernier travail), couper les arbres autour de la place, coucher plutôt que couper les ceps de vignes, ce qui offre le double avantage de ne pas

détruire la plante et de rendre les cheminements difficiles, etc., etc.

L'investissement commença le 10 octobre; la faiblesse numérique et le peu de discipline de la garnison qui aurait dû nécessiter de sévères exemples, dès les débuts, ne permirent pas d'occuper les abords de la place.

On se serait exposé à voir se produire des désertions. On fut même obligé d'abandonner les dehors, de ruiner les réduits et murs de gorges des demi-lunes, pour en mieux battre les terre-pleins par les feux du corps de place.

Une première sortie, poussée assez loin dans la campagne, fut assez heureuse; on ramena plusieurs prisonniers.

Une seconde fois, on n'eut aucun succès et l'on renonça aux sorties qui auraient pu devenir des occasions de désertions.

Les abris voûtés manquaient, parce qu'une partie d'entre eux étaient occupés par des munitions de bouche dont la place se trouvait, par hasard, beaucoup trop abondamment pourvue.

L'effectif des chevaux était également trop considérable :

Il y en avait 400; les fourrages encombraient de grands magasins et furent cause de violents incendies allumés par les projectiles de l'ennemi.

On manquait d'argent, le receveur des finances étant parti avec sa caisse pour la mettre en sûreté. Il en résulta que le commandant du génie eut de la peine à faire exécuter des travaux qu'il ne pouvait pas payer.

Le 10 octobre, l'artillerie de la place eut à lutter contre des batteries volantes qui tirèrent sur la ville; il en fut de même le 18, mais le feu de l'ennemi ne produisit aucun dégât sérieux.

Le 20 octobre, les assiégeants abattirent une portion de bois qui masquait une batterie de 4 pièces située à 2,500 mètres, et, depuis ce moment, la ville fut continuellement canonnée.

Un magasin aux fourrages et un manége également rempli de fourrage prirent feu.

Pendant une nuit très-obscure, celle du 22 au 23, l'ennemi entreprit une longue parallèle et construisit, en avant de ce logement, cinq batteries reliées entre elles contenant un total de 28 obusiers et 8 mortiers.

Ces batteries se trouvaient situées à 700 mètres de la place, environ.

On entendit piocher les travailleurs; mais, comme on n'avait ni balles à feu, ni artifices pour éclairer le terrain, on tira au hasard.

Le bombardement fut très-violent le 23 et pendant la nuit suivante. Les maisons comprises entre la porte de Colmar et la rue d'Iéna se trouvèrent presque toutes détruites; on eut grand'peine à circonscrire l'incendie pour l'empêcher de se propager.

Les blindages des magasins à poudre et les traverses-abris résistèrent bien. La traverse du cavalier du bastion 30 eut sa voûte légèrement endommagée par la grande quantité de bombes qui tombèrent sur elle.

Les chaînes des ponts-levis des portes de Colmar et de Brisach ayant été brisées, ces ponts s'abattirent. On ne put trouver aucun serrurier qui voulût consentir à venir les réparer. Ce dégât est, du reste, le seul que le canon de l'ennemi ait fait à la fortification!

Pendant ce bombardement, les hommes de la batterie de la garde mobile qui occupaient le bastion 29 abandonnèrent leur poste, malgré les efforts tentés par leurs officiers pour les retenir.

Le moral de la garnison était devenu très-faible.

Notre matériel d'artillerie avait beaucoup souffert; le commandant de place, ne voyant aucune chance d'être secouru, capitula le 24. Plusieurs officiers de la défense voulaient continuer à tenir, ce qui eût sans doute été possible, pendant plusieurs jours, malgré le mauvais esprit de la garnison.

On essaya de mouiller les poudres avant d'ouvrir les portes; mais les soldats et les habitants, requis à deux reprises pour manœuvrer les pompes, refusèrent le service ou s'évadèrent dès qu'on les eut conduits près des poudres.

La population civile avait pu s'abriter en partie sous des blindages construits au moment même. On avait engagé les femmes et les enfants à quitter la ville avant le siége; mais il en resta un grand nombre faute de pouvoir se procurer des moyens d'existence au dehors.

Ce motif retint beaucoup de monde dans toutes nos villes assiégées.

Le feu de l'ennemi coûta la vie à 10 ou 15 habitants.

L'attaque avait jeté, sur Schlestadt, de 10,000 à 11,000 projectiles.

NEUF-BRISACH.

Neuf-Brisach, une des dernières créations de Vauban, était parfaitement en état de soutenir un long siége, soit comme défense éloignée, si l'on avait pu occuper des positions extérieures qui eussent écarté les batteries de l'ennemi, soit comme défense rapprochée, si l'on avait consenti à sacrifier les maisons et les édifices de la ville.

Cette place renferme un grand nombre de bonnes casemates. La majeure partie de la population put y trouver asile; elle utilisa aussi avec succès les caves des maisons particulières.

La garnison était très-hétérogène ; elle avait la composition suivante : 75 hommes du dépôt du 75e régiment d'infanterie, l'effectif d'un bataillon de dépôt du 74e, 70 canonniers, un peloton de chasseurs à cheval, une compagnie de francs-tireurs de Mirecourt, 2 brigades de douaniers, 2 bataillons de mobiles du Haut-Rhin, un bataillon de mobiles du Rhône. Cette dernière troupe était excessivement indisciplinée ; elle avait débuté par déposer ses officiers et par en nommer d'autres, dont le choix ne fut pas ratifié par le gouverneur.

L'armement consistait en 38 canons rayés dont 6 de 24 et en pièces lisses. Deux officiers d'artillerie et deux officiers du génie se trouvaient dans la place.

Les assiégeants amenèrent devant Neuf-Brisach 30 pièces prises à Schlestadt.

Un premier bombardement fut exécuté le 7 octobre de 9 heures du soir à 10 heures 15, à l'aide de trois batteries de campagne placées à 800 mètres des remparts. Il incendia de 30 à 40 maisons.

Le 2 novembre, à 7 heures du matin, l'ennemi ouvrit le feu, avec des pièces de siége, sur le fort Mortier et la ville. Celle-ci fut bombardée par deux batteries situées, l'une à 2,000 mètres, l'autre à 2,500; l'assiégeant avait pu en cacher le travail : l'une d'elles était construite derrière un bouquet de bois qui fut abattu pour le moment du tir. Un grand nombre de coups furent trop courts et s'arrêtèrent aux glacis ; ce fait est particulièrement relatif aux bombes que jetèrent les assiégeants.

Le feu dura jusqu'au 10 novembre à 1 heure après-midi.

Les deux tiers de la ville se trouvèrent incendiés, l'hôpital eut beaucoup à souffrir.

Le bastion n° 3 était entamé et la porte de Strasbourg

très-abîmée. A la porte de Colmar, deux obus atteignirent 26 hommes sous la voûte et 13 dans la demi-lune.

Le commandant Marsal, de l'artillerie, était l'âme de la défense; mais il mourut des suites d'une blessure. Ce fut un malheur irréparable pour la garnison.

L'ennemi avait fait des blindages de batteries au moyen de rails. Son feu fut très-violent et cependant il ne put réussir à tuer qu'un seul habitant civil.

Les communications pour se rendre en sûreté aux remparts étaient défectueuses, ou, pour mieux dire, nulles; on ne paraît pas avoir pensé à en établir de suffisantes, et l'on doit à cet oubli d'avoir eu quelques soldats atteints.

Dans son rapport sur le siége, le commandant de la place se plaint assez vivement de ses relations avec la garnison et même avec un certain nombre d'officiers qui ne l'aidaient pas suffisamment à rétablir la discipline.

D'un autre côté, les officiers adressaient divers reproches au commandant; plusieurs d'entre eux l'accusent de s'être rendu trop tôt.

Le fort Mortier, annexe de Neuf-Brisach, bombardé pendant 6 jours et 6 nuits par 4 batteries, avait capitulé le 9, après avoir été presque entièrement démantelé; il ne possédait que 7 pièces, dont 3 canons rayés de 12.

A l'étranger, la reddition de Neuf-Brisach fut jugée sévèrement, on pensait que la place tiendrait plus longtemps.

Le bombardement avait en partie détruit la ville, et le sacrifice était fait par les habitants, logés tant bien que mal dans les casemates. Il restait à attendre l'ennemi de près, dans une place qui est admirablement disposée pour la défense rapprochée.

THIONVILLE.

Thionville devait, d'un moment à l'autre, attirer tous les efforts des Prussiens, auxquels le chemin de fer des Ardennes était indispensable pour leurs opérations ultérieures.

La place avait une garnison de 3,500 hommes, parmi lesquels plus de 2,000 mobiles. L'artillerie comptait 6 officiers, 150 canonniers et 300 artilleurs de la garde mobile, 209 pièces de place, siége ou campagne ; un grand nombre d'entre elles étaient rayées, notamment 18 obusiers de 24 long. Le génie se réduisait à deux officiers sans troupe.

Malheureusement, il existe, à bonne portée, des plis de terrain dans lesquels l'ennemi put placer ses batteries sans qu'il fût possible aux canons de la place de tirer avec quelque chance de succès. L'artillerie prussienne entoura Thionville d'un cercle de fer et de feu.

La ville possédait, à la rigueur, assez d'abris voûtés pour la garnison ; mais on ne fut pas à même de juger de leur valeur, comme résistance aux projectiles, non plus que de celle des magasins à poudre qu'on avait soigneusement blindés, parce que l'ennemi ne tira, pour ainsi dire, que sur les maisons et édifices de la ville et contre l'artillerie des remparts.

Les habitants durent s'entasser dans leurs caves. Un grand nombre d'entre eux se montrèrent très-peu zélés pour venir en aide à la défense et manifestaient un vif mécontentement, contre le commandant de la place, de ce qu'il exposait leurs maisons à être détruites par le tir des assiégeants.

Ceux-ci n'essayèrent de faire aucune brèche; ils entreprirent une tranchée près de la queue des avant-glacis

du front 6-7 ; ayant rencontré l'eau, ils abandonnèrent ce travail.

L'ennemi s'était présenté devant la ville le 12 août. Jusqu'au 25 septembre les bouches inutiles auraient pu s'en aller ; tous les efforts du commandant de place pour les décider à partir furent inutiles.

On fit plusieurs sorties, mais elles furent peu fructueuses, parce que les troupes étaient trop inexpérimentées.

Le bombardement commença le 22 novembre, vers 6 heures du matin, sans qu'on eût pu reconnaître la position et le degré d'avancement des batteries de l'attaque; il dura 53 heures sans interruption. L'ennemi y employa 57 pièces de siége, 24 de campagne et 4 mortiers (1) et s'apprêtait à porter ce nombre à plus de cent bouches à feu, quand la capitulation eut lieu le 24.

Les habitants étaient très-effrayés et les gardes mobiles, démoralisés, se livraient à des actes d'indiscipline.

La circulation dans les rues était devenue impossible, sous une pluie de fer et de décombres des maisons qui s'écroulaient.

L'attaque avait lancé de 25,000 à 30,000 projectiles : 48 maisons étaient détruites, ainsi que la plupart des édifices militaires et civils.

La défense riposta par 4,000 coups de canon. Les mortiers tiraient avec succès contre une batterie située à 1,350 mètres, sur la rive droite de la Moselle.

Dans la population civile, il y eut deux tués; les pertes de la garnison furent également peu considérables.

Nos ennemis ont avoué que l'artillerie de Thionville

---

(1) Renseignement tiré d'un document prussien.

avait lutté avec énergie et même avec violence; mais les munitions étaient en quantités insuffisantes.

MONTMÉDY.

Après Thionville, Montmédy était nécessaire aux Prussiens, pour l'exploitation du chemin de fer des Ardennes.

Ils l'avaient déjà bombardé le 5 septembre. A cette époque, il n'y avait dans la place qu'une batterie d'artillerie de la garde mobile, en voie de formation, composée d'hommes complétement inexpérimentés, mais bien commandés par un ancien marin. Ce jour-là, le bombardement échoua : il eut pour résultat de faire évacuer la ville aux femmes, aux enfants et à un assez grand nombre d'hommes.

Postérieurement au 5 septembre, la garnison, augmentée d'échappés de Sedan et de Metz, finit par s'élever au chiffre de 2,000 hommes environ, de toutes armes, sans lien entre eux, presque sans discipline.

On y comptait 120 à 130 canonniers et une trentaine de sapeurs du génie; ces derniers commandés par un seul officier.

Il n'y avait, en fait d'officiers d'artillerie, que ceux de la batterie de mobiles.

Comme matériel, l'artillerie disposait de 65 bouches à feu de toutes sortes; 8 d'entre elles étaient rayées (2 de 24 et 6 de 12 de siége). L'armement réglementaire aurait dû comporter 24 pièces rayées dont 5 de 24.

Le bombardement du 5 septembre avait duré 7 heures et lancé 2,000 obus, environ, sur la ville, qui était alors entièrement habitée. Néanmoins il n'y eut, ce jour-là, qu'un homme tué et deux blessés dans la population civile et, parmi les soldats, 4 tués et 10 blessés. Plu-

sieurs maisons prirent feu par les matières combustibles qui existaient dans les greniers.

Du 5 septembre au 12 décembre, la garnison fit de petites sorties dans lesquelles elle enleva aux Prussiens environ 200 hommes et 7 officiers, mais elle ne put pas signaler l'emplacement exact des canons de l'assiégeant. Cependant la place inquiéta, par son tir d'artillerie, le travail de quelques batteries ennemies qui ne purent se faire que de nuit. A Montmédy, comme dans plusieurs de nos villes assiégées, la défense ne tirait avec vivacité que pendant le jour.

Le 12 décembre, à 7 heures du matin, 42 pièces de gros calibres et 20 de campagne ouvrirent le feu.

La place lutta, avec avantage, jusqu'à la fin de la journée.

A ce moment, l'emploi des plus gros projectiles que possède l'armée prussienne ne permit plus de continuer le combat avec succès.

Le 13, la ville était en feu et en ruines, les obus tombaient de tous les côtés à la fois. La garnison, dont la qualité laissait beaucoup à désirer, eut une vingtaine d'hommes tués; elle perdit tout courage, et la capitulation eut lieu, alors qu'avec de bonnes troupes, il était facile de se défendre longtemps de près.

Les assiégeants avaient lancé près de 3,000 obus ou bombes (1); ils prétendent avoir obtenu d'excellents résultats de leurs mortiers rayés. Ils reconnaissent, toutefois, que le tir de l'assiégé fut calme mais opiniâtre.

Les anciennes casemates, situées sous des bastions terrassés, étaient à l'épreuve ; d'autres voûtes de construction plus récente ont souffert. Les abris improvisés

---

(1) Ce chiffre est donné par une relation prussienne; un officier de la défense la porte à 5,000 et plus.

se trouvèrent percés par les gros projectiles ; d'ailleurs le peu de moral de la garnison ne permit pas de réparer les dégâts au fur et à mesure qu'ils se produisirent.

Les poudres avaient été déposées dans des souterrains dont le mur de tête faisait partie de l'escarpe même d'une courtine ; bien que l'épaisseur de ce mur fût de près de trois mètres, il se trouva fortement endommagé par les gros obus, au point de donner des craintes sérieuses pour les poudres. Ce fut une des raisons qui hâtèrent la reddition.

Un fait assez curieux est à noter : quelques parties de l'escarpe étaient battues de très-loin (3,500 à 4,000 mètres), sans qu'il en résultât de brèches proprement dites.

Mais la désagrégation des maçonneries était telle que, plus tard, sous l'action des premières pluies, des portions d'une courtine et le saillant d'un bastion se sont écroulés.

Il nous semble que pendant les trois mois qu'on eut à sa disposition, on aurait pu rétablir la discipline parmi la garnison de Montmédy et mieux consolider celle des voûtes qui ne paraissaient pas à l'épreuve.

Les habitants ayant quitté presque tous la ville, on eût pu abriter sûrement ceux qui restaient, abandonner les maisons à une ruine qu'on ne pouvait empêcher et renoncer à la lutte d'artillerie pour attendre l'ennemi de près.

Les soldats, bien convaincus qu'on agissait de cette façon par parti pris, logés en sûreté sous des abris, et voyant qu'il y avait peu d'hommes tués et blessés par les obus et les bombes, ne se seraient pas découragés comme ils le firent.

MÉZIÈRES.

Nous avons déjà exprimé le regret que Strasbourg n'ait pas eu une ceinture de forts détachés; il faut en dire autant pour Mézières. Si cette place avait été achevée, elle aurait fourni un appui solide à l'armée du maréchal Mac-Mahon, et le malheur de Sedan n'aurait certainement pas eu lieu.

Loin de là, les assiégeants ont pu établir contre Mézières des batteries qui se seraient trouvées dans l'intérieur du camp retranché, si les forts avaient été construits. Voilà où mène le refus de consacrer à la défense du pays les sommes nécessaires!

La garnison de la place s'élevait à environ 3,300 hommes, au nombre desquels se trouvaient 800 mobilisés, 500 francs-tireurs, ainsi que 1,200 soldats de l'armée régulière appartenant à divers corps, et n'ayant que trois mois au plus de présence sous les drapeaux.

Ces troupes laissaient beaucoup à désirer sous le rapport de la discipline.

L'artillerie avait 180 canonniers et le génie 14 sapeurs.

Mézières possédait 131 bouches à feu : 38 d'entre elles, dont 7 pièces de 24, étaient rayées.

Jamais commandant de place ne se trouva dans une position plus pénible! Il devait assurer, non-seulement la défense de Mézières, mais aussi celle de Charleville.

C'est une ville ouverte, dont la riche population, fort effrayée de l'idée de soutenir un siége, ne demandait qu'à l'éviter et à se rendre.

C'était un vaste périmètre presque impossible à défendre avec une troupe médiocre, trop peu nombreuse, et une artillerie impuissante à lutter contre les gros ca-

libres de l'ennemi établis hors de portée des canons de la place.

Notons, en outre, que Mézières est dominé de tous côtés et qu'on est vu jusqu'aux pieds, presque partout sur les remparts.

A ces difficultés s'ajoutait, pour le commandant de la place, l'obligation de tenir tête à une population malveillante. Sa vie fut sérieusement menacée, un jour qu'il voulut faire rendre aux Allemands des voitures capturées pendant un armistice.

Dans cette circonstance, il eut contre lui une partie des habitants auxquels s'étaient joints plusieurs soldats des corps irréguliers faisant partie de la garnison.

Pendant les premiers temps de l'invasion, la place avait envoyé au loin des sorties qui firent éprouver aux Prussiens des pertes sensibles.

Dans la journée du 24 décembre, le tir d'artillerie eut d'heureux résultats et contraria les travaux de plusieurs batteries de l'ennemi.

Le bombardement commença le 30 décembre par 98 pièces, formant 14 batteries qui entouraient la ville; les plus gros calibres qui existent en Prusse faisaient partie de cet armement.

Les abris voûtés étaient nombreux : on en avait créé sous les terre-pleins; il y avait en outre une caserne voûtée pour 500 hommes, et le tunnel du chemin de fer. Ces abris se comportèrent parfaitement, il en fut de même des magasins à poudre. Les terres des traverses des remparts, durcies par la gelée, résistaient mieux à la pénétration des projectiles. Par contre, les obus, en éclatant dans ces terres, en lançaient de tous côtés des fragments dangereux pour les défenseurs.

Pendant trois jours, la ville reçut environ 12,000 pro-

jectiles, dont 1,200 ou 1,500 tombèrent sur Charleville.

Un tiers des maisons furent complétement détruites; un autre tiers très-abîmées. On ne pouvait plus circuler dans les rues.

53 habitants périrent, parmi lesquels 15 furent tués sur le coup, 6 moururent des suites de leurs blessures et 32 furent ensevelis ou asphyxiés dans leurs caves sous les décombres de leurs maisons.

Mézières, en temps ordinaire, compte moins de 5,000 habitants.

Plusieurs d'entre eux avaient quitté la ville ; le chiffre des victimes est donc très-considérable, si on le compare à celui des autres villes françaises assiégées à la même époque. Il aurait été facile aux habitants d'éviter ces pertes; on leur avait proposé de se réfugier dans le tunnel du chemin de fer et on leur offrait de les y nourrir. Quelques-uns acceptèrent; mais quand ils virent leurs maisons bombardées, ils préférèrent chercher à éteindre le feu et à sauver leurs meubles. Jamais on n'avait pu les décider à renvoyer les femmes, les enfants et les vieillards.

Mézières se rendit le 2 janvier. Après la capitulation, les habitants des campagnes voisines et quelques-uns de ceux de la ville se livrèrent à des actes de pillage qu'on ne saurait trop flétrir.

Pendant une partie du blocus, la garnison avait monté la garde aux remparts 28 heures sur 48 ; elle était sur les dents.

Comme faits particuliers, nous signalerons la prodigieuse pénétration d'un gros projectile qui tomba verticalement dans le jardin du commandant de la place ; il n'éclata pas, mais s'enfonça de trois mètres dans le sol naturel dont la surface était fortement gelée. Nous mentionnerons aussi l'attaque du cimetière de Charleville :

les troupes qui le défendaient lâchèrent pied et l'abandonnèrent précipitamment pour rentrer dans la ville; les assaillants voyant ce mouvement, exécuté avec beaucoup d'entrain, crurent à une sortie faite contre eux et se sauvèrent à toutes jambes.

ROCROI.

Les ennemis purent établir, le 5 janvier 1871, des batteries sans que les défenseurs s'en doutassent.

La garnison se réduisait à 200 mobiles, 100 artilleurs et 50 gardes nationaux sédentaires. Elle ne possédait, en fait d'artillerie, que de vieux canons : 4 d'entre eux seulement étaient à longue portée.

Un capitaine et un garde d'artillerie, un capitaine et un garde du génie et deux sapeurs se trouvaient également dans Rocroi.

Le bombardement dura 5 heures 1/2 : au premier obus, une partie des artilleurs et mobiles se sauvèrent; plusieurs de ceux qui restèrent se mirent à s'enivrer. Il en est enfin quelques-uns qui firent bravement leur devoir.

La ville reçut 2,000 projectiles. Avec ses 4 pièces, qui ne voyaient pas les canons de l'ennemi, elle tira plus de 300 coups à peu près inutilement; elle força cependant une batterie ennemie à reculer.

Les maisons furent très-endommagées : dix d'entre elles devinrent la proie des flammes. Un magasin à poudre donna de l'inquiétude; on put craindre de le voir sauter.

Devant l'attaque dont elle a été l'objet, la place de Rocroi, privée de toute espèce de moyens de défense, devait succomber rapidement. On a dit que les assiégeants avaient épuisé leurs munitions et que, si l'on ne

s'était pas rendu, ils auraient essayé une attaque de vive force.

LONGWY.

La place de Longwy a été attaquée le 14 janvier 1871. Le bombardement commença le 17 : il dura huit jours sans interruption et fit beaucoup de dégâts dans la ville; une vingtaine de maisons et quelques édifices publics furent complétement détruits. Aucun habitant ne fut tué, parce que la population civile était partie et se réduisait à 220 personnes.

La garnison avait un effectif de 2,000 hommes environ de toutes provenances, parmi lesquels 150 artilleurs, 280 canonniers de la garde nationale sédentaire et 29 sapeurs, sous les ordres de 3 officiers d'artillerie et d'un seul officier du génie.

Les bouches à feu étaient au nombre de 120, de toutes sortes : 97 furent mises sur les remparts (11 de 24 et 18 de 12 étaient rayées).

Mais il n'y eut guère qu'une trentaine de ces pièces qui purent prendre part à la lutte d'une manière efficace.

Les munitions existaient en quantités suffisantes.

On eut à regretter que les affûts ne permissent pas de tirer suffisamment loin, parce que l'ennemi installa des batteries de siége à des distances de la place variant entre 1,500 et 2,000 mètres.

Il effectua le bombardement à l'aide de 46 obusiers répartis en 8 batteries, de 8 mortiers placés à 700 mètres, de 18 pièces de campagne volantes et de 6 mitrailleuses.

Les épais brouillards qui régnèrent dans cette saison favorisèrent considérablement les travaux de l'assiégeant.

Il ne put, toutefois, faire taire le feu de la place qu'à

la suite d'une lutte de 7 jours et après avoir éprouvé lui-même beaucoup de mal.

Des sorties de la garnison furent heureuses et délogèrent l'ennemi de quelques positions.

On pouvait abriter 1,250 hommes dans trois casemates et au rez-de-chaussée d'une caserne. A force de soins et de travaux incessants, on parvint à rendre ces abris tenables ; mais un hôpital de siége, voûté, fut très-maltraité et un souterrain, dans un bastion, percé par un obus.

Les magasins à poudre ont bien tenu.

Il a été lancé sur Longwy 28,000 (1) projectiles de toutes sortes dont plusieurs étaient préparés pour mettre le feu. L'attaque envoya aussi des fusées incendiaires.

Aucune brèche n'a été faite à l'enceinte.

Quoique notre artillerie ait très-vigoureusement soutenu une lutte inégale, nous persistons à penser que, dans une ville privée d'habitants, il eût été préférable de se laisser canonner de loin, sans riposter avec autant d'énergie qu'on le fit, et d'attendre l'ennemi de près.

CITADELLE D'AMIENS.

Nous ne citons la prise de la citadelle d'Amiens, qui eut lieu le 30 novembre 1870, après une attaque insignifiante, que pour rappeler l'inconvénient d'avoir une citadelle isolée près d'une ville ouverte, dont elle peut occasionner la ruine et qui la gêne pour riposter au feu de l'ennemi.

---

(1) Dans un récit du siége de Longwy, ce chiffre est porté à 40,000 ; à certains moments, on compta jusqu'à 18 obus tombant par minute dans la place.

Le commandant d'Amiens fut tué sur les remparts en faisant courageusement son devoir.

PÉRONNE.

La possession de Péronne était d'un grand intérêt pour chacune des deux armées belligérantes qui opéraient dans la vallée de la Somme. Aussi les Prussiens firent-ils tous leurs efforts pour le prendre, et ils réussirent assez rapidement.

Cette ville était dans une meilleure position que toutes celles dont nous avons parlé jusqu'ici, attendu qu'une armée redoutable pour l'ennemi, et à laquelle elle prêtait appui, manœuvrait dans ses environs et pouvait, d'un moment à l'autre, chasser l'assiégeant.

Péronne a de bonnes défenses naturelles, surtout au moyen des eaux de la Somme. Ses ouvrages avancés sont bien combinés, les remparts convenablement défilés.

Elle se trouve dans des conditions avantageuses pour faire une bonne défense rapprochée ; mais elle est dominée par des hauteurs situées à des distances qui varient de 1,000 à 2,000 mètres.

Le chiffre de la garnison était de 3,700 hommes, au nombre desquels on comptait le 43e de ligne, des fusiliers marins et les mobiles de la Somme.

La place ne possédait même pas tout son armement de sûreté. Elle n'avait que 47 pièces au lieu de 90 qui lui avaient été dévolues.

Elle manquait notamment d'affûts, il fallut en fabriquer.

Un seul officier d'artillerie était présent, avec des canonniers d'une batterie des mobiles de la Somme.

Le commandant Peyre, ancien chef de bataillon du génie, était à la tête de cette arme. Homme actif et d'une

grande énergie, il avait fait exécuter les travaux de mise en état de défense les plus urgents. Les efforts réunis de l'artillerie et du génie avaient rendu la place capable de résister à un siége.

Il ne s'y trouvait que 3 casemates assez malsaines à habiter.

Péronne fut investie le 27 décembre, et l'ennemi installa, sur les versants cachés aux vues de la ville, 52 pièces de campagne réparties en 9 batteries : il commença le feu le 28, et tira pendant 52 heures de suite.

Les Prussiens visèrent exclusivement aux maisons, sur l'église, sur l'hôpital, bien qu'il fût surmonté du drapeau de la convention de Genève. Quoique le feu dirigé contre ce dernier édifice ait été d'une violence extrême, on put, grâce au dévouement des religieuses et de quelques habitants, évacuer tous les malades.

Le tir continua, sans interruption, mais avec moins de vivacité jusqu'à la fin de la journée du 30 décembre.

A ce moment, la ville avait reçu de 12 à 14 mille projectiles. Puis, les assiégeants disparurent pour continuer leur marche vers le Nord ; ils avaient espéré prendre Péronne en passant. Ils ne laissèrent que peu de monde pour garder quelques pièces d'artillerie ; une sortie de la garnison les eût certainement enlevées.

Le bombardement reprit le 2 janvier et, sans être très-violent, se continua jusqu'au 9. Dix ou douze pièces de la défense se trouvaient seules en position de pouvoir riposter avec utilité.

La ville capitula le 9 janvier.

Les habitants avaient eu 4 des leurs tués et 15 blessés. La garnison perdit 13 soldats et 60 blessés, dont quelques-uns moururent plus tard.

Au deuxième bombardement, l'ennemi a dû lancer

près de 20,000 projectiles ; les assiégés avaient 12 pièces mises hors de service.

Sur 800 maisons qui forment la ville, 70 étaient complétement détruites et 600 rendues plus ou moins inhabitables. La population exigeait impérieusement la reddition et fut sur le point de se porter à des actes coupables contre le gouverneur, et cependant ses pertes par le feu étaient minimes !

La variole faisait des ravages parmi elle.

La capitulation de Péronne fut vivement blâmée par plusieurs des officiers de la défense. Ils disaient, avec raison, que le mal était fait en ce qui concerne la destruction des maisons ; d'après eux, l'emploi de plus gros projectiles, dont on les menaçait, n'aurait pas sensiblement augmenté les dégâts, et la majeure partie de la garnison était décidée à faire son devoir jusqu'au bout. La présence de l'armée du général Faidherbe dans les environs devait engager à prolonger la résistance, et ce général ne cacha pas le mécontentement que lui causa la perte d'une place sur laquelle il comptait.

BELFORT.

Le siége de Belfort sera toujours cité comme un modèle de belle défense éloignée. Il prouve qu'entre les mains d'un gouverneur intelligent, habile et énergique, la lutte de loin est aussi possible avec des fortifications construites dans le système bastionné qu'avec tout autre tracé, bien qu'on ait soutenu le contraire.

Avant d'indiquer sommairement les causes de la résistance de Belfort que nos ennemis n'ont pas réussi à prendre, nous dirons un mot du rôle que cette place aurait pu jouer dans la défense de la France.

A ce point de vue, nous lui appliquerons, quoique à

un degré moindre, ce que nous avons déjà dit pour Metz : selon nous, c'est un engin de guerre dont on n'a pas su tirer tout le parti possible.

Nous nous rangeons à l'avis de ceux qui croient que le véritable point d'attaque contre l'armée assiégeant Paris était à Belfort.

Nous sommes des premiers à reconnaître la grande importance, la nécessité des héroïques efforts tentés par les généraux d'Aurelle, Chanzy et Faidherbe.

Même en ne réussissant pas à marcher sur Paris, même en faisant de lentes et brillantes marches rétrogrades, ils retenaient loin des frontières de l'Est la majeure partie des troupes et les meilleurs généraux de l'Allemagne prussienne.

Après la chute de Metz, il y eut un moment où nos ennemis, forcés de disséminer chez eux un grand nombre de troupes pour garder les prisonniers, n'auraient pas été en état de s'opposer à un passage du Rhin tenté à la suite d'un succès du côté de Belfort. A cette époque, il aurait fallu que les hésitations à employer les services du général Bourbaki, que ces commandements qui lui furent ôtés aussitôt que donnés n'eussent été qu'une feinte pour permettre de lui préparer, dans le centre de la France, une armée à destination inconnue que le général aurait rapidement conduite vers Belfort.

On y pensa trop tard, à un moment où il valait peut-être mieux appuyer le général Chanzy. Les choses se passèrent sans avoir été suffisamment préparées ; elles ne réussirent qu'à amener un désastre pour cette armée de l'Est, si magnifique d'abnégation et de dévouement, qui, dénuée de tout, n'en sut pas moins combattre avec un courage inouï, et endurer avec héroïsme des souffrances sans pareilles.

Ils étaient bien convaincus de l'importance d'une di-

version habilement conçue et vigoureusement exécutée contre l'armée de siége de Belfort, ceux qui, comme nous, se trouvaient dans le pays situé en face de cette place, de l'autre côté du Rhin ! Sitôt qu'on y apprit la marche du général Bourbaki et la possibilité d'un passage du fleuve par une troupe française, l'émoi fut grand, et, quand l'insuccès de cette tentative fut connu, la joie devint immense. A Fribourg-en-Brisgau, on parla d'élever une statue au général Werder, pour le remercier d'avoir conjuré le péril.

On objectera peut-être que pour préparer, en novembre ou au commencement de décembre, les opérations dont nous parlons il fallait être certain que la forteresse de Belfort resterait entre nos mains et qu'on ne serait pas exposé à se heurter contre une place de cette importance devenue la proie de l'ennemi.

Mais cette certitude devait être acquise. En effet, l'ensemble des petites forteresses qui composent ce qu'on appelle la place de Belfort est formidable. Bien que quelques-uns des forts ne fussent pas complétement terminés, on y avait habilement suppléé au moyen des ressources de la fortification passagère.

Les vivres s'y trouvaient en abondance. La garnison était suffisante comme effectif, 16,000 hommes, et les bonnes troupes plus nombreuses que les médiocres. L'armement consistait en 300 bouches à feu dont un peu moins de la moitié étaient rayées; mais la force de Belfort résidait surtout dans son gouverneur. Le colonel Denfert y commandait le génie depuis plusieurs années; il avait exécuté presque tous les travaux de fortification qu'on venait d'y entreprendre; il en connaissait les abords, à plusieurs lieues à la ronde, dans les moindres détails. En un mot, il possédait parfaitement l'usage de l'arme qu'il avait entre les mains.

L'habileté et l'énergie du colonel Denfert étaient bien connues des chefs du service du génie qui avaient accompagné les membres du gouvernement résidant à Tours, puis à Bordeaux; ces derniers savaient donc qu'on pouvait compter sur une longue résistance de la part de Belfort.

Nous n'entrerons pas dans les détails de ce siége célèbre.

Nous renvoyons ceux qui seraient curieux de les connaître au mémoire du colonel Denfert (1). On y verra que les soins les plus minutieux avaient été pris pour assurer le succès, pour mettre en jeu toutes les ressources dont on disposait, pour en créer de nouvelles, pour suppléer à celles qu'on n'avait pas au moyen de celles qu'on possédait.

On avait à craindre de manquer de projectiles: les officiers de l'artillerie et du génie organisèrent une fonderie.

La conduite d'un bataillon de mobiles ayant laissé à désirer dans une circonstance grave, le gouverneur n'hésita pas à le dissoudre et à répartir les hommes parmi les autres troupes de la garnison.

Ceux des officiers qui avaient fait leur devoir reçurent des éloges, les autres furent placés, comme simples soldats, dans d'autres corps.

Quelques officiers ayant manifesté des appréhensions au sujet d'une tentative de vive force, au cas où elle serait essayée après qu'une brèche aurait été entamée de loin, le colonel Denfert conduisit ces officiers dans le fossé, leur montra la contrescarpe intacte, de bons flan-

---

(1) Comme ce mémoire n'a pas été publié, nous indiquerons aussi l'ouvrage de MM. les capitaines de la Laurentie et Thiers, qui ont pris une glorieuse part à la défense de la place.

quements prêts à prendre d'écharpe et à dos les assaillants s'ils se présentaient. Il leur demanda comment ils s'y prendraient eux-mêmes pour faire réussir l'assaut, au cas où ils auraient à conduire la colonne chargée de le donner. Tous avouèrent que l'opération leur paraissait n'offrir aucune chance de succès; il les avait convaincus par leurs propres yeux.

Nous ne pouvons, du reste, mieux faire que de reproduire un fragment d'une lettre qui nous a été écrite par le colonel Denfert.

« . . . .

« . . . La résistance de Belfort a surtout tenu « à trois causes : la première, *qui est à mes yeux la « principale*, c'est que j'ai donné à commander les posi- « tions extérieures les plus importantes et les plus « exposées à ceux que je savais décidés à les défendre « avec énergie.....

« Sous le rapport technique, nous avons occupé « toutes les positions soumises au canon des ouvrages « les plus avancés de la fortification (permanente et « passagère), ce qui empêchait les Prussiens de pouvoir « venir, de nuit, établir des batteries rapprochées, « comme ils l'ont fait devant d'autres places : Stras- « bourg, Schlestadt, Neuf-Brisach, etc.....

« Enfin, quand la lutte d'artillerie s'est engagée, nous « n'avons tiré qu'avec des batteries blindées sous des « rails (1), ou avec des batteries *masquées* tirant sans « voir et sans être vues.

« Nous aurions certainement empêché le bombarde- « ment si nous avions été approvisionnés en obus

---

(1) Nous n'accordons qu'une confiance limitée aux blindages faits à l'aide de rails employés simultanément avec des bois, de la terre et du fumier ; à Belfort même, ces sortes d'abris n'ont pas toujours présenté le degré de résistance qu'on leur attribuait.

« oblongs ; car jamais le tir de l'ennemi n'a été le motif
« de notre silence plus ou moins prolongé. Notre con-
« duite a toujours été réglée par l'obligation de ne pas
« consommer au delà d'un nombre journalier de pro-
« jectiles, qui a été naturellement en décroissant du
« commencement à la fin du bombardement.

« Dans le principe, alors que le tir de l'ennemi était
« d'environ de 4,000 à 5,000 coups par jour et le nôtre
« de 1,500 à 1,800, les Prussiens ont subi des pertes
« considérables qui les ont obligés à désarmer leurs
« batteries et à les transporter ailleurs.

« Les batteries masquées peuvent rendre les plus
« grands services ; ce doit être le mode normal d'action
« de l'artillerie de la défense des places. En étudiant
« bien son terrain et ses repères, on peut arriver à dé-
« fendre, la nuit et très-efficacement, jusqu'à 20 ou 30
« mètres des crêtes d'un ouvrage avancé, quel que soit
« le temps plus ou moins brumeux et sans crainte d'at-
« teindre les défenseurs de cet ouvrage (1).

« Les batteries du château ont agi ainsi pour la pro-
« tection de Bellevue, au grand ébahissement des
« Prussiens !

« Quant aux abris, le mode même de défense que j'ai
« employé nous a donné du temps pour les construire ;
« nous en avons multiplié le nombre autant que nous
« avons pu..... On ne saurait trop en faire près des
« pièces et dans la place et, ce qu'il y a de sûr, c'est que
« toutes les troupes devraient savoir manier la pioche
« aussi bien que le fusil.

« L'ennemi n'a pas fait brèche de loin ; il a seulement

---

(1) Il s'agit du flanquement, par les feux du château de Belfort, de l'ouvrage de fortification passagère de Bellevue fait depuis le commencement de la guerre.

« démoli par parties les escarpes en roc des ouvrages
« des Perches, après avoir été repoussé dans une attaque
« brusquée.

« Il n'y a eu de cheminement que contre les Perches,
« après l'attaque infructueuse du 26 janvier..... »

Le siége de Belfort a duré 103 jours dont 73 de bombardement. L'artillerie a lancé environ *quatre cent dix mille projectiles* : *cent ou cent vingt mille* sont tombés sur la ville; la place en a envoyé à peu près 80,000.

Belfort possède de nombreuses casemates qui ont généralement bien résisté et qui ont permis à un grand nombre d'habitants de se mettre à l'abri.

Cependant il y en a eu 60, tués ou morts des suites de leurs blessures. C'est un chiffre assez élevé, si l'on considère que la population était réduite à 4,000 individus au moment du siége; toutefois il accuse une perte de moins d'une personne par jour de bombardement.

La ville a été très-abîmée; mais il ne s'est pas déclaré de graves incendies ; on a pu les arrêter dès les débuts.

Le colonel Denfert nous a affirmé qu'il aurait pu tenir encore pendant trois mois, à moins que les maladies qui avaient commencé à sévir ne fussent devenues trop intenses.

Un ordre du gouvernement français vint interrompre cette belle défense, le 18 février 1871. Mais, lors de la paix, Belfort resta à la France : voilà le service que nous ont rendu ses fortifications !

Quelques officiers reprochent à la garnison de Belfort de ne pas avoir plus souvent tracassé les assiégeants, par de fortes sorties, surtout au moment de la tentative du général Bourbaki.

PARIS.

Une des études les plus intéressantes qu'on puisse faire est celle des variétés et des variations d'opinions qui se sont produites au sujet de Paris considéré comme ville de guerre.

Depuis Vauban, un grand nombre de projets avaient été mis en avant pour fortifier la capitale de la France.

Une polémique très-vive s'était élevée entre les partisans de l'enceinte continue et ceux qui voulaient seulement des forts détachés.

Enfin, en 1840, grâce au patriotisme éclairé de M. Thiers, qui rendit en cette occasion un immense service au pays, la question se trouva tranchée par l'adoption des deux systèmes réunis, et le travail fut rapidement conduit à bonne fin.

Quand on construisit les fortifications de Paris, la France ne possédait pas encore de chemins de fer, si ce n'est quelques tronçons près de Paris, de Lyon, dans le Gard et dans l'Hérault.

Bon nombre d'hommes éminents ne croyaient pas à l'avenir des voies ferrées, et l'on assure que plusieurs d'entre eux les considéraient simplement comme devant procurer un moyen original de visiter les environs de Paris.

Ces puissants auxiliaires de la marche des armées n'existaient donc pas chez nous, même à l'état de prévision.

Les fortifications de Paris furent regardées comme suffisant largement à empêcher les résultats fâcheux qu'aurait pu produire la perte d'une ou deux batailles à la frontière. Nos troupes battues se seraient retirées sous Paris en disputant le terrain pied à pied à un ennemi

obligé de s'avancer prudemment et lentement, au milieu du réseau de nos forteresses *bien gardées et bien approvisionnées.*

Il serait difficile au vainqueur de venir faire le siége de Paris, avant d'avoir assuré ses communications par la prise de quelques-unes de ces places de guerre, opération qui demanderait du temps.

Si, par suite d'une défaite trop complète, l'envahisseur tentait rapidement une attaque sur Paris, la ville se trouvait en état de résister près d'un mois, et ce temps permettait de faire venir les contingents levés dans le Midi et dans l'Ouest.

Personne ne pouvait songer à l'hypothèse où la France n'aurait que des armées insuffisantes qui seraient non-seulement battues mais encore supprimées en quelques jours et des forteresses privées des moyens de résister, hypothèse qui s'est changée en une si triste réalité!

Parmi les adversaires des fortifications de Paris, plusieurs l'étaient devenus par opposition au gouvernement, et ce sont précisément ceux-là qui ont été appelés, par un curieux revirement dans les choses d'ici-bas, à concourir à la défense de ces remparts dont ils ne voulaient à aucun prix!

Beaucoup d'officiers, en France et à l'étranger, ne croyaient pas à la possibilité de faire soutenir un siége, même de quelques jours, à la grande ville.

Dès lors, ils regardaient comme immobilisée, sans profit, l'armée qu'on y enfermerait. Les premiers obus devaient, selon eux, affoler cette population frivole qui s'ameuterait pour imposer la reddition; les ennemis du gouvernement en profiteraient pour le renverser; il était impossible d'avoir des vivres pour tant de monde pendant un mois; jamais la partie riche de la population

ne consentirait à laisser détruire les monuments, ravager les belles promenades, les magnifiques villas des environs, etc., etc.

Et puis, on blâmait ce tracé bastionné dont les officiers du génie français ne veulent pas s'écarter, *bien que tout le monde affirme qu'il a fait son temps*. On incriminait (avec raison du reste) le manque d'abris pour les défenseurs; on méprisait ces petits forts, vrais nids à bombes, surtout ceux du sud qu'on trouvait déjà trop rapprochés de la ville et trop dominés par les hauteurs voisines.

Ce fut bien autre chose quand un vaste réseau de chemins de fer couvrit l'Europe et quand l'artillerie nouvelle fut adoptée! Alors, les partisans des fortifications de Paris se regardèrent comme très-audacieux en leur accordant 15 jours de résistance. Si un officier du génie s'était permis de soutenir une thèse contraire, on se serait moqué de lui; et ce qu'il eût dit à cet égard n'aurait fait que confirmer l'opinion dans laquelle on est, à l'étranger, que le corps du génie français s'enfonce de plus en plus dans les ornières du passé et n'a, pour toute science, qu'un étroit fétichisme à l'égard de Vauban.

Mais ce qui porta le dernier coup à ces pauvres fortifications de Paris, ce furent nos malheurs au début de la campagne de 1870. Quand les Prussiens virent notre armée de Sedan supprimée, notre armée de Metz annihilée, nos places fortes livrées à elles-mêmes, sans garnisons et sans ressources, notre gouvernement remplacé par un autre qui pouvait être contesté à l'intérieur et qui ne paraissait pas devoir être sympathique à celles des puissances étrangères dont nous aurions pu obtenir aide et secours; quand nos ennemis virent la France dans ce misérable état, ils coururent sur Paris, pensant l'enlever avec presque autant de facilité que Marsal! Ne se donnant pas même la peine de faire venir de l'artillerie de

siége, ils l'entourèrent avec la certitude que ce serait une affaire de quelques jours seulement, et leurs prévisions se seraient certainement réalisées, le premier jour de leur arrivée, si Paris n'avait pas eu une enceinte continue.

Eh bien ! de tout ce qu'on avait pensé, dit et prévu pour Paris appelé à se défendre, c'est précisément le contraire qui a eu lieu !

Paris a pu faire vivre pendant près de cinq mois son immense population bloquée par les Prussiens.

Paris et ses forts, *quoique bastionnés*, ont soutenu, avec leur artillerie, la plus magnifique lutte éloignée qu'on puisse imaginer.

Paris et ses forts, *parce qu'ils sont bastionnés*, n'ont pas été attaqués pied à pied et de près, suivant les règles ordinaires des siéges.

Ces misérables forts du sud, étriqués, dominés, criblés de projecticles énormes, ces forts bâtis dans le système de Vauban qui, dit-on, ne vaut plus rien, ces forts privés de ce double parapet que nous réclamons avec instance, ont encore leurs murailles et leurs défenses à peu près intactes. On ne leur a pas rasé de parapets, et c'est à peine si on leur a démonté à chacun 2 ou 3 pièces d'artillerie !

Les Prussiens ont été impuissants à en venir à bout de loin et ils n'ont pas *pu* ou *su* les aborder de près.

Les mauvais abris existants, consolidés, réparés quand ils étaient atteints, ont suffi à remplir leur rôle protecteur !

Pas un magasin à poudre n'a eu sa voûte percée, pas un n'a fait explosion !

Dans la ville, pas un incendie ne s'est déclaré sans qu'on l'ait immédiatement éteint (1) !

---

(1) Certains obus incendiaires des Prussiens renfermaient plusieurs

Le chiffre des personnes tuées par les obus de l'ennemi s'est trouvé être très-peu considérable!

L'effet moral du bombardement sur les Parisiens a été tel qu'il a discrédité complétement à leurs yeux ce moyen d'attaque. Quand ils ont vu que *ce n'était que ça*, il a fallu tous les efforts de la police pour empêcher hommes, femmes, enfants d'aller voir éclater les obus tombés dans les rues, et l'un des principaux résultats de ce bombardement fut d'exaspérer les habitants, au lieu de les effrayer et de les porter à demander une capitulation! Ce terrible moment que nos ennemis appellent : *le moment psychologique* ne s'est pas présenté.

Cette population frivole a héroïquement supporté la famine, le froid, la maladie!

L'émeute prédite à heure fixe avec une précision qui a paru plus qu'extraordinaire à M. Thiers, l'émeute a eu le dessous, tant que les Prussiens ont été devant nos murs!

Mais ce qu'il y a de surprenant, c'est le revirement qui s'est opéré dans les esprits; c'est la conviction avec laquelle ceux qui démontraient que Paris ne pouvait pas tenir longtemps prouvent, aujourd'hui, tout le contraire de ce qu'ils avançaient alors.

En un mot, cette place insignifiante est actuellement regardée comme une des plus redoutables forteresses qu'il y ait au monde, et, parmi ceux qui jadis ne lui accordaient pas 15 jours de résistance, il en est qui trouvent que Paris s'est mal défendu en *ne tenant que pendant 4 mois et demi!*

Enfin, il est encore un côté de la question des fortifi-

---

petits tubes en cuivre contenant une matière analogue à notre roche à feu. Ces tubes étaient projetés au loin et enflammés par l'explosion des projectiles.

cations de Paris qui prouve combien l'esprit humain est parfois bizarre et inconséquent dans ses appréciations. Lors du second siége de cette malheureuse ville, quand la France, justement désireuse d'en finir rapidement avec la Commune, adressait presque des reproches à l'armée assiégeante de ce qu'elle restait si longtemps à entrer dans la place, on entendait fréquemment des paroles comme celles-ci : « Les Prussiens en auraient déjà fini « depuis longtemps avec un pareil siége! Vous verrez « qu'ils seront obligés de s'en mêler, et nous aurons la « honte de leur devoir les clefs de Paris saccagé par « eux! »

Les Prussiens eux-mêmes croyaient, de très-bonne foi, que leur intervention serait nécessaire, et M. de Bismarck n'avait pas caché qu'il s'attendait à des éventualités telles que les troupes allemandes auraient à entrer dans Paris.

Et tout cela se disait au moment où les Prussiens venaient de prouver qu'ils n'avaient pas pu s'emparer de Paris par des moyens militaires!

Aussi, sommes-nous plus convaincu que jamais que s'ils s'étaient trouvés chargés de faire le second siége, on les verrait encore, à l'heure où nous écrivons ces lignes, campés sous les murs, sans avoir pénétré dans la ville; à moins que la famine ne la leur eût livrée de nouveau, après un autre siége de cinq mois.

On dira peut-être qu'étant maîtres des forts de l'est, ils auraient pu amener leurs batteries assez près pour cribler de projectiles l'intérieur de Paris; mais croit-on que ce bombardement eût fait capituler la Commune? Qu'importe à l'habitant de Belleville qu'on brûle la maison de son propriétaire qu'il exècre? Il saura bien, lui, mettre sa propre personne à l'abri, dans un autre quartier. Qu'importe au membre de l'internationale que les

obus prussiens brûlent le Louvre, le Palais de justice, Notre-Dame qu'il a voués lui-même à la destruction?

Non, les Prussiens n'auraient pas pris Paris plus vite que l'armée de Versailles, parce que leurs procédés d'attaque des places sont inférieurs aux nôtres.

Il est donc surprenant qu'on soit venu dire, devant ce même Paris, qu'ils n'avaient pas pu prendre : « Les « Prussiens auraient réussi à y entrer bien plus tôt. »

Il n'est pas dans notre programme de faire l'histoire du siége de Paris par les troupes de l'Allemagne prussienne.

Nous éviterons, en particulier, de parler de ce que la garnison a fait, n'a pas fait ou aurait pu faire en se portant au loin pour rompre le blocus. Nous nous contenterons de présenter quelques observations sur les efforts déployés pour empêcher l'ennemi de se rendre maître de la place.

Et nous n'hésiterons pas à dire que cette partie de la défense de Paris est véritablement digne d'éloges. Toutes les armes et, dans la partie saine de la population civile, toutes les forces, toutes les intelligences ont contribué à défendre les fortifications que le général du génie Dode de la Brunerie avait élevées en 1840.

L'artillerie et le génie ont suppléé, avec succès, aux défauts de détail que présentait cette fortification vis-à-vis des nouveaux projectiles, et les dispositions qui ont été prises à cet égard ont fait l'admiration de nos ennemis eux-mêmes.

L'art d'improviser des abris, des pare-éclats, des communications défilées, a été poussé à ses dernières limites, et les effets du tir de l'ennemi se sont trouvés considérablement atténués.

Nous nous permettrons seulement deux critiques : Il y a longtemps que l'occupation, par des ouvrages de for-

tification permanente, des hauteurs situées entre Sèvres et Sceaux est admise en principe (1); on n'a pas construit ces ouvrages, faute d'argent. Pourquoi n'y a-t-on pas suppléé par des ouvrages de fortification passagère comme on l'a fait à Belfort que les Allemands n'ont pas pris et à Langres qu'ils n'ont pas osé attaquer? On a eu plus d'un mois à sa disposition et ce ne sont ni les bras ni les moyens de toutes sortes qui ont manqué; la seule redoute de Châtillon fut sérieusement entreprise, mais sans avoir été complétement terminée.

Notre seconde critique porte sur le peu d'ordre et de discipline qu'on remarquait dans les troupes et parmi les gardes nationaux mobiles venus des départements. On ne les exerçait pas assez aux maniements d'armes, aux manœuvres. On les laissait vaguer inoccupés, et plusieurs d'entre eux se sont conduits en vrais pillards.

On ne les tenait pas assez, on ne les faisait pas assez travailler aux ouvrages de défense; ils auraient dû avoir constamment le fusil ou la pioche à la main. Les officiers du génie chargés de relier entre eux, par des tranchées, les forts de l'Est, nous ont affirmé qu'on n'obtenait aucun travail de ces hommes et qu'on était obligé de recourir à l'emploi très-dispendieux de la main-d'œuvre civile.

Il y avait là un manque général de surveillance sur les hommes et sur leurs chefs immédiats.

En outre, certaines attributions étaient mal définies, et quelquefois plusieurs ordres arrivaient, de sources différentes, pour un même objet. Il en est résulté des faits regrettables; c'est ainsi que des officiers ont pu, de leur

---

(1) Déjà, à l'époque de la construction des fortifications de Paris, le général du génie Noizet avait très-vivement insisté pour que ces hauteurs fussent occupées.

autorité privée, ordonner la destruction de ponts qui auraient dû être conservés et qui firent défaut aux jours de sorties.

Il faut que les Prussiens aient été, à un certain moment, bien convaincus du peu de temps qu'ils auraient à rester devant Paris, pour l'avoir assiégé comme ils l'ont fait, en se bornant à le bloquer, attendant chaque jour que la faim, l'ennui, l'émeute leur en ouvrissent les portes.

Enfin, au mois de décembre, ils se décidèrent à employer le moyen qui, selon eux, est infaillible : le bombardement.

Cette opération commença le 27 décembre contre quelques-uns des forts; elle se continua, avec des intensités variables jusqu'au 27 janvier 1871.

La ville proprement dite reçut les premiers projectiles le 5 janvier et, depuis ce jour, elle fut constamment bombardée.

Nous avons indiqué, dans les pages précédentes et dans le tableau que nous avons donné § 2, combien avaient été faibles, à tous les points de vue, les résultats du bombardement des Prussiens contre Paris et contre les forts détachés.

Il est surtout étonnant qu'avec une artillerie très-nombreuse, avec de si forts calibres, ils n'aient même pas réussi à nous mettre plus de pièces hors de service, à faire taire le feu des remparts qui n'ont jamais cessé de riposter, avec plus ou moins de vivacité. Dans cette belle défense d'artillerie, une très-large part revient aux marins; leurs pièces à longue portée ont fait beaucoup de mal à l'ennemi; elles lui ont, de son propre aveu, démonté un grand nombre de bouches à feu.

On a pu voir qu'il existe d'assez grandes variations, comme pertes d'hommes, entre les différents forts attaqués.

Ainsi, par exemple, les forts de Nogent et de Montrouge ont reçu chacun à peu près le même nombre de projectiles, 15,000 environ ; les effectifs des défenseurs étaient sensiblement les mêmes dans les deux endroits. Or, à Nogent, il y eut 54 tués et blessés et 180 à Montrouge. Cette différence tient au mode de défense employé dans chaque fort : dans le premier, l'artillerie française tirait par à-coup, quelquefois avec vivacité ; souvent elle se taisait et, alors, on ne laissait aux remparts que le nombre de surveillants strictement nécessaire. A Montrouge, le feu était plus continu et, par conséquent, exigeait un plus grand nombre d'hommes sur la fortification.

Saint-Denis et ses forts, qui ne furent bombardés que pendant six jours, l'ont été avec une violence extrême. La Double-Couronne, le fort de la Briche et une partie de celui de l'Est étaient pris d'enfilade et même de revers. L'ennemi, selon son habitude de se montrer le plus cruel possible, pour terrifier les populations, criblait les maisons de la ville ; il visait la magnifique basilique, l'église paroissiale, le cimetière, ainsi que la maison de la Légion d'honneur, quoique ce dernier établissement eût été transformé en ambulance. 22 habitants de Saint-Denis furent tués (13 hommes, 3 femmes, 6 enfants) et 80 blessés.

Dans Paris même, qui reçut des projectiles au nombre de 10,000 environ, depuis le 5 jusqu'au 27 janvier, il y eut 107 habitants tués et 289 blessés, savoir : 52 hommes, 24 femmes, 31 enfants tués ; 163 hommes, 90 femmes, 36 enfants blessés. C'est une moyenne de 5 tués et de 13 blessés par jour.

Les parties de la ville qui ont été bombardées sont : la rive gauche de la Seine, le Point-du-Jour ; il y eut aussi quelques obus jetés sur la Villette par des batteries voisines du Bourget.

L'hospice Sainte-Anne et le cimetière Montparnasse ont été criblés de projectiles qui y sont arrivés en trop grand nombre pour que ce soit un effet du hasard.

Ces deux points ont été spécialement visés par les batteries de l'ennemi.

L'obus qui a pénétré le plus avant dans Paris est tombé près du pont Notre-Dame; il devait venir d'une batterie de Bagneux, à une distance de 7,600 mètres.

Un grand mérite de la défense est d'avoir bien organisé le service de la réparation des dégâts causés par l'artillerie ennemie aux parapets et aux abris destinés à protéger les hommes et le matériel; c'est surtout pendant la nuit que se faisait ce genre de travail. Les hommes avaient fini par en acquérir une grande habitude; ils montraient d'eux-mêmes beaucoup d'initiative à cet égard.

On avait pratiqué des communications suffisamment sûres pour circuler dans les cours et dans les rues de rempart, et l'on put, à Issy, déménager une grande quantité de projectiles chargés, sous un feu très-violent qui menaçait la casemate où ils avaient été entreposés.

Les voûtes des casemates des forts de Paris ont, en général, bien résisté. On ne peut pas en dire autant de leurs murs de tête qui faisaient partie de l'escarpe même et qui manquaient d'épaisseur. On avait paré à ces défauts en y accolant, à l'intérieur, des massifs de sacs à terre, et ce procédé réussissait complétement à empêcher les obus prussiens de pénétrer dans la casemate.

Au fort d'Issy, qui a été très-violemment canonné (il a reçu environ 60,000 projectiles), on avait conservé les magasins à poudre tels qu'ils sont en temps de paix; on n'avait pas même mis de terre sur les voûtes; les couvertures étaient restées munies de leurs paratonnerres;

ces magasins se trouvaient donc tout naturellement désignés au tir de l'assiégeant. On avait enlevé les poudres et les hommes y logeaient. Leurs voûtes n'ont eu aucune avarie sérieuse, bien qu'elles aient reçu un grand nombre de projectiles exceptionnellement gros ; tout s'est borné à des écorchures extérieures.

Les murs de quelques magasins à poudre ont plus souffert que les voûtes, mais pas d'une manière grave ; généralement les blindages qu'on leur avait accolés suffisaient pour faire éclater les obus avant qu'ils atteignissent les maçonneries.

A Issy, les têtes de plusieurs casemates du front contrebattu furent détruites : il en résulta de larges ouvertures à une certaine hauteur au-dessus du fond du fossé. Mais ces brèches étaient impraticables, parce qu'elles manquaient de terre pour former rampe et qu'on enlevait, pendant la nuit, les débris de maçonnerie écroulée. Jamais on n'eût donné l'assaut à ces sortes de cavernes, dont les voûtes subsistaient à peu près intactes, qui étaient précédées d'une contrescarpe en très-bon état et parfaitement flanquée par les bastions. A mesure que le canon refouillait les masques en sacs à terre, qui bouchaient les trouées sous les voûtes, on épaississait ces masques. Sur les sacs, on plaçait des pièces de bois qui, serrées entre ces sacs et l'intrados, formaient de solides couchis. On coulait du plâtre entre les joints des sacs et l'on obtenait ainsi un massif très-résistant.

Les casernes des forts ont généralement beaucoup souffert ; celles des forts d'Issy, Vanves et Montrouge sont en ruines. C'était prévu : ces logements n'étaient faits que pour la paix.

D'après les renseignements que nous avons pu nous procurer, les Prussiens ont dû tirer pendant tout le siége, tant sur la ville que sur les forts, redoutes, bat-

teries et positions fortifiées aux abords de la place, environ 250,000 projectiles de toute nature et de tout calibre (sans compter ceux qui ont été lancés contre les sorties). Ils ne sont pas parvenus à avancer d'une minute l'heure marquée par la famine pour leur livrer la capitale de la France.

A quoi tient ce peu d'effet produit par l'artillerie prussienne? Selon nous à la nature même du procédé qu'on appelle : *bombardement*. Il est excellent pour aider aux autres opérations d'un siége; mais, seul, il échouera souvent quand la place saura se défendre.

La très-grande portée des nouveaux projectiles, leur pénétration puissante dans les terres et dans les maçonneries ont conduit à exagérer leur emploi et à s'affranchir de toute règle de tir en brèche. On vise, à peu près, sur des massifs de fortifications et d'édifices, et on laisse au hasard le soin de produire les effets qu'on cherche. On réussit contre les maisons; mais, contre les voûtes, le hasard amène souvent tout autre chose que ce qu'on attendait. Quant aux fortifications, il est acquis pour nous qu'il faut observer, pour le tir dirigé contre elles, des règles analogues à celles de l'ancien tir en brèche, et ne pas chercher à produire ces brèches à de si grandes distances. Et cependant, les Prussiens n'ont pas toujours tiré de très-loin; puisque, du côté de Saint-Denis, une batterie, près du *Temps-Perdu*, n'était qu'à 800 mètres du fort de la Briche qu'elle contrebattait.

Il est une autre cause de l'insuccès du bombardement de Paris et de ses forts que notre position de vaincu nous interdirait de mentionner, si elle n'avait été signalée par un officier allemand : c'est le peu d'habileté des artilleurs employés à ce siége. Il vient d'être publié à Leipzig, sous le voile de l'anonyme, une brochure intitulée : *Défauts de l'organisation de l'artillerie prussienne et*

réflexions sur sa réorganisation, par un artilleur. L'auteur critique vivement l'artillerie à pied prussienne. Devant Paris, on fut obligé de dédoubler le personnel de chaque batterie pour en faire les noyaux d'autres batteries beaucoup plus nombreuses. Les bouches à feu employées étaient donc servies, pour la plupart, par des hommes inexpérimentés, et l'auteur ne craint pas d'avancer que celles de ces pièces qui se trouvèrent mises hors d'usage l'ont été, pour plus de moitié, par le fait de l'inhabileté des servants ; le reste a été détruit par les canonniers de la défense.

Ce nombre de bouches à feu mises hors d'état de servir fut si considérable que la réserve était presque épuisée et que les Prussiens étaient à la veille de manquer de pièces de siége.

Nous ne croyons pas que l'Allemagne prussienne soit très-fière du siége de Paris, au point de vue de la science militaire déployée par les chefs de ses armées.

A cet égard, voici, d'après nous, quels ont été les motifs qui ont dirigé nos ennemis dans cette circonstance.

Ils semblent avoir été divisés en deux camps : ceux qui voulaient qu'on employât le bombardement et ceux qui rejetaient ce moyen.

Tous étaient d'accord sur ce point qu'il suffirait de lancer, pendant quelques jours, de gros projectiles sur Paris pour le voir tout en feu, et la population effrayée forcer ses chefs à capituler. Nul ne mettait en doute la puissance et l'efficacité du bombardement en pareil cas. Là où ils se trouvaient partagés d'opinions, c'était sur l'opportunité d'employer cet infaillible mais brutal moyen.

Le roi Guillaume paraît avoir eu de la peine à se décider ; il ne voulait pas qu'on pût dire qu'il avait brûlé,

anéanti Paris. On parla, dans le temps, d'une lettre que lui aurait écrite la reine d'Angleterre, pour le prier d'épargner à la grande ville un pareil traitement.

En opposition à ceux à qui répugnaient les procédés barbares, se montraient, en assez grand nombre, les ennemis de tout ce qui s'appelle Français, tous les lecteurs gallophobes de la *Gazette de la Croix* qui ne cessait d'écrire les plus violents articles contre la moderne Babylone et de réclamer le *delenda Carthago*.

On reprochait aux généraux prussiens de laisser traîner le siége en longueur, au péril de la vie des soldats allemands dans une pareille saison, alors qu'on pouvait en finir rapidement.

Bref, Paris continuant toujours à résister, on se décida au bombardement. On ne le commença qu'après avoir reçu les grosses pièces d'artillerie et un approvisionnement suffisant de munitions.

On canonna les forts de l'Est et du Sud, espérant les faire capituler et même les détruire en quelques jours. N'étaient-ce pas de petits nids à bombes incapables d'opposer un nombre un peu considérable de bouches à feu? N'étaient-ils pas tracés dans le système de Vauban, *qui ne vaut plus rien maintenant?* N'avait-on pas le tir plongeant, pour démolir leurs escarpes après avoir rasé leurs parapets?

Il était nécessaire de s'emparer des forts de l'Est, parce qu'ils sont situés trop loin pour qu'il soit possible, en tirant par-dessus, d'atteindre la ville. Après leur prise, il eût été facile de construire des batteries très-près de Paris et de combiner leur tir avec celui des pièces qui devaient agir contre la place, par-dessus les forts du Sud. On aurait ainsi inondé la ville de projectiles partant d'un périmètre très-étendu.

Les forts de Nogent et de Rosny furent canonnés de

très-loin. La batterie voisine de Noisy-le-Grand, qui tirait sur Rosny, en était à 6,500 mètres et ses projectiles portaient souvent beaucoup plus loin derrière le fort. La batterie du Raincy tirait à 4,500 mètres; un obus lancé par elle se voit encore encastré dans l'escarpe d'une courtine; il a pour dimensions, 0m,33 de longueur et 0m,145 de diamètre. A 4,500 mètres, un pareil projectile pouvait percer un mur de tête de casemate de 1m,05 d'épaisseur.

Après un feu violent, de 7 ou 8 jours sur les forts de l'Est, on s'aperçut qu'ils résisteraient très-longtemps. On se contenta donc d'essayer le bombardement de Paris par le Sud dont on canonna, en même temps, les forts avec vigueur.

Or, les Prussiens commirent alors une grande faute : celle de discréditer le puissant moyen d'action sur lequel ils comptaient. S'ils avaient, dès les débuts, jeté une effroyable quantité d'obus, comme ils l'ont fait dans certaines petites villes, la terreur et le découragement auraient pu se mettre dans la population. Il se serait déclaré de nombreux incendies, tandis qu'il ne s'en alluma pas un seul qui ne fut immédiatement arrêté. Un grand nombre de personnes auraient été tuées ou blessées, tandis qu'il y en eut un chiffre journalier assez faible, comparé à la mortalité habituelle dans Paris. On ignora dans les quartiers épargnés, l'effet des projectiles lancés sur ceux qui en reçurent; c'eût été bien différent si l'émigration de la population atteinte avait été brusque et considérable, au lieu de se faire lentement et incomplétement. En définitif, les habitants des quartiers bombardés furent vite rassurés et tout Paris s'habitua aux obus.

Il reste maintenant à connaître l'explication que les Prussiens donneront de leur bombardement de Paris, qui a complétement manqué son but. Et encore est-il

douteux qu'ils disent toute la vérité à cet égard. Ils doivent être trop contrariés de leur insuccès pour ne pas chercher à publier des explications plus spécieuses que réelles. Nous n'avons eu, pour nous renseigner là-dessus, que des articles de journaux et quelques conversations avec des officiers allemands.

D'après les uns, on n'a jamais eu l'intention de bombarder sérieusement Paris ; on a voulu simplement effrayer les assiégés. Ce motif nous paraît bien futile et ne méritait pas la peine qu'on fît revenir un matériel immense ; c'était s'exposer à discréditer un moyen de prendre les places qu'on prétend être si puissant.

Selon d'autres, on a voulu profiter de l'occasion pour faire des expériences de polygone contre les forts et l'enceinte. Alors on doit être aujourd'hui fixé sur les résultats de ces essais et reconnaître que les bombardements ne réussissent pas dans ces conditions-là.

Une troisième explication, toute mauvaise qu'elle est, sauvegarde un peu mieux l'amour-propre des intéressés. On a prétendu qu'un colonel d'artillerie, voyant les murs de tête des casemates du fort d'Ivry démolis, aurait demandé *la permission* de tirer sur les voûtes de ces casemates, de manière à les détruire, à en amener la chute complète et à créer, ainsi, des brèches praticables auxquelles on aurait pu livrer l'assaut de vive force. Car les assauts donnés à découvert, à 500 et même 1,000 mètres de distance, en sautant des contrescarpes intactes, font encore partie du programme de certains partisans de la méthode des bombardements exclusifs.

On aurait répondu à ce colonel de bien se garder de faire ce qu'il demandait, attendu qu'on était certain de prendre Paris par la famine ; il était *donc inutile d'essayer un autre procédé.*

Tout cela nous paraît une histoire inventée à plaisir par un officier allemand à bout de bonnes raisons.

D'abord, nous doutons qu'un colonel d'artillerie, à qui l'on a donné pour mission de détruire l'escarpe d'un fort, ait besoin de demander l'autorisation de démolir une portion de mur quand il en a renversé une autre à côté.

Et puis ! voilà un officier qui propose un moyen plus rapide de s'emparer d'un fort et on lui répondrait : « Nous avons un moyen qui est sûr; il est vrai qu'il est « plus long que le vôtre, mais c'est égal, nous le pré- « férons ! »

Tout cela n'est pas croyable, l'expérience que le colonel demandait à faire n'empêchait en rien la famine de continuer son œuvre et méritait qu'on la tentât.

On ne nous fera jamais croire que les Prussiens ne tenaient pas à avoir Paris le plus tôt possible et qu'il leur importait peu de s'en rendre maîtres dans un mois ou dans 6 mois.

Plus le temps qui s'écoule dans un siége est long, plus il y a d'avantages pour l'assiégé. Quoique inférieurs à nos ennemis, au point de vue des ressources et des moyens dont nous disposions pour lutter, il pouvait se faire que nous eussions un succès; une puissance étrangère pouvait se déclarer pour nous. En un mot, les Prussiens avaient certainement hâte d'en finir.

Une quatrième explication de l'insuccès du bombardement de Paris est la seule vraie; c'est que les Prussiens se sont trompés, c'est qu'on *ne réussit pas avec ce procédé* devant des places qui *peuvent* et qui *savent* se défendre. Nos puissants calibres les ont forcés à placer la plupart de leurs batteries trop loin pour faire du mal aux fortifications et, pour celles qui ont pu être installées plus

près. (Batterie voisine du *Temps-Perdu* à 800 mètres du fort de la Briche, batterie près du *Moulin-de-Pierre* à 1,100 mètres du fort d'Issy), les parapets et les profils du système de Vauban ont prouvé qu'ils ont encore plus de résistance contre la nouvelle artillerie qu'on ne le supposait.

Il est évident pour nous que les Prussiens seraient entrés dans Paris en moins de trois mois, s'ils avaient suivi les vieilles règles de l'attaque des places; s'ils avaient marché par trois cheminements contre chacun des forts d'Issy, de Vanves et de Montrouge, reliant ces tranchées de distance en distance par des parallèles et des demi-places d'armes; soutenant les travailleurs et les gardes, par l'artillerie placée sur les hauteurs du Sud pour faire taire les canons de la défense, jusqu'au moment où leurs travaux d'approche auraient abordé les glacis.

C'est la marche qui a été suivie pendant le second siége de Paris : après que les 1er et 2e corps eurent enlevé les positions de Neuilly et du parc d'Issy, on intercala entre eux le 4e et le 5e corps. N'ayant rien à craindre pour ses flancs et puissamment protégé par les batteries de Montretout, de Breteuil, de Brimborion et d'Issy, le 4e corps a pu cheminer aisément dans le bois de Boulogne et contre le Point-du-Jour; il y a établi des logements solides et des batteries destinées à faire brèche.

Il a pu, en une dizaine de jours, arriver à poser ses gabionnades près des contrescarpes des bastions 63, 65, 66; ce qui l'a mis à même de se jeter dans l'intérieur du front 65-66, quand l'incident du 21 mai s'est produit. Si nos soldats étaient restés à cinq ou six cents mètres, au lieu de se trouver à quelques mètres du fossé, nous ne serions pas entrés ce jour-là dans Paris.

Les Prussiens en suivant une marche analogue se seraient, il est vrai, rencontrés avec nos troupes qui leur auraient énergiquement disputé le terrain, par des sorties, par des contre-approches, par des chicanes de toutes sortes. La lutte aurait été très-vive; mais nous ne pensons pas qu'elle eût duré 4 mois et demi (1).

---

(1) On objectera peut-être que les Prussiens ne possédaient pas le mont Valérien, qui eût entravé leurs cheminements. Nous répondrons à cela qu'il n'y a qu'à jeter les yeux sur une carte pour se convaincre que le mont Valérien est trop éloigné; il n'aurait pas eu d'action sur les travaux qui se seraient faits contre Issy, Vanves et Montrouge.

§ VI.

Conclusions à tirer des siéges entrepris en 1870-1871.

Les siéges entrepris en France par les Prussiens peuvent donner lieu aux observations suivantes :

L'attaque a procédé par voie de blocus, souvent accompagnés de tentatives de vive force, et par bombardements.

A Strasbourg et à Belfort devant la position des Perches, seulement, les assiégeants ont exécuté des cheminements de quelque importance.

Les actions de vive force et les surprises ont toujours échoué, parce que les places ont des enceintes continues bastionnées qui les mettent en état de repousser les assaillants, même avec des garnisons médiocres.

Les blocus ont été entrepris intelligemment et avec une heureuse application des règles de la fortification passagère qui ne sont pas assez familières à l'armée française. Nos ennemis ont eu, en outre, le talent de faire croire que les lignes d'investissement de leurs blocus se trouvaient beaucoup plus fortement installées qu'elles ne l'étaient en réalité.

Dans leurs bombardements, ils ont, en général, tiré de préférence contre les maisons et les édifices. Les hôpitaux ont plus spécialement été visés par leur artillerie.

Il est évident que nos ennemis voulaient porter l'effroi parmi les habitants et dans les garnisons qu'ils suppo-

saient composées d'hommes peu aguerris et faciles à intimider.

Ils ont cherché à amener ce qu'on a appelé le *moment psychologique* où les facultés intellectuelles, morales et même physiques se trouvent comme paralysées. Ils y ont réussi pour plusieurs places, non pas à cause des victimes que leur tir a faites, elles ont été d'ordinaire peu nombreuses, mais parce que la partie la plus impressionnable de la population, les femmes, les enfants, les vieillards, était restée, contrairement aux prescriptions réglementaires, et parce que la ruine si rapide des maisons et des édifices désespérait les habitants.

Dans d'autres places (Bitche, Phalsbourg, Belfort, Paris), le bombardement n'a pas réussi, et pour quelques-unes (Strasbourg, Toul), les assiégeants auraient atteint leur but, dans un temps qui n'eût pas été plus considérable, en concentrant leur feu contre les défenses seulement.

L'ennemi eût certainement pris Bitche et se serait plus tôt rendu maître de Paris, s'il avait marché par tranchées contre ces places, pendant qu'il les battait vigoureusement de son artillerie.

Il a rarement cherché à faire brèche, et, quand il l'a essayé, il ne paraît pas avoir employé de méthode bien précise; aussi n'a-t-il obtenu que des résultats insignifiants.

Ce qui s'est passé pour les forts détachés de Paris et de Belfort prouve l'impuissance de l'*attaque éloignée* contre ces sortes de forteresses. Les assiégeants ne se sont débarrassés du fort des Perches qu'en s'en emparant par cheminements.

L'action des projectiles, même les plus gros, n'a pas été ce qu'on aurait pu supposer, contre les voûtes, les magasins à poudre, les abris, bien que ces construc-

tions se trouvassent rarement être tout à fait à l'épreuve.

L'effet des obus arrivant sous des inclinaisons voisines de l'horizontale contre des murs verticaux a été assez considérable pour qu'il soit maintenant bien prouvé qu'on doit montrer le moins possible de maçonnerie à l'artillerie ennemie.

L'abandon des projectiles sphériques nous semble être trop absolu. Les Prussiens se sont trouvés dans des positions où l'ancien tir à ricochet leur eût été très-utile : contre les forts de Saint-Denis, par exemple, dont ils n'étaient pas très-éloignés et dont ils pouvaient enfiler les terre-pleins.

En ce qui concerne la défense, nous avons suffisamment indiqué les motifs pour lesquels la plupart de nos forteresses ont si vite capitulé, nous n'y reviendrons donc pas ici.

Au point de vue technique, nous rappellerons qu'il est maintenant définitivement acquis qu'une place entourée de forts détachés, comme le sont Paris et Belfort, est excessivement difficile à prendre; à la condition toutefois que ces forts soient disposés de manière à ne pas pouvoir être investis séparément et à communiquer en toute sécurité avec la place principale.

La question des abris à l'épreuve, nombreux et répartis convenablement à l'intérieur de la fortification, est également résolue : il en faut beaucoup.

Quant à celle des casemates pour l'artillerie, des caves à canon comme les appellent certains auteurs, leur cause ne nous paraît pas encore définitivement jugée.

Il n'y en avait pas à Paris et l'artillerie a cependant très-peu souffert du tir de l'ennemi.

A Belfort, où le nombre des pièces démontées a été plus considérable, le colonel Denfert paraît se louer des blindages obtenus au moyen de rails, de terre, de fumier

et de pièces de bois. Les Prussiens ont eux-mêmes employé ces sortes d'abris pour quelques-unes de leurs batteries de siége.

Nous ne sommes pas encore convaincu de l'efficacité de la casemate à canon. Quand l'ennemi tire de loin, sans beaucoup de précision, les abris sont bons parce que les projectiles tombent rarement en grand nombre sur le même point. Mais quand il peut amener ses pièces assez près pour tirer avec une grande justesse, quand il peut faire à volonté des coups d'embrasures, par exemple, alors la casemate nous paraît être dangereuse; car nous ne trouvons rien de terrible comme l'éclatement d'un projectile au milieu d'hommes réunis sous un abri.

Au siége de Gaëte, en 1860, un obus, dont les fragments entrèrent dans une casemate de l'attaque, tua ou blessa le chef de pièce et 7 servants.

Au siége de Paris par les Prussiens, les éclats de quelques obus, qui pénétrèrent dans des abris habités, furent très-meurtriers (une casemate du fort de Rosny, une chambre du fort de Nogent, un abri improvisé dans la redoute de la Boissière).

Les artilleurs sont aujourd'hui d'accord pour reconnaître les inconvénients qu'offrent les simples embrasures à ciel ouvert, découpées dans les parapets ordinaires. Elles forment d'excellentes cibles pour l'artillerie de l'assiégeant, ainsi qu'on en a eu la preuve au siége de Strasbourg.

Jusqu'à démonstration du contraire, nous préférons au tir sous casemate le tir à barbette, à l'aide d'affûts permettant à la pièce de s'abaisser après avoir fait feu; on prétend que les Prussiens se sont livrés à cet égard à des expériences qui ont donné des résultats satisfaisants.

Nous préférons également l'usage des *pièces masquées*, à tir plongeant, dont la garnison de Belfort a eu tant à se louer.

Du reste, notre matériel de place est à refaire, surtout les affûts, et à compléter par l'addition des gros calibres de la marine. Chez nous, la défense n'a pas de calibres supérieurs à ceux de l'attaque ; c'est inconcevable !

Il est un côté de la question des bombardements dont nous n'avons presque pas parlé jusqu'à présent; nous allons en dire quelques mots. Il s'agit de l'inhumanité inhérente à ce mode d'attaque, quand il est exclusivement dirigé contre les habitations et les édifices d'une ville.

Notre avis personnel est que le bombardement des maisons doit être permis comme *auxiliaire* des procédés ordinaires d'un siége.

Comme moyen *exclusif*, il nous paraît impuissant, quand la place est résolue à se défendre et qu'elle sait le faire.

Dans ce cas, le bombardement contre les habitants constitue un acte d'inhumanité, d'autant plus blâmable qu'il est gratuit et inutile.

Aussi, n'hésitons-nous pas à proclamer hautement qu'en entrant dans cette voie, bien que le succès l'ait quelquefois justifié parce que les villes n'ont pas su se défendre, les Prussiens se sont montrés des barbares et ont reculé de plus d'un siècle devant l'histoire. Ils ont oublié que leurs pères avaient vivement reproché aux Russes d'avoir bombardé et détruit en partie la ville de Custrin, en 1758. A cette époque, l'exaspération contre cette manière d'agir fut telle, que les Prussiens ne firent aucun quartier aux Russes, lorsqu'ils gagnèrent sur eux la bataille de Zorndorf. Pourquoi donc nos ennemis se sont-ils montrés, en 1870, aussi cruels que les Russes de 1758? Peltre incendié par les Prussiens, Strasbourg

que les Badois auraient pu prendre plus rapidement et sans plus de pertes pour eux, Bazeilles et Châteaudun, qui seront une honte éternelle pour les Bavarois, nous reportent aux procédés des Russes contre les villes prussiennes pendant la guerre de sept ans.

La théorie d'une certaine catégorie d'écrivains militaires modernes, à cet égard, est des plus étonnantes!

Ils disent : « Le gouverneur qui laisserait écraser les « habitants sous une pluie de fer et de feu serait un « barbare! » et ils ajoutent l'éternelle phrase : « Cette « barbarie n'est plus de notre époque. » Par suite, selon eux, le gouverneur se rendra de bonne heure; l'assiégeant aura donc eu raison d'employer un moyen qui, devenant très-expéditif, aura, par le fait, été peu inhumain.

Nous pensons que tout le monde saisira, de prime abord, le sophisme de ce raisonnement qui revient à dire : « Les bombardements sont si terribles qu'ils ces- « seront de l'être, parce que de rapides capitulations « les arrêteront. »

Il nous paraît singulier, pour ne pas dire plus, que ce soit celui qui se laisse bombarder, et non pas celui qui bombarde qu'on accuse de barbarie! Ainsi, Chamilly à Grave, le gouverneur de Prague en 1757, Rey à Saint-Sébastien, le colonel Denfert à Belfort, les défenseurs de Paris étaient des barbares de ne pas se rendre sous les avalanches de projectiles qu'on leur envoyait!! Et ceux qui les lançaient qu'étaient-ils donc alors?

Bien plus, en voyant le petit nombre de victimes faites parmi les habitants des villes assiégées, il a fallu pour pouvoir taxer d'inhumanité les commandants de place, qu'on leur reprochât de laisser écraser, brûler, anéantir les *immeubles* et les *meubles* qui représentent tant de *capitaux* que ces ruines faisaient disparaître!!

Illustre Fabert, à qui nous en appelons encore une fois! que dois-tu penser de cette manière, inconnue de ton temps, d'envisager les devoirs d'un gouverneur, d'après laquelle il peut être admis à dire :

« Je vais être bombardé; or il est convenu que les « bombardements font rendre les places, donc je me « rends? »

Dans une autre école, qui compte un grand nombre d'adeptes, on tient le langage suivant :

« Oui, c'est vrai! les barbares ce sont les Prussiens « qui, loin de chercher à diminuer les horreurs inévi- « tables de la guerre, les ont aggravées. Ils ont reculé « d'un siècle en ne tirant qu'aux maisons et en prome- « nant leurs torches incendiaires dans nos villages et « nos villes ouvertes. Mais que faire à cela? Il faut « prendre les gens comme ils sont faits! A tout ce qu'on « leur dit à ce sujet, les Prussiens répondent : « *Nous « nous battons sérieusement ; les procédés chevaleresques sont « incompatibles avec les rigueurs forcées de la guerre, nous « les rejetons. Nous voulons terrifier notre ennemi pour le « dompter plus facilement et plus vite.*

« Ils mettent en pratique les conseils donnés par le « Grand Frédéric à son neveu sur l'art de gouverner et « en particulier celui-ci : *Pour la guerre, c'est le métier « où le plus petit scrupule gâterait tout. Quel est l'honnête « homme qui voudrait la faire, si l'on n'avait pas le droit « de faire des règles qui permettent le pillage, le feu et le « carnage?*

« Avec ces gens-là, continue l'école dont nous par- « lons, il n'est plus possible de défendre les places qu'on « peut bombarder, parce que toutes les cruautés résul- « tant de ce mode d'action sont à craindre. »

Nous sommes complétement de l'avis des officiers qui

parlent ainsi, sauf que nous n'admettons pas leur conclusion.

Il est vrai que les soldats de l'Allemagne prussienne se sont souvent conduits en barbares contre nos populations; ils les ont cruellement punies d'événements qu'elles ne pouvaient empêcher, qu'elles ignoraient même ; exemples : l'incendie de Fontenoy, à la suite de la rupture du pont du chemin de fer détruit par des francs-tireurs étrangers au pays; la lourde contribution imposée à Châtillon-sur-Seine, où l'on s'en prit aux habitants de ce que les Allemands s'étaient mal gardés et avaient été surpris par les Garibaldiens; la menace faite par le commandant d'étapes de Chaumont de mettre deux notables de cette ville sur les trains de chemin de fer et de les fusiller si la garnison de Langres continuait ses courses contre les convois (fusiller des habitants de Chaumont parce que ceux de Langres luttent pour ne pas être investis ! n'est-ce pas odieux ?).

Il est vrai qu'ils ont outrepassé les limites des droits de la guerre telles qu'on paraît les admettre dans toutes les nations civilisées, exemple : l'ordre donné, en entrant en France, de fusiller les francs-tireurs qui seraient pris, ordre qui fut exécuté même contre des gardes nationaux sédentaires; comme si une nation envahie n'avait pas le droit d'armer tous ses enfants pour se défendre, ainsi que le proclamait le général prussien Scharnhorst. Ils ont feint, dans cette circonstance, d'ignorer que les corps de partisans sont admis, recommandés dans tous les ouvrages classiques sur l'art de la guerre. Ils ont feint d'oublier que leur héroïque reine Louise avait, elle-même, contribué à la formation de corps de francs-tireurs quand les Français envahirent la Prusse. Ils ne se sont pas rappelés que le Tyrol, l'Espagne, avaient organisé des corps analogues,

aux applaudissements de tous les adversaires de la France.

Il est vrai que plusieurs généraux allemands ont eu l'intention de tuer les femmes, les enfants, les malades des hôpitaux (Soissons, Péronne, Saint-Denis, Paris, etc., etc.), afin de hâter la reddition des villes qu'ils assiégeaient.

Il est encore vrai qu'à tous les reproches qu'on leur fait à cet égard, nos ennemis répondent invariablement : *Que voulez-vous? c'est la guerre!*

Il est vrai, en un mot, qu'ils se sont prêtés, avec empressement, à semer les mille ans de haine que certain parti politique à Berlin ne serait pas fâché de voir exister en France contre l'Allemagne. Cette haine est, en effet, utile pour permettre de faire miroiter, de temps en temps, aux yeux des Allemands du Sud, qui se refuseraient un peu trop vivement à l'absorption prussienne, les dangers que le *Vaterland* court de la part des Français et pour leur faire sentir la nécessité de se jeter, plus que jamais, entre les bras de la seule puissance qui soit en état de protéger ce *Vaterland.*

Mais ce qui n'est plus vrai, c'est de prétendre que ces procédés brutaux doivent être couronnés de succès et qu'une place doit se rendre parce qu'elle est bombardée, alors que ses fortifications sont intactes et qu'il existe un moyen employé de tout temps pour soustraire les habitants aux terribles conséquences des siéges : celui de faire sortir d'avance les femmes, les enfants, les vieillards, ainsi que les hommes capables de susciter des troubles dans la ville.

Débarrassé de toute préoccupation à cet égard, le gouverneur résistera selon que les moyens qu'il possède le lui permettront. Du moment qu'il aura fait le sacrifice des maisons, si mauvaise que soit sa place, pourvu qu'elle

soit bastionnée, il pourra toujours espérer une bonne défense rapprochée.

L'abandon volontaire de la lutte éloignée, quand elle est reconnue impossible, exige toutefois de la part du commandant certaines précautions vis-à-vis de la garnison et des habitants.

Les Français sont malheureusement enclins à vouloir de grandes démonstrations. Le silence de l'artillerie des remparts, en présence de l'épouvantable fracas produit par l'attaque et de la ruine des maisons et des édifices, ne sera pas compris par les uns et sera mal interprété par les autres. Les passions politiques s'en mêlant, les misérables soudoyés par l'ennemi agissant dans l'ombre, on prononcera bien vite contre le gouverneur le mot de *trahison*, ce mot stupide qui résonne si souvent chez nous dans les temps de troubles. Les guerriers d'estaminet ne tarderont pas à pérorer, à réclamer des actions de vigueur, quitte à crier bien haut qu'on veut se débarrasser d'eux, si on les invite à y prendre part.

C'est une affaire de tact et d'énergie de la part du commandant de place.

Il fera bien de réunir tous ses officiers et tous les magistrats de la cité, de leur expliquer sommairement pourquoi il entend conduire la défense dans le sens que nous avons indiqué.

Il demandera à tous confiance et appui et déclarera qu'il est décidé à ne pas capituler, ainsi qu'à briser toute résistance qui viendrait de l'intérieur.

Il devra se montrer sur les remparts et dans les quartiers qui souffrent le plus, prouver qu'il compatit aux malheurs de la ville et venir, le plus possible, en aide aux infortunes que le siége fait naître.

Cela étant admis, il faut qu'il assure une discipline sévère parmi ses troupes et parmi les habitants, qu'il

soit impitoyable pour les premiers actes d'insubordination, pour les premières tentatives, si faibles qu'elles soient, contre son autorité, comme le fit le commandant de Phalsbourg.

Les Français, les Parisiens surtout, passent pour être ingouvernables; ce qui n'a pas empêché ces derniers de subir, pendant deux mois, le joug si dur de la Commune. Alors, personne n'osait bouger et l'on obéissait, sans mot dire, aux ordres les plus arbitraires et les plus tyranniques.

Qu'on déploie un peu de cette énergie dans le but patriotique de conserver des forteresses à la France et les longues défenses de places deviendront plus fréquentes.

Nous comprenons que les adversaires des forteresses, que ceux qui ne veulent pas de fortifications, invoquent, à l'appui de leur opinion, les bombardements et les cruautés qu'ils entraînent pour prouver qu'il vaut mieux abandonner à l'ennemi des villes ouvertes, riches, pleines de ressources, occupant des points stratégiques importants, que de résister dans ces mêmes villes qu'on aurait fermées.

Mais, nous ne comprenons pas qu'il se trouve des partisans des places fortes dont l'avis soit de les rendre, quand elles seront exposées à être bombardées, sous prétexte qu'il est trop inhumain de laisser tuer les habitants et détruire leurs maisons.

A ce compte, les siéges des villes seraient faciles à faire, surtout lorsqu'elles ne sont pas entourées d'une ceinture de forts détachés.

Il suffirait de jeter quelques obus pour s'emparer de places fortifiées à grands frais. Il suffirait même de menacer d'en jeter, en faisant savoir aux habitants qu'on dispose de projectiles effrayants.

Peut-être serait-on obligé d'établir au loin quelques batteries très-apparentes armées de canons en bois ? Devant de pareils moyens de destruction, une ville ne manquerait pas de se rendre, sans en attendre l'effet.

Et qu'on ne nous accuse pas de mauvaise plaisanterie en parlant de batteries simulées. Les Prussiens en ont employé dans leurs blocus pour faire croire à un investissement plus complet qu'il ne l'était réellement. A Metz, pendant le combat du 7 octobre livré en avant de Ladonchamps, nos soldats rencontrèrent une batterie ennemie ayant des charrues en guise d'affûts et des tuyaux de poêle pour canons.

Nous ne saurions trop le répéter, les points stratégiques qu'il est important d'occuper et de ne pas laisser tomber aux mains de l'ennemi sont presque toujours des centres de population, parce que ce sont des passages forcés, des croisements de communications, etc., aussi utiles pour le commerce et l'industrie que pour la guerre.

On ne pourra donc pas éviter l'obligation d'avoir des villes fortes habitées par une population civile.

C'est à l'ingénieur militaire à organiser des fortifications en conséquence ; c'est au législateur à édicter des règlements prévoyant le cas où cette population sera assiégée.

Nous traversons, au point de vue de la poliorcétique, une crise analogue à celle qui s'est produite à la fin du XVe siècle. A ce moment, les frères Bureau venaient de doter l'armée française d'une artillerie infiniment supérieure à celle qui existait précédemment.

La mobilité de nos canons nous permit d'entreprendre ces rapides campagnes d'Italie qui ont fait l'étonnement et l'admiration des contemporains.

Les places assiégées qui, auparavant, résistaient des

mois entiers, tombaient en nos mains, en quelques jours, en quelques heures même !

C'est à cette époque, c'est pour parer aux terribles conséquences du nouveau tir que les ingénieurs militaires commencèrent à renoncer à ces hautes murailles faciles à détruire dès les débuts du siége. Ce fut alors qu'on inventa le tracé bastionné pour permettre de faire payer cher de près, à l'ennemi, les succès qu'il pouvait avoir obtenus de loin.

Aussi, au XVI[e] siècle, la défense se remit bien vite à la hauteur de l'attaque.

L'exemple est tout tracé pour nous, aujourd'hui, et nous serons certains d'obtenir de bonnes résistances en contruisant des forteresses satisfaisant aux conditions suivantes :

1° Une enceinte continue, basse, bastionnée avec escarpes revêtues et enterrées, surmontées d'un parapet en terre épais et assez reculé pour que la chute de la moitié supérieure du mur ne l'entraîne pas dans le fossé; des masses couvrantes aux endroits convenables pour protéger les escarpes contre le tir plongeant; des contrescarpes revêtues et aussi hautes que possible. Cette fortification ne servira que très-exceptionnellement pour la lutte éloignée ;

2° En arrière de cette enceinte de sûreté, qu'on ne pourra franchir qu'en venant tout près d'elle pour la détruire, un système de hauts cavaliers en terre, indépendants, comme tracé, de la première enceinte et destinés à recevoir les plus gros calibres de l'artillerie ;

3° Des abris voûtés sous les cavaliers et, quand cela sera possible, derrière les murs de la première enceinte ;

4° Dans les places importantes, des forts détachés, à 2,000 mètres au moins et à 6,000 au plus de la ville ;

organisés pour être armés de pièces à longue portée et pour se défendre de près; pouvant communiquer facilement avec la place centrale.

Voilà pour le rôle de l'ingénieur.

5° Pour celui du législateur : des lois prescrivant formellement le renvoi des bouches inutiles et des gens dangereux et aussi la stricte observation des règlements sur les zones des servitudes militaires ;

6° Des lois accordant des allocations journalières aux personnes expulsées pour les besoins de la défense, des indemnités aux blessés, aux familles des habitants tués, aux propriétaires et aux locataires qui auraient éprouvé des pertes matérielles dans un siége.

Ces six préceptes, que nous regardons comme fondamentaux en fortification et en poliorcétique, sont tirés de Vauban qui restera toujours le guide des ingénieurs militaires, *quels que soient les temps et les lieux*. Seulement, telle prescription qui avait plus d'importance à son époque doit le céder à telle autre qui acquiert plus de valeur aujourd'hui, à cause des progrès de l'artillerie et de la rapidité des mouvements de troupes pouvant voyager en chemin de fer.

Au nombre des préceptes qui doivent être pris aujourd'hui en plus grande considération qu'autrefois, se trouvent ceux qui sont relatifs aux forts détachés, aux cavaliers armés de puissante artillerie et aux abris.

Avec les forts détachés et rejetés suffisamment loin, on écartera de la ville les batteries ennemies et l'on se donnera la possibilité de créer un camp de refuge pour les troupes qui tiennent la campagne, refuge dont il ne faudra pas abuser.

Avec les cavaliers munis de pièces à très-longue portée, on tiendra encore l'ennemi loin de la ville, soit qu'il ait pris les forts, soit que la place n'ait pas assez d'im-

portance pour être accompagnée d'une ceinture de forts.

Avec une enceinte bastionnée, ayant une haute contrescarpe, une escarpe cachée aux coups éloignés, des parapets subsistant encore après la chute de la muraille, on évitera les surprises et les tentatives de vive force que n'empêcheraient pas toujours les forts détachés; on forcera l'ennemi à venir sur le bord du fossé et à détruire les obstacles qui s'opposent à son entrée dans la ville.

Avec des abris, on évitera des pertes trop considérables à la garnison et, s'il y en a assez, à ceux des habitants qui seront restés dans la place.

Avec les prescriptions relatives à l'expulsion des bouches inutiles, mitigées par la réglementation formelle d'une allocation journalière à donner, on atténuera les douloureuses conséquences du bombardement contre les personnes. Quant aux résultats de ces mêmes bombardements contre les maisons et les édifices, on s'en préoccupera moins, pourvu que le législateur assure aux intéressés de justes et convenables indemnités.

Mais si nous étions obligés de renoncer à quelques-uns des principes que nous venons d'indiquer et de choisir ceux que nous devrions conserver, à tout prix, pour préparer une bonne défense, nous la croirions encore possible en ne gardant que l'*enceinte bastionnée, les abris et les prescriptions du législateur.*

Alors, au moment d'un siége, si nous ne pouvions pas lutter de loin, nous n'hésiterions pas à laisser détruire les maisons et à sacrifier *la ville* pour conserver *la place,* au moyen de la lutte rapprochée.

Ainsi comprise, la défense ne craindra plus les bombardements et s'il plaît à l'ennemi de rester au loin avec ses canons pour démolir des maisons sans détruire l'en-

ceinte, il ne réussira pas à pénétrer dans la place; parce que ce n'est pas en se tenant à 2,000 mètres d'une ville, qui se trouve dans les conditions que nous venons d'indiquer, qu'on finit par y entrer; à moins que la faim ne la fasse capituler, mais nous ne parlons ici que des procédés militaires.

Depuis que cette brochure est terminée, il nous arrive de lire, chaque jour, des écrits signés par des officiers, des articles de journaux dus à la plume de publicistes de mérite où l'on ne parle qu'avec un certain mépris des enceintes continues. Les auteurs ne se rappellent plus que l'enceinte de Paris a forcé l'ennemi, qui sans elle aurait pu se jeter dans la ville, à rester quatre mois et demi au-dehors.

L'enceinte de Metz est en particulier très-incriminée. A quoi sert-elle, s'écrie-t-on ? Une fois que les forts seront pris, elle ne tiendra pas un jour !

Tel n'est pas notre avis : l'enceinte de Metz sert, en premier lieu, contre une surprise toujours possible malgré la présence des forts détachés. Cette enceinte a besoin, il est vrai, d'être améliorée, il lui faut le second parapet dont nous avons parlé, sous forme de cavaliers ou autrement ; il lui faut un grand nombre d'abris qui lui manquent.

Il faut enfin renvoyer 30,000 personnes au moment d'un siége, ainsi que le fit le duc de Guise en 1552.

Cela posé, si le mont Saint-Quentin est pris, nous défions l'ennemi d'entrer rapidement dans le fort Moselle qui possède des fossés pleins d'eau et de franchir facilement la rivière qui sépare ce fort des fronts Saint-Vincent.

Si le gouverneur entend bien cette phase de la défense, ces opérations exigeront un temps considérable.

Or le temps que gagne l'assiégé est tout à son avantage. L'ennemi bombardera, brûlera, détruira la *ville*, c'est parfaitement vrai ; mais cela ne lui donnera pas la *place*.

Et si la ruine des maisons et des édifices de Metz avait pu conserver la Lorraine à la France, nous croyons qu'il y aurait eu lieu de s'applaudir du résultat obtenu par ce sacrifice, si pénible qu'il eût été.

Et même, ce sacrifice ! nous allons démontrer qu'il existait un moyen d'en diminuer considérablement l'étendue.

Après avoir fait appel aux sentiments patriotiques de ceux qui préfèrent la ruine de leurs maisons à celle de leur pays, nous allons rassurer ceux qui tremblent pour *leurs immeubles, leurs meubles* et *leurs capitaux*, au point de presser sur le commandant d'une place, dans le but d'obtenir de lui une capitulation prématurée; nous allons montrer ce qu'auraient coûté l'expulsion de *toutes les bouches inutiles* et la ruine complète de *toutes les maisons* des villes qui ont été récemment assiégées et nous verrons que la France pouvait faire ce sacrifice pécuniaire.

Nous avons étudié 21 siéges entrepris par les Allemands. Laissons de côté les citadelles de Laon et d'Amiens qui n'ont pas d'habitants civils, et Paris dont les maisons ont très-peu souffert.

Les chiffres des populations des 18 villes qui restent, forment un total de 200,000 habitants environ. Ils sont logés dans moins de 20,000 maisons : il est, en effet, bien peu d'habitations, dont chacune ne renferme au moins *dix* occupants.

Supposons 20,000 maisons.

Il suffisait que le gouvernement français adoptât et mît à exécution des mesures analogues à celles qui suivent :

1° Quand une ville sera menacée d'un siége, le commandant de la place fera sortir les femmes, les enfants, les hommes âgés de moins de 18 ans et de plus de 60 ans.

2° Toute personne ainsi renvoyée recevra un titre nominatif donnant droit *à trois francs par jour*, payables par quinzaines, dans toutes les caisses des receveurs et percepteurs de la France, sur présentation d'un certificat de vie. La somme due pour les premiers 15 jours sera payée d'avance, quand le porteur quittera la ville. Il aura droit au quart de place sur le chemin de fer qui le transportera au lieu désigné par lui, au moment de son départ.

Le droit à l'indemnité cessera le quinzième jour à partir de celui où l'autorité militaire aura déclaré qu'il est permis de rentrer dans la place (1).

3° Ceux des hommes valides restés dans la ville qui voudront concourir à sa défense seront organisés en compagnies auxiliaires d'infanterie, d'artillerie, du génie, du service administratif et de pompiers. Ils recevront une paie journalière et les rations du soldat.

Ce qui précède étant compris et admis, voici quelles en auraient été les conséquences pendant la récente guerre.

Dans l'hypothèse où les 200,000 habitants de nos 18

---

(1) Il conviendrait de préparer, pendant la paix, des registres à souches contenant les titres dont nous parlons et de les déposer dans les mairies et les commissariats de police. Chaque émigrant viendrait en chercher un sur lequel on apposerait deux signatures : celle d'un conseiller municipal désigné pour chaque quartier et celle d'un officier désigné par le commandant de la place, également dans chaque quartier. En sortant de la ville, le porteur du titre recevrait, au bureau de l'octroi, l'indemnité des quinze premiers jours, et il lui serait interdit de rentrer dans la place, jusqu'au jour où cette défense serait levée.

villes auraient *tous* émigré et où il eût fallu donner à chacun d'eux 3 francs par jour, pendant 200 jours, c'est une somme de *cent vingt millions* qu'on aurait eu à payer.

Ce chiffre est plus que suffisant, parce que les hommes valides n'ont pas droit à l'indemnité.

Supposons encore que les 20,000 maisons se soient trouvées complétement détruites par les bombardements de l'ennemi : c'est estimer largement leur valeur que de l'évaluer à trente mille francs par maison. Sauf Strasbourg et Metz, qui renferment des immeubles fort chers, il est bien peu de petites villes où chaque groupe de 10 habitants exige, pour être logé, un capital de *trente mille* francs. Notre estimation est donc forte.

Supposons, enfin, que chaque maison bombardée contienne pour *dix mille* francs de mobilier détruit. Ce sera *quarante mille francs* que l'État aura à rembourser par maison.

Les 20,000 maisons exigeront donc une somme de *huit cent millions* qui, joints aux *cent vingt millions* d'indemnités journalières dont nous avons parlé plus haut, forment un total de *neuf cent vingt millions* : mettons *un milliard.*

Voilà donc, *pour un milliard*, nos 18 villes assurées de résister pendant 200 jours, c'est-à-dire pendant plus de six mois; du moins, en ce qui concerne la question relative aux femmes, aux enfants et aux capitaux, question qui a, dit-on, entravé la plupart des défenses.

Qui aurait hésité à passer ce marché pour mettre nos places de l'Alsace, de la Lorraine et des Ardennes à même de retenir les Allemands et d'intercepter les voies ferrées pendant ce laps de temps?

Les armées des généraux d'Aurelle, Chanzy, Faidherbe, Bourbaki auraient eu beaucoup moins d'ennemis

devant elles et si Dieu avait décidé que notre France devait succomber, elle eût certainement obtenu la paix à de meilleures conditions ; elle aurait eu moins de cinq milliards à payer aux Prussiens; elle aurait donc retrouvé celui qu'elle eût donné en indemnités aux habitants des villes attaquées.

Quelle est la famille pauvre qui aurait hésité à quitter une ville menacée d'un siége, dans les conditions où nous la plaçons? Une mère de famille avec quatre enfants aurait reçu *quinze francs par jour!* Si son mari, valide, l'avait accompagnée, il n'aurait, il est vrai, pas eu droit à cette indemnité, mais il aurait pu travailler là où il eût conduit les siens. Si ce mari avait préféré rester seul dans la place, il y eût été nourri et payé comme militaire auxiliaire.

Les propriétaires auraient vu d'un œil *plus patriotique* le ruine de leurs maisons, parce qu'ils auraient été certains d'être payés.

Combien les commandants des 18 places se seraient trouvés plus libres de se défendre énergiquement, si les choses s'étaient passées comme nous venons de l'indiquer? Et, selon toute probabilité, la longue résistance des premières villes assiégées aurait empêché la plupart des autres de voir l'ennemi sous leurs murs.

Dans nos hypothèses relatives à la défense des villes de guerre, il va sans dire que nous supposons ces places possédant des garnisons convenables comme effectif et comme qualité de troupes, munies du matériel d'artillerie et des munitions nécessaires, approvisionnées de vivres pour longtemps, commandées par des officiers sachant leur métier et voulant le faire.

Note sur le tableau du § 2.

Nous avons mis tous nos soins à nous procurer des chiffres aussi exacts que possible pour les colonnes de ce tableau; mais nous n'avons pas toujours pu y arriver.

La première colonne indique le nombre de jours qu'a duré chaque bombardement. Il y a beaucoup d'inégalités parmi ces divers nombres, en ce sens que, pour certaines villes, le bombardement de chaque jour a été de 24 heures, tandis que, pour d'autres, il n'a eu lieu que pendant quelques heures de la journée.

Pour être complétement fixé à cet égard, il faut lire les détails que nous avons donnés sur chaque siége, où nous avons complété les indications autant que nous avons pu.

Il a été encore plus difficile d'avoir des chiffres complétement exacts pour la 2e colonne, dans laquelle nous mentionnons le nombre des projectiles lancés par l'artillerie assiégeante.

Rarement les défenseurs ont pu tenir un compte exact. Nous avons tenu à présenter des évaluations plutôt faibles que trop fortes.

Les relations allemandes ne sont pas toujours elles-mêmes d'accord sur ce point. Les publications officielles qu'on prépare en ce moment à Berlin pourront seules nous renseigner d'une manière exacte.

La 3e colonne : « la population de chaque ville pendant le siége » ne contient également que des chiffres approximatifs; nous avons pris pour point de départ les données de l'*Annuaire du bureau des longitudes* dont nous avons diminué les chiffres d'après les indications que nous avons pu obtenir.

Les 5e et 6e colonnes (tués et blessés dans la population civile) renferment des nombres plus exacts que ceux des autres colonnes.

Nous les avons tirés des registres des mairies, de rapports des médecins, etc.

Ces chiffres sont en général faibles, à tel point qu'ils seront peut-être contestés ; mais, comme il est assez facile de les contrôler, en puisant aux mêmes sources que nous, nous ne redoutons aucune investigation à cet égard.

En Allemagne, on s'imagine, ne serait-ce que par amour-propre, que nos pertes en hommes ont été très-considérables, et nous avons entendu, à ce propos, certains mensonges se débiter avec un aplomb surprenant. Nous en citerons un, parce qu'il est vraiment remarquable.

Lorsque les Prussiens et les Bavarois évacuèrent les forts de l'Est de Paris, en septembre 1871, nous en prîmes possession au point de vue du service du génie.

Une quinzaine de jours auparavant, nous avions dû entrer en relation avec quelques-uns des officiers allemands qui les occupaient. Un garde du génie servait d'intermédiaire entre ces officiers et nous.

Au fort de Rosny, se trouvait une butte de terre assez considérable placée dans la cour intérieure, près des casemates situées à l'est. On remarquait sur cette butte une petite croix de bois. Un officier prussien déclara au garde du génie que cette croix avait été mise par les soldats allemands pour rappeler que, là, étaient enterrés *quatre-vingts soldats* français.

Or, nous savons, de la façon la plus positive et la plus certaine, qu'il n'y eut que 5 hommes tués sur le coup au fort de Rosny, pendant toute la durée du bombardement et que, plus tard, il mourut 2 ou 3 blessés.

Quand nous allâmes visiter le fort, 2 ou 3 jours après l'évacuation, un capitaine du génie français qui l'avait habité pendant toute la durée du siége nous accompagnait.

Il nous affirma que la butte de terre en question n'existait pas pendant le siége. Il fut facile à ce capitaine de reconnaître les points où les Allemands avaient pris les terres dans le but de dégager certaines parties de l'intérieur du fort. Ils avaient réuni ces terres en tas, là où nous les trouvions au moment de notre prise de possession de Rosny. Cette butte était donc leur ouvrage et non le nôtre.

« Vous serez convaincu sans peine, ajoutait le capi-
« taine, que nous n'aurions pas été enterrer nos morts
« dans l'intérieur du fort, lorsque nous avions en notre
« possession tout le vaste espace de terrain qui s'étend
« entre ce fort et Paris. »

En ce moment, nous faisons déblayer la butte et nous certifions qu'il ne s'y trouve aucun cadavre.

TABLE DES MATIÈRES.

Imprimerie de J. Dumaine, rue Christine, 2.

DU MÊME AUTEUR

Recherches sur le blocus d'Alesia. 1858, in-8° avec pl. 2 fr.

Mémoire sur les anciennes constructions militaires connues sous le nom de Forts vitrifiés. 1863. 0 fr. 60

Dissertation sur les Forts vitrifiés. 1867. 0 fr. 40

Notice sur les Arvii, peuple gaulois mentionné par Ptolémée. 1864. 0 fr. 40

Dissertation sur le pont construit par César, pour passer le Rhin. 1865. 1 fr.

Notice sur les murs gaulois de Cinais (Indre-et-Loire), vulgairement appelé Camp des Romains. 1866. 0 fr. 60

Études historiques sur la fortification, l'attaque et la défense des places. 1869, in-8° avec 11 planches. 7 fr. 50

Conférence sur l'emploi des chemins de fer à la guerre et sur la télégraphie militaire. 1869, brochure in-18. 0 fr. 30

Conférence sur le rôle de la fortification passagère dans les combats. 1869. 0 fr. 30

Paris. — Imp. J. Dumaine, rue Christine, 2.